جديد

وقود صُمّم
ليدوم أكثر

الإختيار الأمثل

COMMUNITY MOBILE

POUR UNE GESTION OPTIMISÉE DE VOTRE ENTREPRISE

COMMUNITY Mobile

Bénéficiez de forfaits adaptés à vos besoins et profitez de communications gratuites en communauté entre collègues et vers des numéros préférés (jusqu'à 5 numéros en dehors de l'entreprise) en plus de la navigation 3G+ gratuite.

Plus que des Solutions
www.tunisietelecom.tn/B2B
1288

TT ENTREPRISES

L'option community mobile est valable pour toute souscription aux forfaits mobiles Optimum

HAVAS

Par Taoufik Habaieb

Que le pays se remette au travail, que l'entente l'emporte

Le clivage se dessine encore plus fortement au sein de la classe politique. Deux grandes forces se livrent une ultime bataille. Ceux qui oeuvrent à l'instauration d'un climat favorable pour la tenue d'élections libres et incontestables, dans les délais fixés par la Constitution, et ceux qui, risquant de ne pas y trouver leur compte, n'épargnent aucun moyen pour semer la discorde, attiser les tensions et aviver les passions.

La date butoir du 31 décembre 2014 pour les élections est certes sujette à caution, surtout que la loi électorale n'est pas encore, fin avril, adoptée ; la stabilisation du pays reste fragile; les menaces terroristes persistent ; la situation économique est des plus catastrophiques ; les débrayages sociaux illégaux continuent ; la nouvelle ISIE peine à se déployer. Mais, tout cela est rattrapable, si un véritable consensus politique, économique et social est scellé. Bien plus, dès à présent, il va falloir se préparer à gouverner ensemble, au lendemain du scrutin.

Pour le monde entier, l'avancée de la transition démocratique tunisienne relève de l'exploit et s'érige en modèle. Une réussite qui incite les grandes puissances et les institutions financières à la soutenir dans sa dernière ligne droite vers les élections. Promenant leur regard sur la rive sud de la Méditerranée, elles trouvent que la Tunisie est capable de s'en sortir et d'offrir, dans un avenir très proche, des potentialités effectives de démocratie et de croissance. Tant par sa démarche politique (une constitution et un gouvernement indépendant) qu'économique (amorce des réformes) et sécuritaire, la Tunisie bénéficie de la confiance et du soutien de bon nombre de pays.

En visite à Washington début avril, Mehdi Jomaa en a eu témoignage. Barack Obama, à la Maison-Blanche, Christine Lagarde, au FMI, et Jim Yong Kim, à la Banque mondiale, y sont allés de toute leur conviction. Avec, cependant, un grand message : que le pays se remette au travail et que l'entente politique et le consensus le plus large l'emportent. Paris enchaînera sur le même ton, la proximité en plus. A l'Elysée, comme à Matignon ou au Quai d'Orsay, Mehdi Jomaa en a profité pour appeler à la redéfinition des relations dans la complémentarité et le codéveloppement, plaidant en faveur d'un rôle significatif dans la zone euroméditerranéenne.

Tout ce capital «d'admiration», même à petits flux financiers, alors que le déficit des finances publiques poursuit sa descente vers les abysses, risque de s'évaporer. Une fois de plus, à l'instar de ce qui s'était produit au lendemain même de la révolution, début 2011. Que de temps perdu et que d'opportunités ratées ! Au lieu de raboter les égoïsmes, de mettre en sourdine les ambitions démesurées et d'œuvrer pour la tenue des élections, dans les plus brefs délais et les meilleures conditions, on assiste, à l'inverse, à des tentatives incessantes de parasitage, voire de blocage, pour détourner l'attention des Tunisiens de l'essentiel. Au mépris des risques sécuritaires et de la dégradation des indicateurs financiers. Au moment où, partout dans le monde, on nous encourage à faire aboutir la transition dans les plus brefs délais et où on nous assure que la grande victoire est à notre portée, de vrais boulets tentent de plomber la marche. Heureusement, en vain. Malgré tout, une nouvelle dynamique s'engage en Tunisie et finira par l'emporter.■

T.H.

SOMMAIRE

18

56

90

A la Une

18 **Tunisie - France**
Complémentarité et codéveloppement :
Une nouvelle relation

Nation

26 La Tunisie, aujourd'hui et demain
Par Mansour Moalla

34 Hamma Hammami : Pragmatique mais critique

46 Géopolitique de la Tunisie et du Maghreb : L'arbre qui cache la forêt
Par Habib Dlala

51 Les Français en Tunisie aujourd'hui : Comment, combien et qui sont-ils?
Par Martine Vautrin Djedidi

Diplomatie

56 Raimondo De Cardona
Ambassadeur d'Italie à Tunis
Replacer la dimension méditerranéenne au centre de la politique européenne

Economie

60 Un dialogue économique, pour quoi faire ?
Par Walid Bel Hadj Amor

62 Tunisie 2014 : Un plan pour notre économie
Par Mourad Guellaty

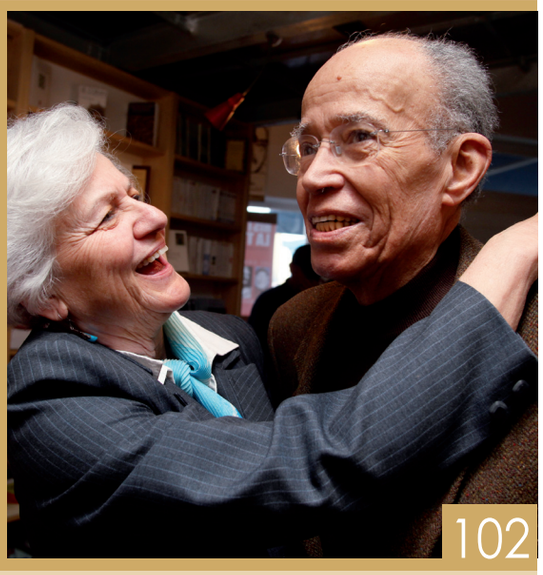
69 L'Etat et le financement de l'économie
Par Dhafer Saïdane & Elyès Jouini

75 L'emploi et la croissance : Une dynamique conjoncturelle insoutenable
Par Sonia Naccache & Rim Mouelhi

International

80 L'Arabie saoudite dans le maelström du «Printemps arabe»
Par Habib Trabelsi

34 Hamma Hammami



Société

87 La charge harassante du patriotisme
Par Habib Touhami

88 Tabagisme : Un milliard de morts au XXIème siècle?
Par Mohamed Larbi Bouguerra

90 Mohamed Boughalleb : Le redoutable questionneur sur Watanya TV

94 Le patrimoine de « Bled Frigua »: À l'épreuve du développement
Par Abdelhamid Larguèche

100 Un Tunisien en Arménie

102 Habib Boularès : Le militant
Par Hamed Zeghal

103 Habib Boularès : L'hommage de son éditeur, Karim Ben Smaïl

109 Mohamed Fredj Chedly : L'éducateur, le nouvelliste
Par Béchir Ben Slama

Billet

112 Les islamistes et le monde arabe : Après l'effet domino, l'effet repoussoir
Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

•Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat • Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi • Habib Dalala • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Safya Hachicha • Mohamed Ali Halouani • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Tawfik Jelassi • Dr Essedik Jeddi • Moez Joudi • Elyès Jouini • Emna Kallel • Maher Kallel • Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Abdelwahab Meddeb • Emna Menif • Mansour Moalla • Ahmed Ounaïes • Mehdi Taj • Habib Touhami • Habib Trabelsi • Olfa Youssef • Riadh Zghal • Dr Saadeddine Zmerli • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory
Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn
marketing@leaders.com.tn
redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Un hors-série en démarrage de dossiers spéciaux

Leaders Magazine étrenne sa troisième année de parution, depuis son premier numéro publié en mai 2011. Pour marquer cet anniversaire, nous commençons l'édition de numéros spéciaux en hors-série, une manière de consacrer un regard plus approfondi et plus étoffé à un dossier spécifique. Le hasard de l'actualité a voulu que le mois d'avril 2014 soit marqué par la visite de la délégation tunisienne conduite par le chef du gouvernement aux Etats-Unis. Les rencontres avec de grands décisionnaires et les propos échangés à cette occasion retiennent l'attention. Avec premières analyses et, en illustration, des photos exclusives.

Par souci de précision, nous avons préféré garder les textes dans leur langue d'origine, d'où des articles en français et d'autres en anglais.

Un dossier réalisé par nos envoyés spéciaux, Taoufik Habaieb et Mohamed Hammi (photos).

Investir dans la démocratie

Une conférence internationale des partenaires de la Tunisie

Le concept a été lancé par Mehdi Jomaa à Washington : «Tunisia, a Democracy Startup!». Au FMI, comme à la Banque mondiale et à la Maison-Blanche, l'appréciation a été grande. Il s'agit à présent de la convertir en financements et investissements. Les bonnes paroles des bailleurs de fonds restent à concrétiser. Diverses initiatives sont évoquées : reprendre le «Plan Jasmin» présenté en mai 2011 au G8 à Deauville, le reprendre en une sorte de Plan Marshall, comme vient de faire l'Egypte, et explorer d'autres opportunités. D'où l'idée d'une grande conférence internationale qui se tiendra à la rentrée prochaine à Tunis et regroupera des représentants de haut niveau de pays amis, des dirigeants de grandes institutions financières et autres partenaires économiques et financiers de la Tunisie.

En visite récemment à Tunis, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'y est déclaré favorable. Son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, sans évoquer directement la question, a laissé entendre que la visite de Mehdi Jomaa en juin prochain en Allemagne permettra d'explorer de grandes initiatives d'appui à la Tunisie. La voie semble se dessiner. Selon des sources bien informées, une équipe tunisienne de très haut niveau sera chargée de la préparation de cette conférence, s'appuyant sur des compétences techniques et logistiques reconnues en la matière.

La salle de marchés de la BAD restera-t-elle à Tunis ?

Le départ des équipes de la Banque africaine de développement (BAD) relocalisées à Tunis pour rejoindre le siège historique à Abidjan s'accélère. Fin juin, c'est au tour du président de la Banque, Dr Donald Kaberuka, de faire officiellement se adieux aux autorités tunisiennes. Selon le calendrier fixé, l'ensemble du personnel réaffecté en Côte d'Ivoire sera en place avant la fin de l'été. La célébration du 50ème anniversaire de la Banque, amorcée fin avril à Tunis avec nombre de manifestations sur le continent africain, sera marquée par de grandes festivités en novembre prochain dans la capitale ivoirienne.

Qui restera à Tunis ? Officiellement, la Tunisie a demandé le maintien du plus de services possibles et l'implantation d'un bureau régional couvrant les pays d'Afrique du Nord. Plus discrètement, des démarches sont entreprises pour que la salle de marchés soit maintenue à Tunis.

Ben Jemâa Motors S.A.

www.bmw-tunisia.com

Le plaisir de conduire

Photos non contractuelles Dans la limite du stock disponible.

CONÇUE POUR FAIRE DE VOS RÊVES UNE RÉALITÉ.

La nouvelle technologie BMW TwinPower Turbo mise en œuvre sur le moteur de la Nouvelle BMW 520i vous procure plus de performances pour une consommation considérablement réduite.
BMW 520i: 170 ch/Din, cylindrée 1.6L, consommation moyenne de 6,9 L/100 km.

NOUVELLE BMW 520i À PARTIR DE 114 000 DT TTC*.

Possibilité de configuration à partir de 114 000 DT TTC. Finitions Access+, Luxury et Kit M, disponibles à partir de 128 600 DTTTC.

BMW EfficientDynamics
Moins de consommation. Plus de Plaisir.

Ben Jemâa Motors S.A.
16, rue de l'Artisanat - Charguia 2
Tél: (+216) 70 837 355
Fax: (+216) 70 836 574
www.bmw-tunisia.com

www.atb.tn

Epargne الخـــيـــر

Plus fructueuse, plus avantageuse.

سبّق الخير...
تلقى الخير بزايد.

FCA!

A partir du 1er janvier 2014, le taux annuel de l'épargne est devenu plus attractif et a été fixé à 3,25% au lieu de 2,75%

Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE

N° Vert 80 100 347

Des professionnels à l'écoute

ATB
البنك العربي لتونس

Vers une agence de gestion des confiscations et du recouvrement des avoirs à l'étranger ?

La multiplication des commissions et mécanismes mis en place pour la gestion d'avoirs et fonds objet de confiscation et la récupération en faveur de l'Etat d'avoirs et biens à l'étranger ne se passe pas sans difficultés. Une commission nationale a été créée par le décret-loi n° 2011-68 du 14 juillet 2011 au sein du ministère des Finances. Une sous-commission est chargée de la gestion des biens confisqués, pour ce qui est notamment des appartements, villas et autres, nécessitant maintenance, entretien, voire location et/ou cession, etc. Aussi, une société holding, Al Karama, assure la gestion de plus de 50 sociétés à travers des participations directes et indirectes, réparties en 10 pôles d'activité. Quant au recouvrement des avoirs et biens à l'étranger, la Banque Centrale et le ministère de la Justice se trouvent en première ligne.
Pour imprimer plus d'efficience à cette gestion dans sa globalité, il a été recommandé de créer une agence dédiée qui regroupera l'ensemble des mécanismes et agira avec plus de célérité et d'efficacité. L'idée de base est de recouvrer au maximum et le plus rapidement possible les avoirs et de mettre en cession, au mieux, dans des conditions de transparence totale.

Syndicat des journalistes
La grande mission qui attend le nouveau bureau

La tâche ne sera pas facile pour le nouveau bureau exécutif du Syndicat national des journalistes tunisiens. Capitaliser sur les acquis durant les intenses premières années de la transition, mais aller encore plus de l'avant. Le bureau sortant, conduit par Néjiba Hamrouni, avait essayé de s'acquitter au mieux d'une mission aussi militante que syndicale. La relève, sous la férule de Néjib Bghouri et ses coéquipiers élus au cours d'un congrès très animé tenu les 19 et 20 avril 2014, aura à concrétiser rapidement les aspirations des journalistes, les plus jeunes parmi eux surtout, à plus de perspectives de carrière, dans de bonnes conditions de rémunération, de considération et de liberté. Renforcer le perfectionnement, améliorer les conditions de travail, tant dans les rédactions que sur le terrain, faciliter l'accès à l'information, ancrer l'éthique professionnelle et gagner encore plus en liberté et indépendance : les défis à relever sont nombreux, mais aussi cruciaux pour promouvoir la profession.

Ci-après la composition du nouveau bureau exécutif :

Président	:	**Néji Bghouri**
Secrétaire générale	:	**Soukaina Abdessamad**
Secrétaire générale adjointe chargée des libertés	:	**Aida Hichri**
Trésorier général	:	**Khemais Arfaoui**
Trésorier général adjoint	:	**Nabil Sadrawi**
Membre chargée des affaires professionnelles et culturelles, ainsi que du recyclage	:	**Sayda Hammami**
Membre chargé du règlement intérieur	:	**Youssef Ouesleti**
Membre chargé des affaires sociales	:	**Chokri Bassoumi**
Membre chargé des relations extérieures	:	**Zied Dabbar.**

Félicitations et tous les vœux de pleine réussite.

JOURNÉES D'ESSAIS BMW.

La BMW Série 4 se diversifie en 3... modèles: Coupé, Gran Coupé et Cabriolet. Ben Jemâa Motors vous invite à découvrir la BMW Série 4 ainsi que les autres modèles de la gamme BMW lors d'essais routiers, les **10 et 11 Mai 2014, de 10h à 17h, au Mövenpick Hotel Gammarth**. Pour plus d'informations et prise de rendez-vous, contactez-nous au 70 83 73 55.

ELLES VOUS ATTENDENT !

Le Prix international du «courage de penser» décerné au Doyen

Habib Kazdaghli

Figure emblématique de la défense de la liberté académique et de la Tunisie des Lumières

Par un heureux hasard du calendrier, le 9 avril dernier, le jour où la Tunisie commémorait le souvenir de ses martyrs morts pour la liberté, le congrès annuel de Scholars at Risk, consacré à «la liberté de penser», à «la responsabilité d'agir», à «la liberté académique» et «aux droits humains», organisé à Amsterdam, a attribué au Doyen Habib Kazdaghli le Prix symbolique du «courage de penser» pour son acharnement à défendre les valeurs universitaires menacées dans son établissement et à l'échelle du pays par les extrémistes religieux, pour avoir eu le courage d'exercer la liberté de penser, d'avoir pris la responsabilité d'agir conformément à ses convictions humanistes, à un moment crucial de l'histoire de notre pays..

Dans l'émouvante allocution de remerciement qui a suivi la remise du Prix, le Doyen a rendu un vibrant hommage aux pères du mouvement réformiste et du projet moderniste tunisiens, *«aux fondateurs de la Tunisie moderne»*, de Kheireddine, présent à travers la référence aux réformistes tunisiens du IXème siècle et l'éloge du Collège Sadiki, au leader Habib Bourguiba, en passant par Tahar Haddad, nommément cités.

Il a introduit toutes ces références dans le texte pour signifier à son auditoire que son combat pour la défense et la diffusion des libertés s'inscrivait dans la ligne droite de l'engagement des pères fondateurs pour les Lumières. La référence à *«la prestigieuse institution scolaire»* fondée en 1875 et l'hommage à l'Ecole et à l'Université tunisiennes ne peuvent être perçus, dans ce contexte, que comme un hommage à un peuple avide de savoir. Les parents du Doyen, bénis pour avoir vénéré l'institution scolaire, pour avoir fait de l'école *«une seconde religion»*, sont la merveilleuse incarnation de ce peuple. La Tunisie de Kheireddine, mue par ce désir ardent de connaissance, relevé par de nombreux observateurs comme un marqueur très fort de notre tunisianité, avait commencé à mettre en place, bien avant l'établissement du protectorat français, les moyens d'éducation ouvrant sur la modernité. Le mérite de cette école moderne, dont le Collège Sadiki a été à la fois le précurseur et l'emblème, a été d'assurer un enseignement moderne, basé justement sur la liberté d'enseignement et l'ouverture à d'autres cultures et civilisations et qui a sonné le glas d'un enseignement unilingue, monoculturel et essentiellement théologique représenté par la Zitouna.

Cette allocution est, en fin de compte, un vibrant hommage à la tunisianité qu'on peut rapidement définir comme notre identité nationale plurielle et multiple fondée sur un ensemble de valeurs de tolérance, d'humanisme, de sagesse et de modération adaptées au siècle et léguées par une histoire caractérisée par un brassage exceptionnel de civilisations et de cultures. Ces valeurs remarquables sont de forts marqueurs de cette identité qu'elles ont forgée. Les fondateurs de la Tunisie moderne et les réformistes tunisiens ne sont-ils pas, dans cette allocution, loués pour avoir essayé *«de faire la synthèse entre les différents apports historiques engrangés par la Tunisie à travers sa longue histoire et la modernité»*?■

Habib Mellakh
Universitaire, syndicaliste

* service offert gratuitement et exclusivement pour les clients du LLOYD Assurances en 2014

Auto
تصليح

LLOYD
ASSURANCES

المهمّ إنت لاباس!
...الكَرهبَة نِتلهَاوْ بِيهَا

اتو البومة ←
ادبّر بلاصة أخرى

* service offert gratuitement et exclusivement pour les clients du LLOYD Assurances en 2014.

En cas d'accident de circulation, nous risquons tous de :
- Ne pas disposer des **sommes nécessaires** pour réparer notre véhicule endommagé.
- Ne pas connaitre un bon garagiste garantissant à la fois **une réparation de qualité** et **sans un long délai d'attente**.
- Ne pas avoir suffisamment de temps pour s'occuper du dossier de réparation.

Avec son nouveau service* "AUTO TASLIH", le LLOYD ASSURANCES vous garantit qualité, proximité et rapidité de toutes les réparations chez un de ses garages conventionnés.

LLOYD
ASSURANCES

Immeuble Lloyd, Avenue Tahar Haddad,
les Berges du Lac 1053 Tunis - Tunisie
T : +216 71 96 27 77 / **F** : +216 71 96 24 40

Une Année **Gratuite** offerte à tous nos clients jusqu'au 31 Décembre 2014

www.lloyd.com.tn

Une Banque, un pont entre les deux rives de la Méditerranée.

La TFBank, à travers son réseau en France et en Tunisie, est le partenaire privilégié de vos projets et votre développement à l'International.

TFBank-Siège Social
19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. + 33 1 53 45 30 30
contact@tfbank.fr

TFBank-Succursale de Tunis
Angle Avenue Mohamed V - rue 8006
Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. + 216 71 950 100

www.tfbank.fr

TF Bank
TUNISIAN FOREIGN BANK
Partenaire de vos ambitions.

Pr Abderrazak Ben Abdallah

Promu à l'Université d'Aizu au Japon

L'Université d'Aizu, première université japonaise spécialisée en informatique, vient de nommer le Pr Abderrazak Ben Abdallah en qualité de chef de la Division Computer Engineering. Une décision qui prend toute sa dimension lorsqu'on connaît la rigueur scientifique du système universitaire japonais, comme elle rend hommage aux compétences tunisiennes.

Par ailleurs, Abderrazak Ben Abdallah continue à exercer en tant que directeur de l'Adaptive Systems Laboratory, accueillant des étudiants japonais et américains. Grâce aux démarches effectuées dans le cadre de la coopération bilatérale, deux étudiants tunisiens ont pu être admis dans son laboratoire pour des recherches de très haut niveau.

(Lire success story et biographie sur www.leaders.com.tn)

Pr Moncef Gabbouj

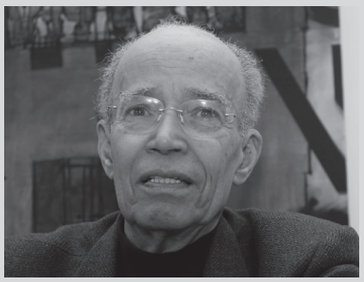
À l'Académie finlandaise des Sciences et Lettres

L'Académie finlandaise des Sciences et Lettres vient de coopter le professeur tunisien Moncef Gabbouj parmi 31 nouveaux membres, sélectionnés parmi des sommités universitaires choisies pour de grands mérites scientifiques. Gabbouj rejoindra le groupe Mathématiques et sciences de l'information dans la section sciences de l'Académie.

Titulaire d'un PhD en génie électrique de l'Université de Purdue, West Lafayette, Indiana, Etats-Unis (1989), et professeur de traitement de signal à Tampere University of Technology, Dr Gabbouj est professeur de l'Académie de Finlande depuis janvier 2011. Il est également professeur-visiteur auprès de prestigieuses universités, notamment The Hong Kong University of Science and Technology, Hong Kong, Purdue University, West Lafayette, Indiana, University of Southern California, Los Angeles, American University of Sharjah, et Jilin University, Chine.

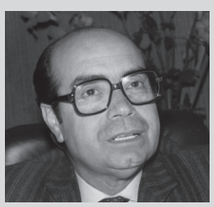
(Lire biographie sur www.leaders.com.tn)

Décès



Habib Boularès

Ancien journaliste, écrivain, ministre et secrétariat général de l'UMA



Mohamed Fredj Chedly

Ancien ministre de l'Éducation

Mohamed Amamou

Ancien ambassadeur, premier secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe

Mohsen Frini

Ancien ambassadeur de Tunisie à Ankara, Manama et Abu Dhabi

Pr Béchir Mkhinini

Ancien professeur à la faculté de Médecine de Tunis, ancien chef du service de gastroentérologie de l'hôpital Charles-Nicolle de Tunis

Faouzi Mahjoub

Ancien journaliste à *Jeune Afrique* et grand spécialiste du football africain

Bouraoui Ben Abdelaziz

Voix célèbre de la Radio tunisienne, producteur d'émissions

Présidence de la République

Samir Hannachi
Premier conseiller

Ministère des Affaires étrangères

Mokhtar Chaouachi
Porte-parole

Diplomate de carrière, il a été ambassadeur à Washington, Addis-Abeba et Oslo

Ministère du Tourisme

Wahida Djait
Directeur général de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT)

Nizar Slimène
Directeur général adjoint de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT)

Khaled Trabelsi
Président-directeur général de l'Agence foncière touristique (AFT)

Sarra Titay
Président-directeur général de la Société tourisme et loisirs (SLT)

Habib Ferchichi
Président-directeur général des Sociétés de golf

Ministère des Affaires sociales

Rachid Barouni
Président-directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Technologies de l'information et de la communication

Mustapha Mezghani
Chargé de mission

Ingénieur concepteur en informatique, diplômé de l'ENSI, titulaire d'un mastère en IT et e-Commerce, obtenu à l'IHEC et d'un executive MBA de la Mediterranean School of Business. Senior Partner de 2CW, cabinet de consulting spécialisé en IT, il aligne une longue expérience en Tunisie et dans bon nombre de pays africains subsahariens.

Najoua Kooli Hentati
Chargée de mission

46 ans. Née à Tunis, chargée de mission, Innovation and entrepreneuriat ICT based. Diplômée de l'Institut des hautes études commerciales de Carthage, enchaînant sur un MSC de HEC Montréal en 1994. Spécialisée en marketing et économie numérique. Elle aligne 18 ans d'expérience en Amérique du Nord et plus spécialement à Montréal au Canada. A la fois consultante, enseignante et fine stratège en communication, marketing et stratégie numérique.

Ministère de l'Economie et des Finances

Khalil Laabidi
Directeur général de l'Agence de promotion des investissements extérieurs (FIPA)

Mohamed Sofiane Chaouachi
Chef de cabinet (secrétariat d'Etat au développement et à la Coopération internationale)

HYUNDAI
Official Partner

FIFA WORLD CUP
Brasil

Un service mené d'une main de maître!

PUBLICIS IMPACT

3 ANS
GARANTIE

Plus d'un an à vous servir d'une main de professionnel, le service après vente d'Alpha Hyundai Motor vous propose: des pièces de rechange d'origine, un suivi et un accompagnement à chaque instant, tout au long de la vie de votre véhicule.
"Offrir un service de qualité est notre priorité".

Alpha Hyundai Motor

Autoroute A1 – sortie hammam lif BP.64, 2014 Megrine Riadh ,
SAV: T +216 31 398 018 ; Magasin pièces de rechange : T +216 31 398 010
www.hyundai.com.tn

AUTO PRO

Av.Mohamed Hédi Khefacha Dar Chaâben Nabeul 8011. T +216 72 362 666 – F +216 72 364 555
e-mail : hyundai.autopro@topnet.tn – www.hyundai.com.tn

HYUNDAI | NEW THINKING. NEW POSSIBILITIES.

GOLDEN YASMIN
HOTELS
TUNISIA

Avis de cession volontaire d'une chaîne d'hôtels

Les sociétés hôtelières propriétaires se proposent de céder en totalité ou par unité séparée les hôtels suivants:

- **Hôtel les Oliviers Palace** à Sfax de catégorie 5 étoiles
- **Hôtel la Kasbah** à Kairouan de catégorie 5 étoiles
- **Le Complexe Méhari Hammamet** à Yasmin Hammamet composé d'un hôtel et d'une résidence 5 étoiles, d'un centre commercial et d'un centre de Thalassothérapie
- **Le Complexe Méhari Beach Tabarka** composé d'un hôtel et d'une Résidence 4 étoiles et d'un centre de thalassothérapie .
- **L'hôtel Ras El Ain** à Tozeur de catégorie 4 étoiles
- **L'hôtel Sun Palm** à Douz de catégorie 4 étoiles
- **L'hôtel Méhari** à Douz de catégorie 3 étoiles
- **Et d'un Campement** Saharien à Douz

Pour plus de renseignements visitez notre site: **www.goldenyasmin.com**
ou contactez nous par mail: **zied.boussarsar@goldenyasmin.com**
pour l'expression de votre intérêt .

Curieux s'abstenir…

44 ans. Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, du diplôme de l'Ecole nationale des impôts de France (ENI, France) et du diplôme de l'Ecole nationale d'administration (3ème cycle spécialisé, ENA, Tunis). Il succède à ce poste à Noureddine Zekri, promu secrétaire d'Etat. Laabidi était jusque-là directeur à la direction générale des études et de la législation fiscales, chargé de la législation fiscale depuis septembre 2010, puis chargé de mission auprès du ministre des Finances depuis août 2013.

Mohamed Habib Zitouna
Directeur général de l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ)

Hédi Saïdi
Directeur général de l'Institut national de la statistique (INS)

Ministère du Transport

Lassâad Mrabet
Chef de cabinet

Mokhtar Sadok
Président-directeur général de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT)

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

Ridha Bouzouada
Directeur général de l'énergie

50 ans. Ingénieur géologue, titulaire d'un DEA en géologie. Il s'est spécialisé en négociation des contrats pétroliers, fiscalité et contrats en exportation-production, ainsi qu'en cadre réglementaire régissant l'activité des hydrocarbures.

Riadh Ben Rejeb
Président-directeur général de la Société tunisienne des industries pneumatiques (STIP)

AfricInvest

Samia Tnani
Head of Credit

Samia Tnani a rejoint le groupe AfricInvest en tant que Head of Credit. Elle participe au lancement d'une nouvelle institution financière non bancaire dédiée au financement alternatif des PME en Afrique subsaharienne. Samia est docteur en finance de l'Université Paris-Dauphine. Elle a rejoint la Citibank en 1997 où elle a occupé en tant que vice-présidente le poste de Country Risk Manager. Samia a participé au lancement en 2009 de l'Université Paris-Dauphine à Tunis qu'elle a dirigée jusqu'en décembre 2013.

Institut Dauphine Tunis

Amina Bouzguenda-Zeghal
Directrice générale de l'Institut Dauphine Tunis

Deux bonnes nouvelles pour Amina Bouzguenda-Zeghal. La première, c'est qu'elle est nommée directrice générale de l'Institut Dauphine Tunis. Elle succède à ce poste à Samia Tnani. La deuxième, c'est que l'Université Paris-Dauphine devient membre de la Conférence des grandes écoles (CGE). Elle sera ainsi, au grand bonheur de son vice-président Elyes Jouini, la première université française reconnue grande école. Titulaire d'un doctorat de mathématiques appliquées à la finance délivré par l'Université de Paris-Dauphine, Amina Bouzguenda-Zeghal a acquis une solide expérience aussi bien en matière de gestion que d'enseignement ou de recherche. Lors de la préparation de sa thèse, elle a pu s'exercer au métier de Trader à la Caisse des dépôts et consignations à Paris en 1999, avant de travailler comme consultante sur des modèles de pricing de produits dérivés. De 2000 à 2003, elle a pu aussi enseigner à l'Université Paris-Dauphine comme ATER (attachée à l'enseignement & la recherche).

De retour en Tunisie, elle a poursuivi sa carrière d'enseignante à l'Institut des hautes études commerciales (IHEC) de Tunis puis à la Mediterranean School of Business (MSB). Elle a pu ainsi effectuer un passage à la Kellog School of Management de Chicago en tant que Visiting Professor en 2007 et à la Columbia Business School de New York en 2008 en tant que Fulbright Scholar. Malgré un agenda professionnel bien chargé, Amina Zeghal-Bouzguenda est également très active dans le domaine associatif et citoyen. Au lendemain de la révolution, avec d'autres femmes engagées, elle fonde l'association Amena dont l'objectif est d'aider les familles nécessiteuses dans les régions défavorisées. Cela la conduit tout naturellement vers la microfinance où elle s'active en partenariat avec Advans, entreprise française reconnue dans ce domaine. Elle est mariée et mère de deux enfants.

investia

Salon de la Bourse et des Services Financiers

Partenaire :

ICF
The Investment Climate Facility for Africa

Organisé par

بورصة تونس
BOURSE DE TUNIS

investir aujourd'hui c'est investir l'avenir

Tunisie-France
De nouvelles relations

Paris — De notre envoyé spécial - *«La Tunisie et la France sont aujourd'hui plus que jamais déterminées à mettre en commun tous leurs atouts dans une perspective de complémentarité et de codéveloppement».*

Ainsi résume à *Leaders* le chef du gouvernement, Mehdi Jomaa, l'essentiel de la visite qu'il a effectuée à Paris les 28 et 29 avril. *«Une détermination exprimée au plus haut niveau par le président François Hollande, le Premier ministre, Manuel Valls, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone*, poursuit-il. *Une détermination économique perçue auprès des chefs d'entreprise des deux pays, au Medef. Une détermination universitaire, avec la signature d'accords significatifs. Et une détermination des Tunisiens de France, mobilisés pour servir leur pays.»* Dès le départ, Jomaa avait bien défini l'objet de sa visite, à savoir *«renforcer la coopération et redéfinir les relations, mais pas pour solliciter une aide». «Plus qu'une longue histoire partagée, c'est surtout un avenir commun qui nous lie»*, n'a-t-il cessé de plaider auprès de ses interlocuteurs. Cette projection dans le futur a bénéficié d'une écoute attentive. Une complémentarité pour renforcer l'économie euroméditerranéenne, avec une colocalisation d'activités à forte valeur ajoutée comme les big-data analystes et un co-investissement massif dans l'éducation et la formation ensemble pour des besoins communs dans différentes filières.

L'économique et le sécuritaire

Jomaa utilisera un langage feutré pour évoquer la grave crise économique et le déséquilibre des finances publiques. *«Durant ces dernières années, nous avons investi toutes nos énergies dans la révolution et le processus politique qui connaît aujourd'hui de très bonnes réussites. Et nous avons oublié l'économie , mais l'économie ne nous a pas oubliés»*, dira-t-il. Il savait cependant la réponse de Paris. Les Tunisiens l'avaient bien compris : l'aide publique française à la Tunisie restera contenue dans l'enveloppe des 500 M€ annoncée par François Hollande lors de sa visite à Tunis en juillet 2013 et la reconversion des 60 M€ de dettes en investissements. Mais la France peut faire encore plus, du moins elle s'y emploie fortement, malgré sa propre contrainte de grandes restrictions budgétaires. Elle le fera notamment, comme l'a indiqué Hollande, dans une dynamique de mobilisation européenne et des institutions financières en faveur de la Tunisie.

La France apportera aussi un soutien important dans la lutte contre le terrorisme en fournissant des équipements et en intensifiant les échanges d'informations. Au titre des équipements, il s'agit notamment d'hélicoptères, très utiles pour la surveillance du territoire et la traque des terroristes.

Libéraliser, privatiser…

Quant à la France entrepreneuriale, le partenariat attend une forte impulsion tunisienne sous forme de clarification de l'agenda politique, d'apaisement du climat social, de simplification des procédures, et de libéralisation de nombre d'activités. Les représentants des grands groupes qui ont rencontré Mehdi Jomaa au Medef ou qui lui ont rendu visite à l'ambassade de Tunisie à Paris étaient tous prêts à renforcer leurs investissements actuels en Tunisie (plus de 1 200 entreprises françaises, générant 27 000 emplois) et implanter de nouvelles entreprises. S'ils trouvent une réponse favorable aux blocages rencontrés et des facilités incitatives dans des secteurs hyperprotégés, tels que les banques et la finance, la grande distribution, l'eau, l'énergie et autres. Des arbitrages stratégiques à faire et de vrais chantiers auxquels le gouvernement doit s'attaquer.Les multiples rencontres au plus haut niveau, interviews dans de grands médias, conférences et entretiens privés ont remis la Tunisie dans le radar de la France et des Français. *«On s'est bien écoutés, le message est bien passé»*, se félicite Jomaa avant de conclure : *«A présent, il faut se mettre au travail et concrétiser».*■■■

Taoufik Habaieb

■ **Reoportage photo de Mohamed Hammi**

Les coulisses de la visite

A Matignon

A l'Assemblée nationale

Qui était du voyage ?

Six membres du gouvernement ont accompagné Mehdi Jomaa à Paris, chacun avec un programme spécifique : Mongi Hamdi, ministre des Affaires étrangères, Nidhal Ouerfelli, ministre chargé de la Coordination et des Dossiers économiques, Amel Karboul, ministre du Tourisme, Tawfik Jelassi, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des TIC, Ridha Sfar, ministre délégué à la Sûreté nationale, et Noureddine Zekri, secrétaire d'Etat au Développement et à la Coopération internationale.

L'amitié de la Tunisie, indispensable pour la France

Pour aller de l'ambassade de Tunisie (rue Barbet de Jouy, 7ème) à l'Hôtel

Au Medef

Matignon, rue de Varenne, toute proche, Mehdi Jomaa a préféré s'y rendre à pied. Il a trouvé à son accueil son homologue Manuel Valls. Déjà sur le perron, Valls lancera devant la presse : *«L'amitié avec la Tunisie, c'est indispensable pour la France»*. A la sortie, Valls dira: *«La réussite de la Tunisie a changé la donne, non seulement dans la région, mais aussi dans le monde. La poursuite et la consolidation de cette réussite, dans tous les domaines, s'inscrivent dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt de l'Europe»*.

Fabius en mode tourisme

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a trouvé la bonne formule

A l'Université Paris-Dauphine

■ Avec les Atugéens

pour soutenir le tourisme tunisien. C'est ainsi qu'il a organisé au Quai d'Orsay une table ronde-déjeuner et y a invité des membres du gouvernement français ainsi que des professionnels du secteur. Tout en promettant de partager une partie de ses vacances cet été en Tunisie.

Claude Bartolone et le 44 rue, Oum-Kalthoum

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, est resté très attaché à sa Tunisie natale. Raccompagnant Mehdi Jomaa, après près d'une heure d'entretien, il le retiendra sur le perron de l'Hôtel Lassay pour évoquer avec lui de vieux souvenirs d'enfance et de jeunesse et surtout la maison familiale au 44, rue Oum-Kalthoum, à Tunis.

La grand-messe au Medef

Pas moins d'une soixantaine de capitaines d'industrie tunisiens ont fait le déplacement à Paris, à l'invitation de Ouided Bouchamaoui et Zohra Driss (Utica), pour rencontrer plus de deux cents de leurs homologues français mobilisés par Pierre Gattaz et Eric Hayat. Faire du numérique un enjeu stratégique pour la Tunisie, moderniser l'administration et instituer l'e-gov, capitaliser sur l'été 2014 pour le tourisme, réorganiser les filières agricole et agroalimentaire, développer l'actionnariat des salariés dans les entreprises publiques, recadrer la politique énergétique, diversifier les sources, et assouplir les différentes formalités : les questions ont été directes. En ancien chef d'entreprise, ayant déjà implanté une filiale en Tunisie (à Sousse), Mehdi Jomaa saura trouver les mots justes pour répondre à ses anciens confrères chefs d'entreprise, conscient de leurs attentes, et en chef de gouvernement soucieux de soutenir le partenariat tuniso-français.

Tous à Dauphine !

Tout-Tunis de l'économie et de la finance a répondu à l'invitation d'Elyès Jouini, vice-président de l'Université Paris-Dauphine, pour assister à une rencontre-débat avec Mehdi Jomaa sur les défis et les enjeux de la transition démocratique en Tunisie. Parmi les présents figuraient notamment les Mabrouk, Bouchamoui, Kilani, Driss, Sellami et autres dirigeants de grands groupes, ainsi que d'éminents universitaires et chefs d'entreprise tunisiens établis en France. D'illustres professeurs de Dauphine, en robe, ainsi que l'équipe de Tunis-Dauphine (Ridha Ferchiou, Amina Zeghal Bouzguenda, Mohamed Ali Mabrouk et Slaheddine Ladjimi) avaient également pris place autour de la grande table ovale qui leur était réservée. Sur le podium, Jomaa était entouré de Laurent Batsch, président de l'Université, et Elyès Jouini. Discours-hommage de Batsch à la Tunisie et au nouveau gouvernement, intervention de Jomaa, questions-réponses et remise de la médaille d'or de l'université. Une séance exceptionnelle par la qualité des convives, des interventions et des questions.

Atugéens, manifestez-vous, rejoignez-nous !

L'ATUGE a eu l'initiative d'organiser une rencontre avec Jomaa à l'Ecole des Mines. Plus de 200 atugéens s'étaient rassemblés pour débattre du *«rôle des compétences tunisiennes à l'étranger dans la transition». «Le retour en Tunisie n'est pas un sacrifice*, lancera d'emblée un jeune ingénieur, *c'est une récompense pour nous afin de pouvoir servir notre pays».* Jomaa n'attendait que cet engagement enthousiaste. *«La Tunisie a besoin de vous tous, tant nous avons des chantiers énormes à pourvoir en compétences de tous les niveaux. Il ne faut pas se poser beaucoup de questions, soyez une force de proposition. Manifestez-vous et sachez que c'est un appel ouvert à tous».*

«L'interview-privilège» mais redoutable chez Elkabbach

Le pèlerinage aux studios d'Europe 1, si on arrive à y être invité, est un privilège pour les officiels en visite à Paris. Surtout si on passe à l'antenne, au micro de Jean-Pierre Elkabbach, à 8h20. Mais, ce que beaucoup ne savent pas, c'est que sous le feu roulant des questions bien affûtées par Elkabbach, l'exercice devient redoutable. Mehdi Jomaa s'y prêtera, sans préparation particulière, préférant, comme il le dira, *«laisser le cœur parler».*

■ A Europe 1

L'avis des économistes

On ne va pas à Paris sans écouter, surtout en ce moment, l'avis des économistes pouvant nourrir la réflexion et la décision quant à la relance de l'économie tunisienne. Mehdi Jomaa a en effet reçu à déjeuner à l'ambassade une dizaine de grosses pointures, tunisiennes et françaises. Concoctée par Elyès Jouini, cette séquence réunissait notamment Daniel Cohen, Jean-Paul Betbèze, Jean-Hervé Lorenzi, Hamouda Chekir, El Mouhoub Mouhoud et Aïda Hamdi. D. Cohen, professeur d'économie à Normale Sup, rue d'Ulm, est spécialiste de la dette souveraine. Il est également conseiller de la Banque Lazard avec laquelle il a conseillé le Premier ministre grec et le président équatorien pour la renégociation de leur dette internationale. J.H. Lorenzi est le président du Cercle des économistes, du Pôle de compétitivité finance-innovation et conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothshild. H. Chekir est directeur au département de conseil aux gouvernements à la Banque Lazard et a été consultant pour la Banque mondiale sur des questions de développement du secteur privé au Maghreb. M. Mouhoud, professeur d'économie à Paris-Dauphine, a été le premier économiste en France à mettre en évidence et à analyser, tant sur le plan théorique qu'empirique, le phénomène de relocalisation industrielle. Aïda Hamdi est la deuxième femme tunisienne diplômée de l'ENA (France), chargée de mission à Dauphine. Un tour de table fort intéressant. Hamouda Chekir fera un bref exposé introductif sur les préalables d'une politique de relance (stabilisation du cadre macroéconomique), les éléments indispensables, les types d'investissements étrangers les plus appropriés, les réformes structurelles nécessaires et la création d'un cercle vertueux de la relance. Le débat est lancé. Mehdi Jomaa écoutera attentivement ses invités, posant des questions, interrogeant sur différentes options possibles. Une deuxième rencontre s'avère utile. A suivre.

Les visiteurs du jour … et du soir

Le moindre créneau horaire disponible dans le programme surchargé de la visité était

rapidement squatté par le staff de Mehdi Jomaa afin d'y caser des entretiens privés. C'est ainsi que le chef du gouvernement recevra Arnaud Montbourg, ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique, des patrons de grandes enseignes de distribution, de banques opérant en Tunisie, des amis de la Tunisie et des Tunisiens. L'ancien maire de Paris, Bertrand Delanoë, était particulièrement ravi de rencontrer Jomaa. Il était arrivé (en taxi) directement de l'Elysée où il assistait à une remise de décoration qui se tenait une heure seulement après l'entretien Jomaa – Hollande et en rapportait d'excellents échos. *«Maintenant que je suis disponible, que pourrais-je faire pour ma Tunisie ?»*, demandera sincèrement Delanoë, avec son

engagement militant naturel. Une autre rencontre était très émouvante. Le lieutenant Bassem Belhaj Yahya, des commandos de la Garde nationale, mutilé d'une jambe, était fort heureux d'être reçu par le chef du gouvernement. Il avait sauté, le deuxième jour de l'attaque au Chaambi, sur une mine qui lui a fait perdre sa jambe gauche et touché sa jambe droite. Après des soins intensifs en Tunisie, il est admis depuis deux mois à l'hôpital Percy à Clamart, pour la pose d'une prothèse et des soins de réadaptation. *«J'ai hâte de terminer mes soins et ma réadaptation pour retourner en Tunisie, reprendre le combat contre le terrorisme et m'investir dans la formation»*.

■ Bassem Belhaj Yahya

L'escapade de Belleville

Séquence improvisée à la dernière minute ou coup de com bien préparé ? L'escapade en métro à Belleville, le quartier le plus vaste de Paris qui s'étend sur plusieurs arrondissements et où se concentre une forte communauté tunisienne et maghrébine, n'avait pas été annoncée à la presse. Seuls quelques journalistes qui pistaient le cortège en ont eu la surprise. Après l'entretien avec le président de l'Assemblée nationale, le cortège longera discrètement les quais de Seine pour s'arrêter devant l'Hôtel de Ville. Jomaa traversera l'esplanade, puis s'engouffrera dans le métro, direction : Mairie des Lilas. Il descendra à la station de métro de Belleville. Il commencera sa tournée, changeant souvent de trottoir. Arrêt chez René Gabin, le roi de la fricassée et du casse-croute tunisiens. Son fils a suivi sa trace et a ouvert la même enseigne à Miami, aux Etats-Unis. Devant le resto, de vieilles dames tunisiennes de confession juive étaient attablées, comme elles le faisaient au quartier Lafayette à Tunis. Poignées de main chaleureuses, dégustation pour faire plaisir au patron et il est déjà dans une boucherie *«halal»*. La rumeur se répand rapidement. Des Tunisiens, mais aussi des Algériens et des Marocains, s'attroupent pour le saluer. Entre *«Tahya Tounès»* et rappel de revendications restées sans réponses *«depuis 50 ans»*, la visite se poursuivra au pas de charge. *«Le coût de la vie devient insupportable en Tunisie*, lance l'un d'eux. *Regardez, Monsieur le Premier ministre, ici la viande d'agneau est à 12 euros, par rapport à nos salaires, en Tunisie, ça flambe»*. Jomaa est déjà dans une agence de voyages. Là aussi, on lui indique que le prix d'un billet d'avion pour la Tunisie a grimpé à plus de 600 euros. A ce prix-là, on peut aller au Mexique. *«Trouvez-nous une solution, libéralisez les compagnies aériennes pour qu'on puisse rentrer plus fréquemment au bled»*, renchérit l'autre. Mais, il y a aussi des messages d'appui. *«Aucun ministre et encore moins Premier ministre n'a mis les pieds ici. Vous êtes le premier à nous rendre visite. Soyez le bienvenu. Nous sommes fiers de la Tunisie et de votre gouvernement. Nous avons confiance en vous, mais ne nous décevez pas »*. Les voitures attendent en haut du boulevard. Le cortège redémarre.■

T.H.

SYPHAX airlines

Hello...
Montréal

Sixième sens : 71 862 220

Vol direct chaque Jeudi
à partir du 24 Avril

Info line : 81 10 22 22 Flysyphax.com

Par Mansour Moalla

La Tunisie, aujourd'hui et demain

Il est temps d'agir après avoir suffisamment observé. Le pays est en danger et chacun le sait. Pourquoi alors faisons-nous du surplace ? Il semble que la timidité du gouvernement provient du trouble du monde politique qui est déjà pris par le tourbillon des élections et ne peut que refuser toute action de quelque envergure de nature à lui nuire auprès de sa clientèle. Les deux principaux partis n'ont-ils pas décidé de reporter leur congrès pour après les élections afin de ne pas porter tort à leurs organisations.

Ce qui confirme l'opinion que nous avons déjà exprimée et qui veut que ces élections ne peuvent intervenir que si le pays est hors de danger : les déficits intérieurs et extérieurs maîtrisés, le terrorisme éliminé, la sécurité restaurée, le chômage maîtrisé, l'économie redressée, l'investissement reparti, le développement des régions en retard ayant progressé et enfin les esprits apaisés et le sens de l'intérêt général ayant pris le dessus. On n'a pas encore amorcé une action en profondeur dans cette direction. Une telle action requiert la convergence des objectifs de l'action gouvernementale avec les buts poursuivis par les différentes composantes du monde politique et de la société civile.

Cette convergence nécessite une entente nationale qui s'avère chaque jour de plus en plus nécessaire. On a cru l'apercevoir le soir du vote quasi unanime de la Constitution à la fin du mois de janvier 2014 puis la divergence et l'affrontement ont repris avec intensité provoquant la déception d'une grande partie de l'opinion publique qui n'accorde plus qu'un intérêt fort réduit à de futures élections. Si l'on veut que ces élections se tiennent, comme l'a prescrit la Constitution, avant la fin de 2014, il faudrait que les différents partenaires veillent sincèrement à la réalisation du calme politique, du dialogue et de la paix sociale pour pouvoir tenir de telles élections à la date prévue.

Le préalable à tout effort de redressement de la situation rendant possible les élections consiste donc à instaurer une «union nationale» véritable basée sur le rapprochement des idées et des programmes de toutes les parties concernées. Cette union est impossible si chacun s'accroche à son idéologie ou à ses orientations générales politiques et sociales. L'union suppose l'absence d'extrémisme, de toute sorte d'extrémisme. Si l'un veut «socialiser» le pays et l'autre «l'islamiser», on ne pourra pas le servir utilement, le sauver et le faire progresser. On en a eu la preuve dans le parcours des trois dernières années. Les uns et les autres doivent être capables de renoncer à ce genre de comportement, de séparer l'action politique et le service du pays et de l'Etat de tout extrémisme d'ordre

La question se pose en effet. On pensait que l'euphorie constatée après l'établissement de la constitution, la «guerre» politique était terminée et qu'on allait pouvoir vivre une période de calme permettant l'organisation d'élections que rien ne viendrait perturber.

Le déficit extérieur est dangereux parce qu'il risque de mettre en cause notre indépendance vis-à-vis de l'étranger par un recours excessif à l'endettement. Le déficit financier intérieur, celui du budget, qui s'exprime en dinars, peut être traité localement par les institutions financières en cas d'urgence.

philosophique ou religieux. J'avais, le 20 octobre 2011, dans le numéro 49 du Journal *Al Maghreb*, donc à la veille des élections, «conseillé» au mouvement Ennahdha de ne pas penser à «gouverner» pour ne pas se perdre, d'observer et d'attendre d'acquérir l'expérience nécessaire pour le faire. Il a cru pouvoir faire le contraire et il a échoué. Aujourd'hui encore, je lui conseille de ne pas mélanger action publique et religion, de devenir un parti politique et de s'abstenir de vouloir islamiser un pays qui est musulman depuis des siècles.

Agir : les mesures urgentes

Aujourd'hui, que l'on réussisse ou non à établir une union nationale, on doit agir pour sauver le pays. Le gouvernement doit le faire même si les partis politiques hésitent à le soutenir. Il importe qu'il puisse obtenir l'accord de l'opinion publique qui attend une action salvatrice. Une telle action rencontrera des difficultés. Les partis ne voudront pas d'initiatives qui déplaisent à leurs troupes. Ils finiront par s'y rallier si l'action gouvernementale est menée avec vigueur et détermination et si elle inspire confiance en étant juste et appropriée.
Cette action comporte des mesures d'urgence et d'autres qui le sont moins mais qui sont encore plus importantes.
Les mesures urgentes concernent le traitement du déficit financier intérieur et celui de la balance des paiements et des relations avec l'extérieur.

Le déficit du budget doit être comblé en attendant sa restructuration en relation avec l'Etat et la définition de ses tâches. L'emprunt national n'y suffira pas. L'aide extérieure ne viendra que si l'effort intérieur est important et décisif. Si on peut en convaincre le pays par la sincérité des intentions, il acceptera que l'impôt à payer en 2014 sur les bénéfices des sociétés et les revenus des personnes physiques de 2013 doit être augmenté de 50% pour les premiers et de 30% pour les seconds. Ce sacrifice prouvera à tous que le Tunisien est patriote et accepte un tel sacrifice pour sauver son pays. Il renforce la confiance à l'intérieur et à l'extérieur et permettra d'obtenir des recours extérieurs plus importants. Ce geste est spectaculaire, doit le rester et on doit pouvoir convaincre l'opinion de son opportunité si en même temps on limite les salaires excessifs atteignant 100.000 dinars par mois, soit 200 fois un salaire mensuel de 500 dinars. Réduire un tel excès sera aussi un geste spectaculaire de nature à être bien reçu par l'opinion.

En vue d'améliorer l'équilibre budgétaire, on peut réduire progressivement sur 5 ans les dépenses de la Caisse de compensation en accompagnant cette réduction par une augmentation des bas salaires. Cette caisse existe depuis le quatrième Plan, c'est-à-dire depuis quelque 40 ans. J'avais préconisé un tel processus progressif et on s'est lancé dans l'aventure d'une suppression à 100%, ce qui s'est traduit par une révolte sanglante. Une telle augmentation de salaire parallèle à la réduction de la compensation est plus saine économiquement qu'une simple subvention antiéconomique à tous points de vue. De telles mesures urgentes sont nécessaires en attendant une vraie réforme de la fiscalité et une délimitation des dépenses à la charge de l'Etat.

Quand au déficit extérieur, celui de la balance courante des paiements, il requiert des mesures du même ordre. La balance courante concerne les importations et les exportations de biens et services. Elle se caractérise par un grave déficit commercial, c'est-à-dire un excédent des importations par rapport aux exportations de biens, ces derniers ne couvrant qu'environ 70% des importations. Ce déficit commercial est compensé en partie par l'excédent du secteur des services qui comprend principalement le tourisme et les transferts des travailleurs tunisiens à l'étranger. Il restera encore un déficit résiduel qui est couvert par le recours à des emprunts extérieurs auxquels s'ajoutent d'autres emprunts destinés à rembourser le principal de la dette extérieure, les intérêts de cette dette étant déjà dans la balance courante.

L'effort à faire dans ce domaine est extrêmement important. Il faut idéalement avoir une balance commerciale moins déficitaire et si possible équilibrée de sorte que l'on puisse aboutir à une balance courante (comprenant les services) excédentaire (de 2 à 3 milliards de dinars), alors qu'elle connaît aujourd'hui un déficit du même montant environ. On pourra alors éviter le recours à l'endettement pour combler le déficit de la balance courante et pour rembourser le principal de la dette en cours. Cet effort demandera du temps et de la persévérance. En attendant, on ne peut pas rester impassible. Il nous faut réduire autant que possible les importations de biens et services. Ces importations proviennent surtout des pays de l'Union européenne qui peuvent exporter leurs produits librement en Tunisie. Cette situation ne convient pas à un pays en crise largement déficitaire. Les accords internationaux prévoient que les pays en crise peuvent se protéger pour redresser la situation. Nous pouvons donc limiter nos importations, surtout dans les secteurs qui ne perturbent pas l'activité économique mais qui concurrencent fortement les produits tunisiens qui n'ont pas la même capacité de s'exporter dans les pays européens. On peut donc, en attendant la fin de la crise, contrôler de plus près nos importations pour réduire l'énorme déficit commercial et ce, en attendant une révision des rapports avec nos partenaires, rapports actuellement déséquilibrés, la Tunisie étant encore en voie de développement et les pays européens ayant quelques siècles d'avance.

Réduire l'importation ne suffit guère. Il y a lieu aussi de développer les exportations. Grâce à la loi d'avril 1972, le déficit commercial a été limité à 70% des importations. Il aurait été beaucoup plus grave sans cette loi. En effet, le secteur offshore promu par cette loi est largement ■■■

■■■excédentaire alors que le secteur ne bénéficiant pas de cette loi est très largement déficitaire et c'est l'excédent de la loi de 1972 qui limite ce déficit à 70%. On a vu que les apports du tourisme et des travailleurs ne suffisent pas à équilibrer la balance courante et qu'il faut emprunter de 1 à 3 milliards de dinars pour le combler. On doit donc développer le secteur offshore pour réduire cet énorme déficit commercial. On peut aussi développer les exportations du secteur général en réduisant l'impôt sur les bénéfices de 50% si l'entreprise exporte 50% de son chiffre d'affaires.

On doit aussi, parallèlement, développer les apports du secteur des services en encourageant les apports du tourisme et les transferts de nos travailleurs par une prime de change améliorant la contrepartie en dinars des devises transférées, prime de l'ordre de 5 à 10%. La faiblesse du tourisme réside dans l'inefficacité du système de commercialisation du secteur qui est anarchique et individualiste face à des partenaires puissants qui achètent nos produits à bas prix, étant donné notre faible puissance de négociation, bas prix qui se traduisent par une dégradation de la qualité du service. Aussi, la prime de change ne doit être octroyée qu'aux groupes organisés pour la commercialisation et l'amélioration des prix de vente, ceci pour lutter contre l'individualisme commercial qui est une source de faiblesse. J'ai exprimé cette opinion depuis 1967-1968 étant responsable du secteur qui n'avait que 27 hôtels que j'ai alors visités et leur comportement individualiste reste encore aujourd'hui la règle dans le secteur.

Le déficit extérieur est dangereux parce qu'il risque de mettre en cause notre indépendance vis-à-vis de l'étranger par un recours excessif à l'endettement. Le déficit financier intérieur, celui du budget, qui s'exprime en dinars, peut être traité localement par les institutions financières en cas d'urgence. Il en est autrement pour le déficit extérieur où il faut recourir aux organismes étrangers et internationaux qui pourront nous indiquer ce qu'il faut faire pour devenir plus raisonnables. Développer les exportations est donc primordial. Il y a lieu de découvrir de nouveaux marchés et de les promouvoir. On doit pouvoir fournir un effort pour être plus présents en Afrique. Pourquoi ne pas demander à nos banques de s'établir chacune dans un ou deux pays africains de façon à explorer les possibilités d'exportation et de coopération avec ces pays. La Banque Centrale devrait les y inciter et les aider. Le Maroc s'est orienté dans ce sens avec un succès remarquable.

Au titre des problèmes urgents, il y a la réduction du chômage et la promotion de l'emploi. Le chômage ne peut pas être aboli mais il doit être considérablement réduit, surtout celui qui concerne les diplômés de l'enseignement supérieur (au nombre de 250 à 300.000 selon les estimations). Et en nombre équivalent d'autres chômeurs. La solution la plus efficace requiert un effort de solidarité nationale. Ce chômage résulte d'une évolution globale du pays qui a privilégié le progrès social par rapport au développement de l'économie. Celle-ci, malgré les progrès accomplis, ne pouvait satisfaire à cette demande d'emplois, n'ayant pas propulsé l'industrie et les services au niveau nécessaire pour éviter le chômage.

Il y a lieu de veiller à l'avenir à une meilleure harmonisation entre le progrès social et le développement économique. En attendant, on ne peut tolérer le chômage actuel qui constitue une plaie sociale. Pour y remédier, on peut demander aux entreprises existantes et qui fonctionnent convenablement de recruter une ou deux personnes selon leur importance. Ce recrutement permettra l'emploi de la moitié des personnes sans emploi à première vue, les chiffres en ce domaine méritant d'être précisés.

La promotion de l'emploi requiert la relance des investissements et l'amélioration de la croissance économique. La relance des investissements nécessite la paix sociale, le calme et la stabilité politique et un consensus gouvernemental au-dessus de tout soupçon. Terrorisme, insécurité, menaces de mort, assassinats, tumultes, grèves et renvois ne pourront que réduire les investissements, la croissance économique et la création d'emplois dont le nombre doit s'élever à 80.000 emplois nouveaux par an, cette création n'ayant guère dépassé jusqu'ici 60.000 emplois et ayant produit 20.000 nouveaux chômeurs. Cette solidarité doit également s'exprimer dans le dernier des problèmes les plus urgents : celui des régions défavorisées du sud et de l'ouest tunisiens. Le problème est connu depuis qu'au cours des années 1970 ont été initiés les programmes de développement rural et régional qui ont continué jusqu'au changement de régime en 1987 et leur remplacement par les 26-26 et autres chiffres restés mystérieux ! Il est proposé ici aussi d'adresser un message de solidarité à ces régions pour qu'elles ne puissent pas continuer à penser qu'elles ne font pas partie de la nation. Ce message consiste à consacrer l'emprunt national, qui pourrait être porté à 1 milliard de dinars, au développement de ces régions en commençant par les projets les plus urgents. Un tel message donnera la direction à suivre au cours des prochaines années. On a passé ainsi en revue l'action urgente à entreprendre et quelques mesures pouvant y contribuer. Mais l'action du gouvernement doit aller au-delà de l'urgence et essayer d'identifier l'avenir et de dessiner à grands traits.

La préparation de l'avenir de la Tunisie

Depuis la révolution, nous naviguons sans boussole. La boussole, c'est le budget économique annuel et c'est le plan pluriannuel. Sans ces deux outils, c'est le «bateau ivre» qui va dans tous les sens.

Il y a lieu donc d'établir un budget économique pour les deux années 2014 et 2015, années qui doivent être consacrées aux mesures les plus urgentes. Il y a lieu également d'ébaucher ■■■

NOUVEAU **CITROËN C4 PICASSO**

CRÉATIVE TECHNOLOGIE

CITROËN

AURES AUTO Distributeur Officiel CITROËN

Siège social LA CHARGUIA : tél. : 71 806 100 / Succursale LES BERGES DU LAC : tél. : 71 960 002 / Succursale EL MGHIRA : tél. : 79 408 429 / Succursale NABEUL : tél. : 72 272 470
Succursale HAMMAM SOUSSE : tél. : 73 371 390 - 73 371 392 / Agence Monastir - SMA : tél. : 73 464 441 - 73 464 442 / Agence Mahdia - AUTO HB : tél. : 73 653 820
Succursale SFAX : tél. : 74 286 200 - 74 286 087 / Agence Mnihla - SOMAS : tél. : 70 527 700 / Agence Ezzahra - LE GARAGE : tél. : 71 455 395 / Agence Manouba - UNIVERS AUTO : tél. : 71 601 290 / Agence bhar Lazreg - HORIZON CAR : tél. : 71 854 850 / Agence Hammamet - ASH : tél. : 72 261 100 / Agence Sfax - CPR AUTO : tél. : 74 467 900
RAC Sfax - Ets Belalya : tél. : 74 296 540 / Agence Gabes - GAMA : tél. : 75 295 600 - 75 295 700 / Agence Djerba - SOGEMA : tél. : 75 655 050
E-MAIL : info@citroen.com.tn

www.interieurs.com.tn

intérieurs®

MOBILIER DE BUREAUX

LA SAGA intérieurs® CONTINUE

OUVERTURE DE NOTRE SHOWROOM À ALGER

BUREAU FERRARI

BUREAU CHIRAC

ENSEMBLE CONNECT

30 ANS D'EXPÉRIENCE · LES PROS DU BUREAU · 30 ANS D'EXPÉRIENCE · LES PROS DU BUREAU · 30 ANS

LES PROS DU BUREAU

Siège et Usine

Z.I. Sidi Daoud 2046 Tunis - Tunisie - Tél.: (+216) 71 854 666 (LG) | Fax: (+216) 71 854 660 - meubles@interieurs.com.tn

Showrooms

Tunis : Rte de la Soukra,Km 13
2036 Sidi Fraj,Tunis,Tunisie
Tél: (+216) 71 863 611
Fax:(+216) 71 863 592
email: show@interieurs.com.tn

Béja : Z.I.2 Béja Nord
9000 Béja
Tél: (+216) 78 451 610
Fax:(+216) 78 451 613

Sousse : Avenue de la liberté
Sahloul Hammam Sousse
(en face clinique Ibn khaldoun)
Tél/Fax: (+216) 73 821 477
email: meublesinterieursplus@topnet.tn

Sfax : Croisement Route Menzel Cheker
et Hzem Bourguiba (Acôté Amen Bank)
3042 - Sfax.
Tél/Fax : (+216) 74 625 467
email: sfax@interieurs.com.tn

Gabès : GP1-20Rue Salah
Eddine el Ayoubi 6011 Gabès
Tél: (+216) 75 394 606
Fax:(+216) 75 393 888
email: extrameuble@yahoo.fr

NOUVEAU

Alger - Algérie : Route Nationale Numéro
01 Birtouta - Khraissia - Alger - Algérie
Tél/Fax : (+213) 021 44 44 40

Tripoli-Libye : Hay Damascus
by guest casltes Tripoli - Libye
Tél: (+218) 21 361 8646
Fax:(+218) 91 211 0582

■■■ un plan couvrant les 5 années de 2016 à 2020. Nous avions des plans qui allaient jusqu'en 2014 mais qui n'ont plus servi après 2011.

Il y a lieu de rétablir le culte de la planification du développement qui ne peut guère s'accommoder de l'improvisation permanente. Cette tâche devrait être confiée à un Département du Plan fortement structuré comme il l'a été jadis et qui doit être dirigé par un membre du gouvernement courageux, opiniâtre et convaincu que la Tunisie mérite qu'on s'en occupe sérieusement et scientifiquement. L'avenir en effet requiert de profondes réformes de nature à changer le pays. Ce dernier a été durant un demi-siècle victime de la courte vue. Il n'a pas eu ses chances. Il les a gaspillées dans des tentatives désordonnées de coopérativisation socialisante débridée ou d'union géniale mais improvisée. C'est peut-être une évolution normale, l'apprentissage de la vie indépendante et démocratique requérant du temps et de l'expérience. Aujourd'hui, on devrait pouvoir voir les choses autrement à la lumière de ce qu'on a vu et de ce qu'on a fait.

La réforme

Il faudra, à cet effet, un grand mouvement de réforme. La réforme est le maître mot de l'avenir. Une telle réforme doit porter sur notre conception de l'Etat et son rôle. Il a été agissant et agité. Il lui faudra désormais réfléchir, concevoir et orienter, s'étant révélé peu fiable comme producteur, industriel, agriculteur, commerçant, toutes tâches qui doivent revenir progressivement à la société civile, jadis marginalisée et qui doit être désormais au-devant de la scène dans tous ces domaines d'activité. La société civile ici, c'est essentiellement l'entreprise. Celle-ci doit aussi être profondément réformée. Même si elle comporte propriétaires et travailleurs, elle doit constituer une communauté solidaire, étant appelée à connaître de beaux jours et aussi des moments difficiles. Il ne doit plus y avoir maîtres et esclaves. Les deux sont exposés aux mêmes risques. La perte de capitaux et la perte des emplois. Ils doivent donc participer à la gestion de manière à en connaître les possibilités, à profiter de son expansion et à partager ses difficultés. C'est ce consensus, nécessaire à l'échelle de la Nation, qui doit exister au niveau de l'entreprise.

Réforme de l'Etat et réforme de l'entreprise appellent la plus importante réforme, celle du système éducatif. Les progrès accomplis dans ce domaine, et dont nous sommes fiers, à juste titre, ont été surtout d'ordre quantitatif. Demain, ces progrès doivent devenir d'ordre qualitatif. Le «déchet», le «redoublement», le «renvoi», le gaspillage d'argent et de temps qui en résultent ne doivent plus exister. L'exemple le plus brillant en ce domaine est celui de la Finlande, petit pays aussi, de 5 millions d'habitants, dont nous devons nous inspirer. L'éducation, demain, doit vivre en constante relation avec l'économie de façon à «produire» des diplômés capables de participer au progrès économique et social. Les programmes et les cursus doivent être organisés en commun. Enfin, l'Etat doit réserver ses possibilités financières aux régions et aux catégories sociales les plus démunies et à qui on offre aujourd'hui un enseignement gratuit mais de médiocre qualité que les «heures supplémentaires», devenues un «commerce prospère», n'améliorent guère.

Enfin, la dernière réforme importante concerne le système financier dont notamment et surtout le secteur bancaire. Ce dernier est bâti sur une grande confusion : c'est le seul secteur connu qui exploite une matière première qui ne lui appartient pas et cette matière première est constituée par les dépôts confiés par le public des déposants aux banques. De tels dépôts représentent l'essentiel des ressources utilisées par les banques pour accorder des crédits aux entreprises ou aux particuliers. Ces dépôts constituent 90% et plus de ces ressources alors que les ressources apportées à la banque par les actionnaires détenteurs du capital ne représentent que moins de 10% et souvent 3 à 5% des ressources totales. Or ce sont ces actionnaires qui dirigent la banque par le biais de conseil d'administration qu'ils choisissent seuls. Les déposants donc n'ont aucun mot à dire sur la gestion de la banque et de leur argent. Les actionnaires ne sont pas propriétaires de ressources qu'ils utilisent. Ils sont donc peu soucieux de les protéger et de ne pas les gaspiller en crédits irrécouvrables à provisionner. C'est ce système absurde qu'il faut changer et qui explique les différentes crises bancaires dans le monde, au Koweït comme au Japon, aux Etats-Unis comme en Europe, et la disparition du Crédit Lyonnais comme de nombreuses banques américaines.

Traiter les problèmes les plus urgents dont souffre aujourd'hui la Tunisie, et percevoir, identifier et étudier les possibilités de la Tunisie de demain : telle est la tâche de nos gouvernants qui méritent un total appui s'ils acceptent de s'y atteler avec toute l'énergie nécessaire. La crise a finalement provoqué une prise de conscience et une conférence économique nationale se tiendra à la fin du mois de mai 2014. Il faut espérer qu'elle parviendra à un consensus et des décisions de nature à sauver le pays du grave danger qui le menace : la faillite, danger longtemps ignoré par incapacité et aveuglement.

La crise, éclatant au grand jour aussi bien pour le déficit budgétaire que pour le déficit de la balance des paiements, contraint tout le monde à faire face à la réalité à proposer et à accepter les solutions les plus efficaces même si elles sont douloureuses pour que la Tunisie puisse reprendre le chemin de la prospérité et rattraper son retard par rapport aux nombreux pays, notamment asiatiques, qui avaient au début des années 1960 le même revenu par tête d'habitant. S'y dérober ne peut être considéré que comme une défaillance patriotique impardonnable.■

M.M.

TAWASOL

HOLDING DU GROUPE CHABCHOUB

www.groupetawasol.com

INTERMEDIAIRES INTRODUCTEURS

MAC SA
INTERMEDIAIRE EN BOURSE

AFC
المستشارون الماليون العرب
Intermediaire en Bourse

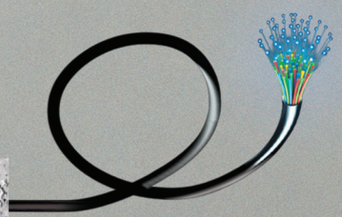
EVALUATEUR

Deloitte.

تواصل

مجموعة تواصل القابضة

Pose ses fondations en bourse



Période de souscription

Du 28 Avril au 16 Mai 2014*

Prix de l'action

1,100 DT

* Avec possibilité de clôture anticipée avec préavis à partir du 6 mai 2014

Introduction sur le Marché Alternatif de la cote de la Bourse des actions composant le capital de la société « Tawasol Group Holding » à travers :

- Une Offre à Prix Ferme auprès du public de 14 359 480 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par Appel Public à l'Epargne au prix de 1,100 dinar l'action.

- Un Placement Global de 3 636 364 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par Appel Public à l'Epargne au prix de 1,100 dinar l'action.

Visa N° 14-0857 du 11 Avril 2014 du Conseil du Marché Financier donné en application de l'article 2 de la loi N°94-117 du 14 Novembre 1994. Ce visa n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée.
Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Hamma Hammami
Pragmatique mais critique

Un immeuble niché sur les hauteurs d'El Manar. C'est là que réside depuis des années, dans un petit appartement, le couple le plus populaire de la gauche tunisienne, Hamma Hammami et Radhia Nasraoui. Dans le parc alentour, des agents de sécurité en civil sont aux aguets.

Il y a à peine quatre ans, Hamma était l'ennemi public n°1 et toutes les polices du pays étaient à ses trousses. Aujourd'hui, il bénéficie d'une protection policière après avoir reçu des menaces de mort. Une scène surréaliste qui laisse sans voix le visiteur. Lui-même n'en revient pas encore. Mais elle donne la mesure des changements qui se sont produits dans le pays depuis la révolution.

C'est un Hamma Hammami en verve, combatif qui nous accueille. Comme à son habitude, il s'est bien préparé, étayant ses propos par des chiffres et des citations de Marx, bien sûr, mais aussi des prophètes du libéralisme économique, comme Ricardo ou Adam Smith, sans oublier… Confucius, le maître de la sagesse orientale. Comme tous les vrais militants, il évite de parler de son long combat pour la liberté, tout juste a-t-il une pensée émue pour ses anciens compagnons de cellule, y compris les prisonniers de droit commun. Il préfère se projeter dans l'avenir. Car pour le moment, c'est ce qui le préoccupe le plus. On s'attendait à une charge contre Ennahdha, histoire de donner le ton à l'entretien. Mais l'impétuosité et la fougue du révolutionnaire ont cédé le pas à la nuance et à la retenue. Certes, il ne ménage pas ses critiques à Ennahdha. «*Elle a lamentablement échoué*», affirme-t-il, mais sans pour autant l'accabler. «*Ce sont des adversaires politiques et non des ennemis*», concède-t-il. L'âge et son corollaire, l'expérience, y sont pour beaucoup, mais aussi «*les bonnes fréquentations*» de Hamma.

De toute évidence, le rapprochement avec Nidaa Tounès l'a transfiguré.

Après l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, l'idée avait commencé à germer dans son esprit, mais les réticences dans son camp étaient trop fortes. Lorsque Mohamed Brahmi a été abattu devant son domicile, le 25 juillet de la même année, il a décidé de sauter le pas. Ce sera la naissance du Front du salut. Cette alliance entre l'extrême gauche et le centre-droit va bouleverser la donne politique et acculer Ennahdha à quitter le pouvoir. La religion de Hamma Hammami est faite désormais, malgré les tentatives désespérées du parti islamiste de l'en dissuader, «*allant jusqu'à recourir à la vulgate marxiste*», d'autant plus qu'il s'est découvert des atomes crochus avec Béji Caïd Essebsi. Il ne tarit pas d'éloges sur le fondateur de Nidaa Tounès, sur «*son incomparable expérience*», «*sa clairvoyance*», et «*sa capacité d'analyse*».
A posteriori, on saisit l'importance de cette entente entre le révolutionnaire pur et dur et le vieux briscard de la politique. Elle a donné des résultats inespérés. Par contre, Hamma Hammami n'hésite pas à se démarquer de son vieux compagnon de lutte, Néjib Chebbi, en excluant toute transaction entre Caïd Essebsi et Ghannouchi. La discussion roule sur les principaux sujets de l'heure, le gouvernement Jomaa, la situation économique, pour finalement arriver aux élections. Il sera candidat à la présidentielle «*si les camarades veulent bien*». Quant aux législatives, le Front populaire ira au charbon pour «*gagner et non pour faire de la figuration*». L'extrême-gauche a fait sa mue. «*Nous avons vocation à gouverner*», affirme avec force Hamma avant d'ajouter : «*Nous serons la surprise du scrutin*».■■■

H.B.

■ **Par Hédi Béhi , Raouf Ben Rejeb et Taoufik Habaieb**

Aucun Tunisien ne peut contester que Hamma Hammami est un militant. Un militant authentique qui est resté toute sa vie sur la même ligne et que ce n'est pas maintenant qu'il va changer. Ni les geôles de Bourguiba qui n'aimait guère la gauche et les gauchistes, ni les harcèlements de Ben Ali qui s'en méfiait comme de la peste, n'ont eu prise sur l'engagement de l'homme. Même s'il a dû *«mettre de l'eau dans son thé»*, il n'a pas modifié ses convictions d'un iota. *«Je suis un marxiste»*, l'entend-on dire sans que cette information ne porte à conséquence. Mais un marxisme mâtiné de tunisianité et cela fait toute la différence. Car si la justice sociale, le credo préféré chez Hamma, est la voie qu'il recherche, tant pis s'il faut faire des concessions et accepter le capital à la double condition qu'il soit national et productif. Hamma communiste, qui peut ne pas le croire, mais un communiste tunisien arabe et musulman et cela fait toute la différence. Comme on lui demande que font ensemble un communiste forcément internationaliste et un baathiste par la force des choses panarabiste, il balaie la question d'un revers de main. Communistes, baathistes et nationalistes arabes ont mené ensemble un combat pour la survie. Divisés, ils ne valaient pas grand-chose. Ensemble, ils peuvent peser sur la scène politique. Bien qu'ils sachent que leurs idées peuvent paraître utopiques et quelque peu en déphasage avec la réalité, lui fait-on remarquer.

L'Union fait la force

Le Front populaire est le fruit de ce constat. Onze partis et deux organisations en font partie. Un grand nombre d'indépendants aussi. Le nombre de ces derniers est devenu si important qu'on pense à leur accorder deux places au sein du Conseil des secrétaires, l'instance exécutive. Hamma Hammami n'est que le porte-parole de cette alliance qui agit comme un parti unique. Et qui va peut-être le devenir. Toutes les prises de position sont concertées. Une réunion hebdomadaire de ce Conseil se tient à l'effet de coordonner les positions. Mais quand des développements nécessitent des réactions rapides ou instantanées, il suffit de trois lignes sur le mail adressées à qui de droit pour que l'attitude à prendre soit définie sans tarder.

Hamma Hammami explique qu'au lendemain des élections du 23 octobre 2011, un examen approfondi des résultats a permis à l'ensemble des partis formant la Jebha de se rendre compte que s'ils avaient été ensemble, ils auraient gagné plus de trente sièges, alors qu'ils n'en ont récolté que sept. C'est à la lumière de cette donne qu'il a été convenu de mettre en commun des partis qui paraissaient plutôt concurrents puisqu'ils s'adressaient à un même électorat.

Réelle complicité avec BCE

Quand on lui fait savoir que c'est la même démarche qui a amené Béji Caïd Essebsi à constituer Nidaa Tounes, la remarque n'a point eu l'air de l'embarrasser. Voilà un point commun avec BCE pour qui il n'a que considération en louant sa sagesse, sa capacité de synthèse et son aptitude à faire profiter le pays de sa longue expérience. Hamma Hammami semble

partager avec Béji Caïd Essebsi une réelle complicité. Ils ont l'air de se téléphoner souvent. BCE l'avait mis au courant de son intention de rencontrer Rached Ghannouchi à Paris avant même d'en parler avec les dirigeants de son parti. Il l'avait informé dans le détail des sujets évoqués de sorte qu'il peut dire, sans le moindre doute, qu'il n'y avait pas eu le moindre *«marché»* entre les deux hommes. Quand on lui dit que pour BCE, son intention n'était pas la bipolarisation de la scène politique, car aux côtés d'Ennahdha et de Nidaa, il y a eu l'émergence de la «Jebha Chaabia», il acquiesce. Pas trois mais quatre, estime-t-il, en comptant les autres qui peuvent se coaliser s'ils le voulaient.

Ennahdha n'est pas l'ennemi juré

A première vue, le parti islamiste Ennahdha n'est pas l'ennemi juré. C'est un adversaire politique. Des années de braise, sous la dictature balayée par la révolution, il conserve le souvenir d'un combat commun mené la main dans la main. *«Cela laisse des traces. Quand nous nous rencontrons, nous tombons dans les bras l'un de l'autre. Mais la politique a ses lois et il faut faire avec»*. Cela ne l'empêche pas de dire que la révolution, ce ne sont pas les ■■■

Chez Hamma & Radhia

L'appartement qu'occupent Hamma Hammami et Radhia Nasraoui depuis plus de vingt ans est un véritable lieu historique. Enfoui dans ces immeubles qui se ressemblent, et très modeste par sa surface comme son ameublement, il a été témoin de longues années de résistance, de clandestinité, d'interminables discussions et de grands rêves. Sa particularité, c'est qu'il a toujours été surveillé par la police. Pour l'épier, durant les années de braises, et désormais pour protéger ses habitants. Les voisins ont fini par s'y habituer.

Avant la révolution, la surveillance pouvait être exercée par jusqu'à des dizaines de policiers en civil qui guettaient les moindres allées et venues, contrôlaient l'identité de quiconque s'approchait de l'entrée de l'immeuble et interrogeaient ceux qui en sortaient. A présent, et avec les menaces portées contre Hamma Hammami et les membres de sa famille, le dispositif de protection est plus allégé, mais aussi vigilant. Une équipe y est de garde, nuit et jour, en plus de l'escorte qui l'accompagne dans tous ses déplacements. L'ascenseur est bloqué, mais heureusement que Hamma habite au deuxième et dernier étage.

Prévenu par ses gardes du corps, Hamma Hammami ouvre lui-même la porte à l'équipe de *Leaders*. L'accolade chaleureuse qu'il donne à notre photographe Mohamed Hammi rappelle une vieille amitié, complice. Radhia arrive quelques minutes en retard, et leur fille Sarra rentre elle aussi de l'école, avec sa blouse bleue et son cartable. Le prénom de Sarra n'a pas été choisi au hasard. Il induit la bonne nouvelle mais indique aussi qu'elle avait été conçue alors que Hamma s'était évaporé pour plonger dans la clandestinité. Au grand dam de Ben Ali et ses sbires qui en avaient été fort irrités.

Un café délicieux était gardé à chaud dans un thermos pour les hôtes et c'est sans doute Hamma qui l'avait préparé. Ce que beaucoup ne savent pas, c'est qu'il adore faire la cuisine et passe pour un véritable cordon-bleu. Durant les années de prison et de clandestinité, il a eu le loisir de cultiver en passe-temps ses dons culinaires. *«Je sais préparer pas moins d'une quinzaine de recettes de couscous*, nous dit-il, sous l'acquiescement de Radhia qui s'avoue dépassée sur ce terrain. *C'est ma passion et ça me déstresse. J'adore me réfugier dans la cuisine pour concocter des plats savoureux. D'ailleurs, ça m'a été très utile lorsque j'étais réfugié clandestin chez des amis. Leurs femmes y trouvaient leur compte, me confiant la préparation des repas et les savourant»*.

Sur un petit meuble dans le salon, des horloges de toutes sortes. *«Ça, c'est ma passion*, explique Radhia. *Constamment pressée par le temps, j'étais toujours fixée sur ma montre, gardant l'œil sur l'horloge où que je me trouve, dans la maison comme au bureau.* ■

T.H.

■■■ islamistes qui l'ont menée. Ils en ont seulement profité. Non pour le bien du pays et des jeunes, des chômeurs et des régions défavorisées qui l'ont déclenchée, mais à leur propre compte. Quand on ajoute l'incompétence à l'opportunisme politique, on en arrive à cette gestion cafouilleuse qui aurait pu mener le pays à la banqueroute.

Jebha Chaabia s'est-elle opposée aux résultats des élections du 23 octobre 2011, au lendemain du scrutin comme le parti islamiste le lui reproche? Hamma Hammami s'en défend. *«D'abord, le Front populaire n'a vu le jour qu'un an après les élections en octobre 2012. C'est à l'usage que la radicalisation s'est installée petit à petit. D'abord il y a eu le sixième califat, puis la revendication de la charia et les choses se sont ensuite enchaînées. Les assassinats des hommes politiques mais aussi de nos soldats et de nos forces de sécurité ont aggravé la situation».*

Pragmatisme électoral

Le Front du salut regroupant Jebha Chaabia et l'Union pour la Tunisie rassemblée autour de Nidaa Tounes, avec des organisations de la société civile, a fait du bon travail, estime Hamma Hammami, qui est un de ses principaux animateurs. Même s'il ne se réunit pas assez souvent

Hamma-Radhia
Un couple fusionnel

Qui dit Hamma Hammami dit forcément Radhia Nasraoui. Un couple qui a été pour beaucoup dans la chute de la dictature. Souvenez-vous de ce fameux 14 janvier 2011 au matin. L'avenue Bourguiba était quasi déserte quand Radhia l'a investie pour faire sortir son compagnon de mari, Hamma Hammami, des geôles du ministère de l'Intérieur où il était enfermé. La foule devait grossir à vue d'œil jusqu'à ce qu'elle devînt une marée humaine et emportât l'ancien régime avec la fuite sans retour de sa tête. Qui l'aurait imaginé. Le fruit du combat de toute une vie. Quelque quarante ans pour Hamma et son alter ego Radhia.

Au début des années 80, se rappelle-t-il, il était en prison quand on arrivait à lui faire parvenir clandestinement le journal *El Raï*; il y lisait les comptes rendus du combat déjà de Radhia en faveur des prisonniers politiques. *«Voilà la femme qu'il me faut»*, se disait-il. Quand ils se sont mariés c'est comme un miracle qui se réalisait et pas seulement un rêve. On est subjugué par leur complicité. J'allais dire l'osmose, voire la symbiose, entre les deux êtres. Quand ils se regardent, il y a cette tendresse ineffable dans laquelle les deux —sans doute Hamma davantage que Radhia— trouvent les raisons de continuer sans jamais désespérer ni se départir d'une détermination toujours renouvelée.

«Avec Radhia, dit-il, *il y a deux choses qui m'ont attiré chez elle, c'est qu'elle n'a à aucun moment dit ou pensé qu'elle est toute seule à subvenir aux besoins de la famille»*. Puis jamais elle ne lui a dit ou suggéré d'arrêter car elle en a marre. Le père de Hamma, âgé aujourd'hui de 95 ans, a toujours pensé que c'est elle qui l'encourageait à continuer, alors que ce n'était pas du tout vrai.

Radhia a souffert du harcèlement de la police et des tracasseries des autorités de Ben Ali, mais jamais elle n'en a montré le moindre signe de faiblesse. Elle a souffert

aussi de l'absence de son compagnon, puisqu'il a totalisé, selon le décompte des deux, dix ans de prison et dix ans de clandestinité. Leurs trois filles aussi, la dernière, Sarra, qui vit encore avec ses parents, est même née alors que son père était dans la clandestinité. Tous ses compagnons, à un moment ou un autre, montraient qu'ils en avaient ras-le-bol. Jamais lui. En prison, il faisait rire la chambrée pourtant remplie de dangereux criminels dont l'un, se rappelle-t-il, a égorgé son père et a joué à la balle avec sa tête.

Dans la clandestinité, il avait entretenu des relations de complicité avec les familles qui l'avaient hébergé. Avec les enfants surtout qui l'ont caché dans une discrétion qui l'a toujours touché. Une fois une petite fille a renvoyé de chez elle un oncle auquel elle tenait beaucoup, parce qu'elle sentait qu'il pouvait dévoiler le secret.

Radhia et Hamma partagent certainement les mêmes idées et les mêmes convictions politiques et il n'est pas utile de les interroger sur ce sujet. Mais à chacun son rôle et son statut. Au cours des trois heures que nous avons passées avec eux, à aucun moment elle ne s'est mêlée de politique. C'est lui qui tenait le haut du pavé. Elle s'occupe de lui comme une mère le fait pour son enfant. C'est elle certainement qui lui achète ses vêtements et lui conseille quoi porter. Elle était soucieuse de son apparence physique allant jusqu'à lui peigner les moustaches dans un geste touchant de spontanéité. Elle n'a pas oublié de se mettre sur son trente et un pour le photographe, notre ami et confrère Mohamed Hammi. Certainement pour faire honneur à son mari.

Femme de caractère comme on le sait à travers un militantisme sans concession, elle devient femme tout court aimante et complice devant l'homme politique de première ligne qu'est devenu son mari. Mais aussi certainement sa première conseillère.

Est-elle jalouse de toutes ces femmes, nombreuses, qui doivent être amoureuses de Hamma, portant beau, aux cheveux cendrés sel et poivre?. *«Pas du tout*, dit-elle, *dans un rire strident, ce sont elles qui doivent m'envier, car c'est mon homme»*. Tout est dit.■

T.H.

à son goût, ce front reste indispensable. Comme on lui fait observer que le *«courant passe bien»* entre lui et Béji Caïd Essebsi, les deux moteurs de ce front, ce qui explique son succès, il en convient quand bien même la question ne lui aurait pas traversé l'esprit. Mais pour lui, c'est tant mieux si c'est dans l'intérêt du pays. Par nature, il n'est pas adepte des réunions qui ne sont pas préalablement préparées entre des forces politiques différentes, car ces réunions peuvent être instrumentalisées par la partie en situation de demande, mais il n'en est pas un adversaire déclaré. Encore une fois le pragmatisme prend le pas sur le dogmatisme. Une relation de confiance semble s'établir au sein du Front du salut. Sera-t-il reconverti en front électoral. Hamma a bien préparé sa réponse. *«Pour les législatives, s'il s'avère dans une circonscription donnée que les chances des «jebhaouis» sont minces et qu'une autre composante du Front du salut est en meilleure position, nous pourrons faire liste commune. D'ailleurs si l'intention de la Jebha Chaabia est de présenter des listes dans toutes les circonscriptions, nous jugerons, au cas par cas. Si dans une région donnée nous trouvons qu'un indépendant peut mener une liste mieux qu'un jebhaoui, nous n'hésiterons pas à le choisir. Pour la présidentielle, c'est plus simple. Comme le scrutin est à deux tours, au second le mieux placé parmi les candidats du bloc démocratique, c'est forcément du Front du salut, sera soutenu sans problèmes et sans états d'âme»*.

Le candidat naturel

Hamma Hammami est considéré par ses camarades du Front populaire comme leur candidat naturel à l'élection présidentielle ? Le choix lui fait plaisir bien sûr même si la décision idoine sera prise en temps opportun. Est-il prêt à gouverner, lui demande-t-on? La réponse fuse sans qu'il y réfléchisse : *«Bien sûr que nous voulons gouverner»*, comme s'il s'agissait d'une évidence. Il ne se satisfait pas du statut d'éternel opposant. Il sait que ce sera en alliance avec d'autres partis ou mouvements. Mais ce sera sur *«un programme de gouvernement»* pas sur un partage des postes, allusion à la période qui a précédé la constitution du ■■■

■■■premier gouvernement de la Troïka. Si c'est pour être utile au pays, oui sinon ce n'est pas la peine.

Un nouveau modèle économique

C'est d'ailleurs dans ce souci que la Jebha Chaabia a préparé un budget alternatif qu'elle a remis au gouvernement de compétences. Nos experts ont étudié en profondeur l'état des finances publiques et nous ont concocté ce projet alternatif basé sur un moratoire de trois ans sur les dettes, comme beaucoup de pays l'ont fait, et la recherche de niches pour, d'une part, réduire les dépenses et, d'autre part, assurer plus de rentrées d'argent à l'Etat en luttant contre l'évasion fiscale principalement. Les recettes du FMI et de la Banque mondiale basées sur la suppression des subventions, l'austérité dans les dépenses sociales, le licenciement des travailleurs et la baisse ou le gel des salaires ont partout échoué et conduit à des émeutes là où elles ont été expérimentées, dit-il avec assurance. Il faut trouver autre chose et surtout un nouveau modèle de développement, celui mis en œuvre jusqu'ici ayant montré ses limites.

Critique envers le gouvernement Jomaa

Que pense-t-il du gouvernement de Mehdi Jomaa ? N'ayant pas soutenu sa candidature au Dialogue national, le Front populaire est à l'aise pour le juger. Hamma Hammami aurait bien aimé dire qu'il le soutenait. Mais les mesures prises jusqu'ici comme la tendance manifestée ne plaident pas dans cette direction. Au niveau des nominations partisanes, il ne suffit pas de nommer de nouveaux gouverneurs pour dire que le changement est fait. Concernant les ligues de protection de la révolution qui appartiennent, tient-il à préciser, à Ennahdha et au CPR, on veut se cacher derrière les tribunaux, alors qu'il s'agit de prendre une décision politique. Pour la *«neutralisation»* des mosquées, *«la question ne concerne pas, selon lui, seulement les quelque 149 mosquées restées en dehors de la tutelle du ministère des Affaires religieuses; mais toutes les autres aussi car qui peut me garantir que les imams dont la plupart sont proches du parti islamiste n'appelleront pas le jour J à voter pour le parti des musulmans contre le parti des mécréants (suivez mon regard)»*, dit-il . La Jebha est plutôt *«critique»* envers le gouvernement, répond-il quand on lui demande de préciser sa pensée. A la dernière réunion du Dialogue national qui a signé sa reprise, Hamma Hammami a demandé d'inviter le chef du gouvernement à venir présenter un état de l'application de la «feuille de route» sur la base de laquelle son gouvernement a été constitué. Que lui diriez-vous? *«Il doit sortir de l'ombre d'Ennahdha et faire montre de plus d'audace»*, résume-t-il.

Les élections au plus vite, voire !

Sur sa demande, le président de l'Isie, Chafik Sarsar, viendra aussi devant le «Dialogue national» pour dire où en sont les préparatifs pour les élections. Tout le monde veut que les élections se tiennent au plus vite mais, remarque-t-il, sur le terrain tout est fait pour en retarder l'organisation. Du moins au niveau des législateurs de l'ANC qui doivent approuver la loi électorale. Les points de divergence seront transférés au Comité des consensus au niveau de l'Assemblée et à défaut au Dialogue national pour que les questions en suspens soient tranchées. Pour lui, il ne fait pas de doute que certaines parties, Ennahdha et ses satellites pour ne pas les nommer, tiennent à ce que les deux scrutins aient lieu en même temps, c'est pourquoi ils retardent l'échéance jusqu'à qu'il n'y ait plus d'alternative à ce scénario. Selon lui, les deux scrutins doivent avoir lieu à des dates séparées avec en premier l'élection présidentielle, car c'est le président qui nommera le chef de gouvernement issu de la majorité parlementaire.

En véritable homme politique et en militant authentique comme il y en a peu, Hamma Hammami a réponse à tout. Avec assurance et conviction. C'est l'expérience qui le veut et cette pratique longue et patiente de la Tunisie, des profondeurs de laquelle il est issu ; et des Tunisiens, ses semblables avec qui il partage tant de choses. Hamma Hammami communiste, voire ? Qui peut dire en quoi il est différent des socio-démocrates que sont la majorité des Tunisiens. Si peu de choses… ■

R.B.R.

«Mes relations avec Marzouki»

Quand on demande à Hamma Hammami où en sont ses relations avec son ami de longue date Moncef Marzouki, il n'hésite pas à répondre tout de go : *«Elles sont figées !»* Finis donc les couscous au poisson savoureux qu'il lui préparait lui-même lorsqu'il l'invitait dans son appartement d'El Manar, et finies aussi les longues discussions. *«J'ai arrêté*, explique-t-il, *parce que je me suis rendu compte que nos relations étaient devenues stériles, non productives. Alors, à quoi ça sert de continuer à se voir ?»*

«S'il compte se présenter à la prochaine présidentielle, poursuit-il, *Marzouki doit quitter Carthage suffisamment à temps, avant les élections. Il serait inacceptable qu'il fasse sa campagne électorale alors qu'il se maintient encore à la présidence. Le problème qui se posera, c'est par qui le remplacer ? Mon souhait, c'est qu'il termine son mandat, sans se représenter».*

COTUNACE
www.cotunace.com.tn

30 سنة 30 ans
1984 - 2014

NOS NOUVEAUX SERVICES

- Assurance des Investissements
- Assurance des Lettres de Crédits (L/C)
- Assurance Crédit Acheteur
- Assurance des Ventes locales

COTUNACE
Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur
LEADER DE L'ASSURANCE CRÉDIT

Cartographie du Front populaire

Nom complet : Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution
Porte-parole : Hamma Hammami
Date de création : 7 octobre 2012
Site : www.front-populaire.org
Nombre de députés à l'ANC : 7/217

Conseil des secrétaires généraux

Hamma Hammami
Parti des travailleurs

Jelloul Azzouna
Parti populaire pour la liberté et le progrès

Nizar Amami
Ligue de la gauche ouvrière

Mohamed Jmour
Parti unifié des patriotes démocrates

Zouheïr Hamdi
Courant populaire

Hayet Mhamdi
Rapporteur du Conseil des secrétaires

Riadh Ben Fadhel
Pôle

Mohamed Mzam
Membre du bureau exécutif du Parti des travailleurs

Ahmed Khaskhoussi
Mouvement des démocrates socialistes

Hassen Karray
Mouvement Baath

Ahmed Seddik
Parti d'avant-garde arabe démocratique

تأمينات مغربية
ASSURANCES MAGHREBIA
L'efficacité discrète

Nous vous apportons
une réponse sur mesure
à tous vos besoins en
assurance

ASSURANCES MAGHREBIA 64, Rue de Palestine -1002 Tunis
Tél. : + (216) 71 849 218 / Fax : + (216) 71 788 334
E-mail : marketing@magassur.com.tn - www.maghrebia.com.tn

GENERALI GROUP

MAC SA
INTERMEDIAIRE EN BOURSE

MAC SA, L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE.

Depuis 20 ans, MAC SA a toujours œuvré pour assurer une relation de confiance solide et une expertise fiable. Aujourd'hui, nous sommes devenus une référence dans les métiers de la bourse. Dès à présent, rejoignez une voie sure où vos investissements seront valorisés.

Intermédiation en bourse Gestion d'actifs Finance d'entreprise Recherches et analyses

www.macsa.com.tn

Portraits en fléchettes

Hamma Hammami a un style particulier pour dresser des portraits rapides des principaux acteurs politiques et sociaux. Il préfère plutôt leur adresser des messages. Incisifs

Béji Caïd Essebsi

Très intelligent, doté d'une grande capacité de synthèse. Il est capable de systématiser son expérience et en tirer des modèles pour analyser chaque nouveau contexte.

Ahmed Néjib Chebbi

C'est un ami de longue date, très sincère et guère ingrat. Je lui demande surtout un peu de constance dans ses prises de position.

Moncef Marzouki

Dommage qu'il soit allé à Carthage. J'aurais préféré qu'il restât un militant des droits de l'Homme.

Mustapha Ben Jaafar

Son problème, c'est sa relation avec Ennahdha qui lui a porté préjudice. Elle lui a fait perdre beaucoup de sa crédibilité. Il aurait été capable de jouer un rôle plus positif.

Rached Ghannouchi

Le fait de ne pas séparer son statut de prédicateur et celui politique le fourvoie dans un double langage qui devient triple, quadruple et quintuple, sinon plus. Il lui faut rompre avec les convictions confréristes.

Mehdi Jomaa

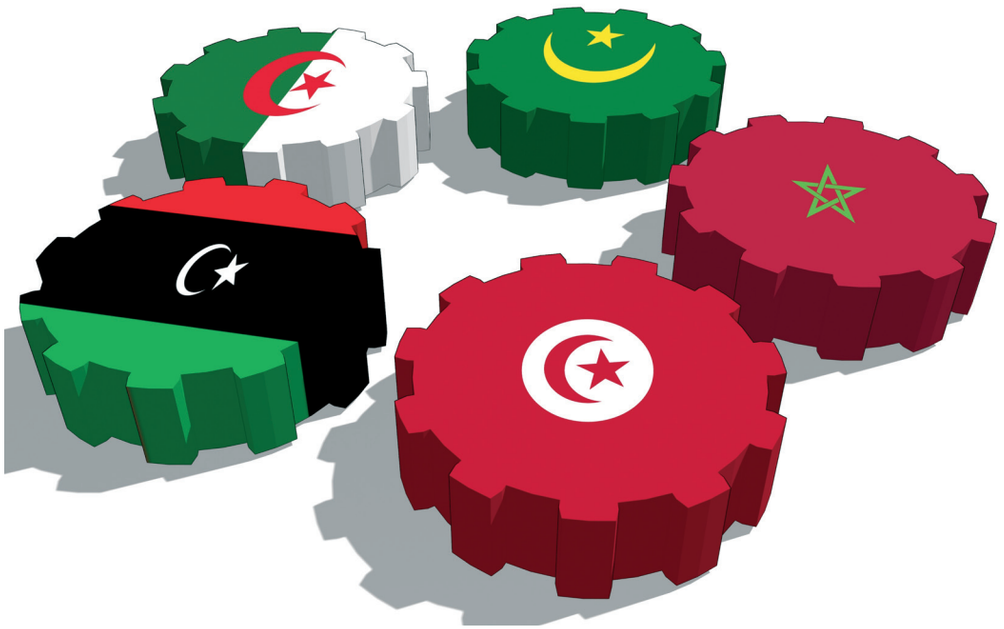
Il doit éviter de devenir l'ombre d'Ennahdha et de la Troïka et gagnerait à être plus audacieux.

Kamel Morjane

Il est vrai que c'est un technocrate, mais pour reconstituer son image, il doit se démarquer nettement de l'ancien régime de Ben Ali.

Raouf Ayadi

Pour conserver son capital militant, il doit prendre ses distances vis-à-vis des Rekoba…



Géopolitique de la Tunisie et du Maghreb
L'arbre qui cache la forêt

Au sein du monde arabe en effervescence, les pays du Maghreb, qui ne détiennent aucun des leviers commandant la dynamique géopolitique de leur région, évoluent de manière désordonnée vers l'inconnu, sans avoir de vision géostratégique d'ensemble leur permettant de faire face à leur nouveau dessein.

Par Habib Dlala

Assoiffées de pouvoir, leurs élites politiques, qui ne se lassent pas de se dresser les unes contre les autres, ne se rendent pas compte qu'autour d'eux la Mauritanie s'enfonce de plus en plus dans l'isolement ; le Maroc, coincé entre le Sahara (occidental) et le «frère ennemi» algérien, tente difficilement de consolider ses acquis économiques et institutionnels (encore fragiles) ; l'Algérie de tous les risques peine à chasser les démons de la déstabilisation tout en repropulsant à la magistrature suprême une personnalité visiblement impotente, laissant prévoir une grave vacance dans l'exécutif ; la Libye, qui encourt la fragmentation, sombre dans la violence et le chaos ; et la Tunisie, qui s'épuise à contrôler ses frontières, s'embourbe dans une crise financière intolérable qui risque de compromettre les quelques acquis (institutionnels) encore précaires de la révolution et d'exposer dangereusement le pays à la violence et à l'insécurité.

La Libye, foyer de tensions centrifuges au Maghreb

Il est clair aujourd'hui que la Tunisie, le pays le plus avancé de la transition démocratique postrévolutionnaire, se

trouve acculé à jouer son indépendance (et sa souveraineté) en quémandant auprès des pays de la rente, des Etats-Unis, de l'Europe et des institutions de Bretton Woods une assistance financière urgente; assistance que les pays du Maghreb (dont certains regorgent de pétrole et de gaz), unis seulement par la contrebande, ravagés par la corruption et peinant à sortir de la dictature et/ou du chaos, ne peuvent lui fournir.

Mais, bien plus que la crise économique et l'insécurité frontalière qui culmine déjà à Chaambi et Ras Jedir, l'état de décomposition que connaît le voisin libyen représente la plus importante menace qui plane sur le pays. En effet, l'immensité du territoire libyen (onze fois plus vaste que la Tunisie), la longueur et la perméabilité de ses frontières terrestres (4 348 kilomètres) et maritimes (1 770 kilomètres) font de ce pays, livré à des milices armées rebelles refusant le retour de l'Etat, un foyer de tensions centrifuges pouvant entraîner trois des cinq pays maghrébins dans le tourbillon d'un conflit régional meurtrier, accompagné de multiples formes d'ingérence étrangère.

Dans cette sombre perspective, l'enjeu sécuritaire national devient maghrébin. Immergée dans les eaux troubles de la géopolitique du monde arabe, l'«Ile du Maghreb» fait l'objet d'une déstabilisation régionale «collective» orchestrée à la fois par les réseaux islamistes que les pétromonarchies soutiennent outrageusement et par les puissances occidentales qui tiennent d'abord à leurs propres intérêts « vitaux ». Une question mérite alors d'être posée : est-il aujourd'hui concevable d'aborder les enjeux sécuritaires nationaux de chacun des pays maghrébins en faisant abstraction de l'environnement géopolitique «global» et régional et d'ignorer, corrélativement, la nécessité d'engager, sans tarder, un *«plan de convergence géostratégique maghrébine»*?

La question ainsi posée n'est pas tant liée à une aspiration *«nationaliste»* maghrébine presque sentimentale, ou à une conviction politique partisane ou bien à une initiative fantaisiste et précipitée émanant d'une personnalité en quête d'audience qu'à une pressante nécessité de survie et de défense face aux turbulences créées par la montée des périls idéologiques rétrogrades et par les stratégies étrangères de domination. Unifié, certes, par une même orogénèse alpine/atlasique et une même zonation climatique subtropicale humide d'influence méditerranéenne, le Maghreb l'est aussi par une population largement arabisée par la langue, sur un fond ethnique berbère immanent parfois extrinsèque, par un islam homogène sans minorité et sans fanatisme, et plus encore aujourd'hui, par un avenir commun incertain. Situé à la croisée du monde arabe, de l'Afrique subsaharienne et de l'espace euroméditerranéen, le Maghreb, plus que jamais divisé et menacé, se trouve de fait au carrefour de plusieurs *«mauvaises influences»* qui le contraignent à de profondes remises en question.

L'appétit insatiable des Etats-Unis pour les matières premières

1. Une nouvelle réalité s'impose aujourd'hui: l'«Ile du Maghreb» n'en est pas une. Cette région, qui se retranchait derrière son *«insularité»* et les défenses de ses Etats-nations, découvre tardivement son voisinage sahélo-subsaharien : l'*Océan sahélien* (J. Dufourq, 2009). Est-il besoin de le rappeler, cet immense «océan», qui flanque le Maghreb par le Sud, est formé d'une succession d'Etats fragiles, gouvernant de vastes territoires sous-peuplés et souvent mal servis par leur morphométrie (étranglée ou allongée). Majoritairement musulmanes (en Mauritanie, au Tchad, au Mali et au Niger) mais ethniquement et linguistiquement très différenciées, ses populations sont très affectées par la pauvreté et la sécheresse et éprouvées par les luttes pour le pouvoir et les conflits régionaux.

De fait, et malgré l'importance de ses richesses naturelles potentielles, le «voisinage sahélo-subsaharien» apparaît aujourd'hui comme un ensemble géopolitique mal intégré dans le système monde, livrée aux franchises d'Al-Qaïda, aux trafiquants d'armes et aux contrebandiers de tout bord dont la connivence avec l'extrémisme hypothèque l'avenir des sahéliens et déstabilise les pays maghrébins que ces factions «nomades» parviennent aisément ■■■

■■■à infiltrer. Les puissances étrangères, notamment les Etats-Unis d'Amérique, dont l'appétit pour les ressources naturelles demeure insatiable, n'hésitent pas à justifier (par le terrorisme) et à négocier (par intérêt) leur volonté de présence militaire en Afrique du Nord, présence qui permettrait une projection militaire facile, notamment celle de l'US Army Africa (Armée USA pour l'Afrique), composante du Commandement Africa (AfriCom) stationnée pour le moment à Vicenza en Italie du Nord. Nul doute que la «guerre» contre le terrorisme (de l'Aqmi) sert d'alibi à la fois pour contrôler le potentiel de ressources du sous-sol et l'évacuation de ses ressources et pour contrecarrer, sur fond de rivalités internationales, l'entrée économique de la Chine dans la région. Quant à la France, ancienne puissance coloniale, aujourd'hui plus soucieuse de ses intérêts économiques au Sahel et sur la côte ouest, elle n'hésite plus à y déployer ses troupes.

2.Du côté Est, s'étendent les quatre aires géopolitiques du Machrek : la vallée du Nil, le Croissant fertile, la péninsule arabique et la Corne de l'Afrique.

Outre l'inextricable problème palestinien, les enjeux spécifiques qui agitent cette région composite à fort potentiel conflictuel découlent des nombreuses particularités géopolitiques qui la distinguent du Maghreb : l'importance des minorités kurdes établies dans une vaste zone de peuplement à cheval sur cinq pays de la région, l'importance et la diversité des «chiismes» prééminents en Iran. A ces forces centrifuges potentielles d'ordre ethnique et religieux impliquant aussi la Turquie et l'Iran s'ajoutent : la vulnérabilité alimentaire, la dépendance sécuritaire et la course à l'armement, le manque d'eau créant des situations de stress hydrique ou de pénurie absolue et surtout les multiples enjeux liés aux hydrocarbures et leur évacuation.

Mais pour le Maghreb en général et la Tunisie en particulier, les vents déstabilisateurs qui soufflent du Moyen-Orient restent liés aux influences sectaires (étrangères) soutenues par les pétromonarchies apportant leurs financements et les services de certains de leurs médias. Dans le contexte créé par les révolutions arabes, confisquées et exploitées par l'islamisme politique «frériste» ou «wahhabite», les formes d'ingérence se précisent dans le voisinage *«étranger proche»* du Maghreb, impliquant, outre les Etats-Unis et la France, plusieurs pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, Israël et l'Iran. Ainsi apparaît dans le monde arabe un troisième pivot géopolitique saharien (au contact des frontières sud du Maghreb avec le Sahel) qui s'ajouterait aux deux pivots régionaux déjà existants. Il s'agit du pivot de Bilad Ech-Chem-Irak et de celui de la Turquie, unique Etat musulman laïque et pivot régional entre Europe-Otan et Asie centrale, qui bénéficie du soutien stratégique des Etats-Unis.

Ces pivots géopolitiques régionaux actifs, qui s'enfoncent dans un *«chaos prometteur»* d'un Nouveau Grand Moyen-Orient contrôlé par les gendarmes du monde, s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie «impériale» mondiale renouvelée.

3. Côté Nord, alors que le Maghreb n'a pas encore conscience de son existence comme une entité géopolitique réelle, les visées «impériales» de la première puissance mondiale se précisent davantage. En effet, celle-ci persiste à suivre les traces de H. J. Mackinder (1861-1947) pour qui celui qui commande l'Eurasie, *«pivot géographique de l'histoire»*, commande le monde. L'Europe occidentale et méditerranéenne, l'Asie du Sud et du Sud-Est formeraient l'*«anneau marginal intérieur»*, donnant accès aux mers (chaudes). Cet «anneau» qui cerne le «pivot» servirait à l'endiguer (stratégie du «containment»). Il doit donc s'en remettre entièrement aux Etats-Unis (l'Otan) pour leur défense, parce que le dominer revient à empêcher l'Eurasie, surtout la Russie et la Chine, puissances continentales (par leur étendue), de devenir des puissances maritimes dotées d'un réel pouvoir maritime (*«sea power»*). L'anneau intérieur est aujourd'hui élargi à l'Afrique subsaharienne qui était placée (théoriquement) dans l'anneau insulaire (extérieur). Le «containment» de la Chine, immense pays émergent à forte croissance économique dirigé par un parti communiste signifierait aujourd'hui contrecarrer son accès aux régions « marginales » à fort potentiel minier et énergétique (Afrique subsaharienne, Asie centrale et mer Caspienne). Ces régions font donc leur retour sur la scène internationale à la faveur de la «guerre du pétrole» (et des oléoducs).

En fait, la stratégie du «containment», grande obstination des Américains, n'est pas la seule qui justifie actuellement le déploiement des forces «impériales» dans l'*«anneau intérieur»* qui enveloppe le *«pivot central»*. L'incompressible appétit pour les matières premières et les sources d'énergie d'une part, et les rapports entre civilisations, considérées depuis les événements du 11 septembre comme des rapports foncièrement conflictuels d'autre part, déplacent cette stratégie, sans au contraire la supprimer, vers des facteurs géoéconomiques et ethno-culturels présumés générateurs de crises et de conflits. ■■■

L'urgence sécuritaire et la priorité économique

Compte tenu de ces enjeux géopolitiques anciens et récents, globaux et régionaux, il est aujourd'hui nécessaire d'admettre que la sécurité et l'émergence économique des pays du Maghreb dépendront de plus en plus de la position stratégique de la région et des calculs géostratégiques auxquels se livrent les puissances confirmées et celles qui sont émergentes, tout autant que les réseaux islamistes internationaux.

De ce fait, les dirigeants et les élites locales, jusqu'ici confinés dans une logique d'Etat-nation, devront prendre conscience de l'existence du Maghreb en tant qu'entité géopolitique pertinente, mais jusqu'ici vulnérable par son émiettement, et ce afin de préserver sa souveraineté et ses intérêts vitaux. L'Union du Maghreb Arabe, qu'on devrait appeler «Union pour le Maghreb» pour ne pas mécontenter les populations berbères, devrait se construire en plusieurs phases successives, pariant dans un premier temps sur deux tableaux: l'urgence sécuritaire et la priorité économique.

• L'urgence sécuritaire exige l'institution d'un « traité de défense maghrébine commune » qui mettrait les pays signataires dans une même logique d'autodéfense, éloignerait les ingérences et les convoitises étrangères et empêcherait l'octroi de *«facilités militaires»* à des puissances plus soucieuses de servir leurs propres intérêts géostratégiques et géoéconomiques que les intérêts vitaux des pays du Maghreb. Ce traité permettrait :

1. D'abord d'établir un système intégré d'observation et de défense aux portes du Sahel pour surveiller et neutraliser tout au long d'*«une frontière extérieure commune»* les mouvements de jihadistes, de contrebandiers et d'immigrants clandestins. Ce dispositif aidera les pays maghrébins à contrôler (ou légaliser) les flux extralégaux qui franchissent leurs *«frontières intérieures»*, menaçant l'économie et la sécurité des territoires nationaux.
2. D'aider à la consolidation de l'Etat libyen et à la restauration par le dialogue de son unité territoriale et, en même temps, de contrôler énergiquement la *«convergence géopolitique»* aux frontières (Algérie, Tunisie et Libye). Le lieu de cette convergence est potentiellement exposé aux risques de soulèvement augmentés par des acteurs nationaux et/ou étrangers qui conspirent, à déstabiliser des pans entiers des territoires tunisien et algérien et à ouvrir la voie, peut-être, devant des colonnes de pick-up semblables à celles qui ont envahi une partie du territoire malien.

3. De trouver au sein même de l'Union pour le Maghreb, à la faveur d'une *«souveraineté maghrébine»* librement acceptée, des solutions négociées au problème sahraoui et à celui de l'isolement mauritanien. Avec des milliers de km de côtes atlantiques, l'Union pourrait ainsi profiter de l'ouverture du marché des pays de la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée en 1975 sans la Mauritanie?). Il faut savoir que la Cedeao est un ensemble géopolitique majoritairement francophone, relativement stable et déjà structuré par des accords de coopération et d'intégration économique, monétaire et sécuritaire.

4. De se prémunir contre les influences «jihadistes» et «daawistes» extérieures financées par la rente pétrolière, influences visant la mobilisation des tranches de population les plus démunies et la création de nouvelles forces centrifuges liées, outre les clivages sociaux et régionaux, à la religion.

5. De contrôler l'émigration clandestine de populations maghrébines locales et celles venant du Sahel vers les marges de l'Union européenne.

• Quant à la priorité économique, elle exige d'entreprendre des actions concertées dans les domaines stratégiques (communauté d'intérêts pour les phosphates et l'énergie) et de concrétiser des projets mixtes, autant dans les secteurs prioritaires rentables que dans les régions frontalières excentrées et déprimées. Le secteur de la finance et des affaires maghrébines devrait augmenter son potentiel d'investissement pour créer de nouvelles richesses et plus d'emplois et pour faire éviter aux pays maghrébins que les industries nationales soient chassées par les importations et par les circuits commerciaux informels.

En attendant des jours meilleurs pour une intégration économique plus large et plus complexe et pour fonder les institutions maghrébines («supranationales») adéquates, les Etats du Maghreb devraient promouvoir aussi la création d'un espace maghrébin de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et technique.

A tout cela, une condition est nécessaire: la résorption des tensions politiques nées de l'aspiration des peuples maghrébins à la dignité et aux valeurs universelles, car la convergence sociopolitique reste un préalable aux convergences géostratégique et économique maghrébines. ■

H.D.

مجموعة متنوّعة ذات قوّة وأداء

UNE GAMME LARGE ET PUISSANTE

TBWA\ POINT CARRE

Mahindra

Ets Zouari
Matériels Agricoles & Manutention

Tunis:
1 Route de la physique angle rue Anaba, ZI Ben Arous - 2013 Ben Arous
Tél.: (+216) 79 390 005 / Fax: (+216) 79 390 008

Beni Khalled:
Avenue de l'environnement - 8021 Beni Khalled
Tél.: (+216) 72 374 325 / Fax: (+216) 72 237 335

Zaouia Sousse
Route de m'saken Oued Sidi Kacem - Sousse
Tél.: (+216) 73 309 905 / Fax: (+216) 73 330 730

Sousse:
Route de Tunis Km132,5 - 4022 Akouda, Sousse - TUNISIE
Tél.: (+216) 73 309 309 / Fax: (+216) 73 309 999

Kairouan:
Avenue Hedi Chaker Sahabi 1 Rte Oueslatia, Rue El Baten 3129 Kairouan
Tél.: (+216) 77 302 360 / Fax: (+216) 77 302 370

Gabes
Route de Tunis Km0,5
BP 31 - 6001 Hached - Gabès - TUNISIE
Tél.: (+216) 75 273 044 / Fax: (+216) 75 274 151

Sfax:
Route de Gabès, boulevard de l'environnement km2,5 SFAX
Tél: 74 246 550 Fax: 74 246 505

Par Martine Vautrin Djedidi

Les Français en Tunisie aujourd'hui
Comment, combien et qui sont-ils?

Ils sont 23 030 Français établis en Tunisie et officiellement inscrits sur les registres consulaires à fin 2013. Officieusement, la population totale est estimée à environ 30 000. Mais qui sont-ils au juste ? Comment sont-ils perçus en France et représentés. Martine Vautrin Djedidi, conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger pour la circonscription Tunisie-Libye, nous apporte un éclairage instructif.

Vu de France, *expatrié* est un terme générique utilisé par le ministère des Affaires étrangères et européennes. On parle aussi de Français de ou à l'étranger. Notre administration de tutelle a une direction des Français de l'étranger.

Et s'il y a des ex, il y a aussi des in : l'impatrié est un salarié ou un individu rentré dans son pays d'origine , c'est aussi une catégorie de contribuables du ministère des Finances pour parler d'impatriation fiscale; et, dans le contexte professionnel, l'impatriation consiste pour une entreprise à faire venir des collaborateurs étrangers en France.Un impatrié est alors un salarié étranger en France. Il sera alors qualifié en France, et parfois dans son pays d'origine, d'immigré et par les chercheurs en science sociale de migrant. Que la parole vienne du Nord ou du Sud, les intervenants non scientifiques, qu'ils soient politiques ou institutionnels, évoquent rarement les Français expatriés en termes de migrants. En Tunisie, comme dans d'autres pays d'émigration, au regard des populations locales et dans le langage populaire, les personnes de type caucasien ne sont ni des immigrés, ni des migrants mais des touristes, quelle que soient par ailleurs la durée de leur séjour et leur(s) nationalité(s) et les porteurs d'une double nationalité de type méditerranéen sont des immigrés-émigrés avec parfois une ambiguïté de prononciation (qui donne au pluriel, *z'mmigré)* D'un côté, des associations représentatives des expatriés Nord/Sud et leurs représentants élus parlent désormais de Français hors de France – Français du monde en est un exemple. De l'autre, des associations représentatives des migrants Sud/Nord n'ont pas abandonné l'expression à l'étranger. La connotation générale de ces catégories est simple, sinon simpliste. D"un côté émigrés/immigrés, et plus récemment migrants, renvoie à des travailleurs socialement et économiquement défavorisés et sédentarisés dans les pays récepteurs. De l'autre, celles d'expatriés et, plus récemment, de mobiles renvoient à des cadres en quête de statuts professionnels valorisants d'une part et à un nouveau nomadisme postmoderne.

Qui sont-ils ?

Les Français issus de l'ère coloniale sont désormais très minoritaires et les mobilités de l'ère post- coloniale ont évolué : après ■■■

B A I T Y

ASSURANCE MULTIRISQUES HABITATION

PROTÉGEZ VOTRE BIEN LE PLUS CHER.

Simple et complète, l'assurance Multirisques Habitation de **CARTE ASSURANCES** est composée de garanties indispensables. Destinée aux particuliers, propriétaires ou simples locataires, vous bénéficiez de garanties performantes pour protéger votre patrimoine familial. Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.

CARTE ASSURANCES

■■■ la période des coopérants et des détachés encadrés par l'Etat, nous avons connu celle de l'expatriation des cadres par les entreprises. Les uns comme les autres étaient souvent peu proches des populations locales, sinon par le biais de leurs élites, mêmes locales. Il existe aujourd'hui de nouvelles figures de la mobilité parmi lesquelles celles d'«entrepreneurs» et d'*«aventuriers»* des classes moyennes, qui, à la différence des expatriés institutionnels ou privés, négocient elles-mêmes les conditions de leur déplacement et de leur avenir migratoire. Ils sont plus difficiles à catégoriser. Ils sont souvent à mi-chemin de rêveurs romantiques et de migrants économiques, parfois à la recherche inconsciente de racines oubliées puisque nombreux sont ceux qui ont une filiation ou des liens dans leur histoire personnelle avec l'un des pays du Maghreb

Leur parcours continue à surprendre, avec une pointe de respect et d'admiration, les populations locales : comment peut-on quitter ces contrées idéales où tant d'entre eux rêvent de pouvoir aller ?

Deux visages de la mobilité récente

Il y a au moins deux visages de la mobilité récente

1/ les retraités. Phénomène d'abord perçu comme anecdotique, ces exilés sociaux, pour la plupart modestes, n'entraient pas dans les statistiques, non immatriculés au consulat, ils n'étaient pas officiellement résidents, faisant des allers-retours afin de bénéficier de leur protection sociale et d'un statut fiscal, étant souvent non imposables ou peu en France. Leur statut a évolué, ils adhérent à la Caisse nationale d'assurance maladie, leurs soins en France sont pris en charge plus facilement, une réforme fiscale leur accorde un abattement de 80 % sur les pensions de source étrangère, leur pouvoir d'achat a augmenté mécaniquement avec l'évolution du taux de change. Quand ils sont étrangers, ils résident sur les côtes à Djerba, Sousse ou Nabeul, ont trouvé ici les conditions de logement et d'encadrement favorables à une vie digne, des possibilités d'aide ménagère ou médicale, de l'entraide, du respect et du lien social.

2/ Des jeunes actifs. Certains sont arrivés par le biais de l'expatriation Volontaires internationaux en entreprise ou administration, correspondants locaux , d'autres un peu par hasard, à la recherche d'emplois ou dans le cadre de projets de vie, venus rejoindre ou s'installer avec un(e) amoureus(e). Certains ont connu la situation du sans-papiers en situation irrégulière. Ils habitent le plus souvent dans les quartiers de la classe moyenne, ou dans le monde rural, comptent sur leur travail et parfois leurs économies, sont auto-entrepreneurs ou collaborent avec des ONG, sont présents dans la société civile tunisienne et proches de Tunisiens de leur génération. Généralement, on constate que l'expatriation d'aujourd'hui est mieux préparée que dans les années 70-80. Les sites internet, dont les sites institutionnels, ministère des Affaires étrangères ou consulat général, ceux des associations, les fora, groupes et réseaux sociaux, les élus locaux, répondent à de nombreuses questions et permettent d'appréhender les réalités locales. Les moins jeunes des candidats au départ de France viennent en repérage, font des périodes d'essai (ce que nous leur recommandons vivement), ne rompent pas les amarres derrière eux. En cas d'échec, le retour en France est difficile, à partir d'un certain âge et sans l'assurance d'un logement et d'un revenu. Entre ces deux visages de la communauté française, il y a toutes les catégories de population.

Des résidents de longue durée, qui bénéficient dans le cadre de l'Accord bilatéral en matière de séjour et de travail signé à Paris le 17 mars 1988 (modifié en 1991, 2000, 2008) d'une carte de séjour de 10 ans, et du droit au travail ; ils investissent, montent des projets dans le secteur touristique, la restauration, le secteur culturel, le conseil aux entreprises, le commerce... Sur le plan économique et social, ces Tunisiens de cœur exercent une influence réelle dans certains secteurs. 100 % Français et 100 % Tunisiens, et ce même si la nationalité «seconde» peut être instrumentale, environ 70% des Français résidents en Tunisie sont porteurs de deux nationalités, qu'ils l'aient été avant d'acquérir la nationalité française ou le soient devenus ; pour ceux-ci également, les situations sont multiples. Certains sont entre deux rives pour diverses raisons, souvent économiques, l'idéal étant d'avoir un revenu en € et de faire vivre sa famille en Tunisie, des familles transnationales sont ainsi de plus en plus séparées.

De nouveaux nomades

De nouveaux nomades conservent des liens avec la France, y ont des intérêts, parfois un domicile mais choisissent de faire des allers-retours. A l'époque du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale…et du Développement solidaire créé en 2007, un haut responsable de l'administration évoquait … *«ces poussières de la colonisation»* en pensant à ces nouveaux Français dont une partie de la classe politique et surtout des médias persiste à parler en termes de Français d'origine X. Les *«poussières»* sont nombreuses, et Français à 100%, n'en déplaise à tous ceux qui remettent en cause ■■■

Et en Libye ?

Les Français en Libye forment une communauté restreinte. 740 en 2009 et 2010, 290 en 2012, seuls 173 Français sont immatriculés fin 2013. Beaucoup sont des cadres supérieurs, chefs d'entreprise, essentiellement à Tripoli. L'ambassade a été fermée et évacuée par le personnel diplomatique en février 2011, après le déclenchement de la guerre civile et a été la cible d'un attentat destructeur en avril 2013. Le consul honoraire à Benghazi a également été la cible d'un attentat en juillet 2013. D'autres Français présents depuis longtemps n'ont jamais quitté le territoire.

Par ailleurs, les employés des compagnies pétrolières sont souvent non identifiés auprès des autorités ; pour des raisons de sécurité, le ministère des Affaires étrangères français ne communique pas la liste des inscrits sur la liste électorale. Le lycée français de Tripoli a été fermé et continue la scolarisation par le Centre national d'éducation à distance.

■■■ régulièrement le Code de la nationalité française. Rappelons qu'en vertu du principe de souveraineté, la France considère le double national comme titulaire de l'ensemble des droits et obligations attachés à la nationalité française, qu'il s'agisse d'un Français ayant acquis une autre nationalité ou d'un étranger devenu français.

Chaque Etat revendique ses nationaux.

Alors qui sont-ils ? Au-delà de tentatives de catégories susceptibles d'identifier scientifiquement les segments d'une diaspora qui n'en est pas une, il existe presque autant de modèles de Français hors de France que de Français. Une des frontières invisible se situe entre les natifs et les non-natifs de Tunisie, une autre entre les générations et l'appartenance à l'une ou l'autre culture, plus ou moins revendiquée, plus ou moins prégnante selon les individus, le milieu, le parcours scolaire et la ou les langues couramment pratiquées.

Combien sont-ils ?

Ils étaient moins de 10 000 à la fin des années 90. Aujourd'hui, officiellement, c'est-à-dire immatriculés au registre auprès du consulat général de France en Tunisie ,les Français sont au nombre de 22 247 en 2012, 23 030 à fin 2013, soit une augmentation d'environ 3,6% . C'est une progression constante depuis plusieurs années et les demandes d'acquisition de nationalité française croissent régulièrement: 168 en 2013 contre 105 en 2012. Le nombre d'électeurs (donc plus de 18 ans) inscrits sur la liste électorale 2014 est de 15 678 (sachant qu'il n'y en a plus que 173 en Libye).

Officieusement, la population totale est estimée à environ 30 000, l'inscription au registre n'étant pas obligatoire, sauf pour les demandes de bourses scolaires ou d'aides sociales, le renouvellement de documents d'identité et en cas de mariage. Beaucoup de Français se sont immatriculés ou ont régularisé leur inscription au moment des évènements de fin 2010 début 2011, suite aux appels lancés à la vigilance dans un environnement où la sécurité civile était menacée. A noter que peu d'entre eux, malgré des doutes et des velléités de départ, ont quitté la Tunisie. Leur répartition géographique : plus de 60 % au Nord et 25 % sur la côte plus au Sud. Ils sont principalement installés dans le Grand Tunis, Banlieue Nord, à Sousse, Monastir, Hammamet Nabeul et Djerba-Zarzis. Les enfants porteurs de la double nationalité, majoritaires donc, sont aussi pour la plupart scolarisés dans le système scolaire tunisien, par choix, à cause de l'éloignement géographique, mais aussi du coût de l'enseignement français, pour lequel l'attribution de bourses scolaires est soumise à des conditions de revenus et dont la demande est renouvelable chaque année.

Comment sont-ils représentés ?

Des élus locaux élus au suffrage universel qui choisissent 12 sénateurs d'une part. D'autre part, 11 députés élus au suffrage universel en 2012. Avec la réforme applicable cette année pour la circonscription Tunisie-Libye, et pour 6 ans, il y aura 5 conseillers consulaires membres du conseil consulaire à Tunis et un grand électeur. Ils éliront les sénateurs dont le mandat est renouvelable en septembre 2014.

La représentation est complète et plutôt exceptionnelle. Rares sont les pays pour lesquels les diasporas disposent d'une telle représentation. Ces élus locaux, comme les conseillers municipaux, portent les préoccupations et les thématiques de leurs électeurs. Ils n'ont, par contre, pas de compétence décisionnaire budgétaire.

Comment sont-ils perçus ?

Après les mots pour dire le phénomène migratoire, par des clichés! des rentiers sans soucis, ou des paresseux se contentant de peu, les doigts de pieds en éventail et au soleil, dans une maison bleu et blanc, un palais ou une habitation exotique. Un pays du sud à vocation touristique a nécessairement vocation à être imaginé comme un lieu de villégiature permanent. Et nous alimentons parfois involontairement les clichés, ne voulant pas renier des choix, écorner notre propre image ni celle du pays où nous vivons, certes agréable avec une qualité de vie qui en retient beaucoup et ce malgré les vicissitudes. Il est donc parfois malaisé de faire partager notre vécu, mais ceci n'est pas propre au sujet qui nous intéresse. C'est une question de regard, de prise en compte de la réalité complexe d'aujourd'hui. Pour un expatrié ou évadé fiscal, il y a des milliers de migrants et de résidents permanents actifs, qui traversent les mêmes épreuves et ont les mêmes rêves que ceux dont ils partagent la vie. Il n'en reste pas moins qu'être porteur d'un passeport européen offre un luxe inestimable… et parfois difficile à faire : celui du choix et que pour nombre d'entre nous, le parcours de vie ne sera pas linéaire. ■

M.J.

(*) Communication dans le cadre de la journée d'exposés et de débats, sur le thème de la mobilité des personnes entre la Tunisie et la rive nord de la Méditerranée, organisée à Tunis le 12 avril 2014 par l'association Français du monde – Adfe – Tunisie,

Bio express

Martine Vautrin Djedidi, née à Paris, s'installe en Tunisie en 1975, après des études en sciences humaines. Elle y exercera une carrière dans le secteur touristique, puis dans une société familiale. Mariée à un Tunisien et mère de deux enfants. Elle a participé à la création du premier club culturel féminin et du premier club de gymnastique féminine à Hammamet durant cette période.

Entrée en 1998 au conseil d'administration de la section Tunisie des Français du monde (ex- Association démocratique des Français de l'étranger), Martine Vautrin Djedidi sera en charge des régions, présidente de l'association entre 2001 et 2007, puis élue en 2009 conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger pour la circonscription Tunisie-Libye et en 2012, suppléante du député des Français de l'étranger de la 9e circonscription (Afrique du Nord et de l'Ouest) Pouria Amirshahi (Parti socialiste). Elle est tête de liste «Français du monde, Tous citoyens solidaires» pour l'élection du 25 mai des conseillers consulaires Tunisie-Libye.

القروض العقارية من QNB.

Les crédits logement de QNB.

QNB

qnb.com.tn

Raimondo De Cardona

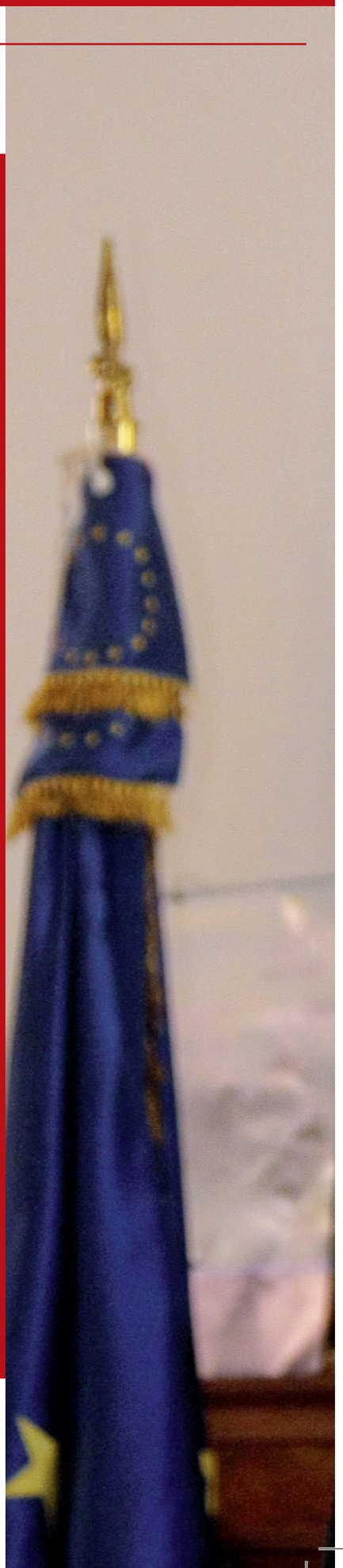
Ambassadeur d'Italie à Tunis

Replacer la dimension méditerranéenne au centre de la politique européenne

Demandez à un Tunisien quels sont les pays limitrophes de la Tunisie, il vous répondra, sans hésiter, l'Algérie et la Libye. Il a raison sauf qu'il oublie que l'Italie, notre autre voisin, n'est distante que de 50 km au plus des côtes tunisiennes

La Méditerranée, notre mer commune «Mare Nostrum», nous unit plus qu'elle nous sépare puisque des deux côtés, on trouve le même mode de vie, des traditions analogues, une culture très proche mais surtout une histoire millénaire partagée. Des côtes du Cap Bon, on peut apercevoir les lumières sur l'île de Pantelleria de l'autre côté du Canal de Sicile, cette île tour à tour carthaginoise, grecque, romaine, byzantine puis arabe, avant de revenir à la chrétienté et de faire partie de l'Italie, la Botte dont elle est le talon. C'est tout naturellement que des relations intenses ont toujours lié la Tunisie et l'Italie.

L'ambassadeur d'Italie, Raimondo De Cardona, nous dit tout de suite au cours de la rencontre qu'il a bien voulu accorder à *Leaders* que l'amitié avec la Tunisie est une *«constante»* de la politique italienne quels que soient les régimes de part et d'autre car *«les régimes passent mais l'amitié demeure éternellement»*. L'ambassadeur a bien voulu nous recevoir dans son immense bureau à la chancellerie en plein cœur de Tunis dans une bâtisse belle et imposante au style européen située parmi les rues populeuses de la ville. Le diplomate parle un français parfait avec certains anglicismes hérités de ses précédentes expériences diplomatiques de par le monde.



Une constante de la politique italienne

Tentant de le déstabiliser en lui posant la question qui embarrasse : *«L'Italie, de Craxi à Berlusconi, a toujours soutenu le régime de Ben Ali, comment qualifiez-vous les relations tuniso-italiennes depuis le 14 janvier 2011?»*, le diplomate répond avec un calme olympien: *«Avoir de bonnes relations étroites d'amitié et de coopération avec la Tunisie est une constante de la politique de l'Italie et cela ne changera pas»*. Bien mieux, maintenant plus que de par le passé, ce souci est d'actualité.

Pour lui, que le jeune chef du Conseil italien, Matteo Renzi (39 ans), ait choisi Tunis comme la destination de son premier déplacement à l'étranger est un «message» que la Tunisie est un pays qui compte. Le secrétaire général du Parti démocrate et ancien maire de Florence, la capitale de la Toscane, a tenu à venir en Tunisie pour montrer que l'Italie, lors de sa présidence de l'Union européenne à partir du 1er juillet prochain, *«s'engage à placer la dimension méditerranéenne au centre de la politique européenne»*.

Depuis la chute du mur de Berlin, l'UE s'est concentrée sur l'Europe orientale et centrale et il est temps qu'elle revienne à son berceau d'origine, estime-t-il. *«Une forte politique de partenariat de l'Union européenne avec le sud de la Méditerranée»* est aujourd'hui nécessaire, en allusion à l'indispensable soutien aux pays du «Printemps arabe» particulièrement là où il réussit le mieux, la Tunisie. L'ambassadeur est admiratif des pas décisifs réalisés par notre pays sur la voie de sa transition démocratique. Il se félicite de la *«dynamique politique»* qui a permis d'approuver la Constitution et de mettre en place un gouvernement de compétences, se disant optimiste quant à la finalisation de cette phase transitoire par des élections aux normes internationales. *«La destinée de la Tunisie est entre les mains des leaders tunisiens qui doivent s'habituer à rechercher le consensus, ce n'est pas facile mais ils y réussissent déjà»* fort bien. ■■■

■■■ L'Italie à vos côtés

«Les pays amis, dont l'Italie, sont à vos côtés pour vous soutenir», dit-il dans un langage diplomatique qui ne manque pas d'élégance. Son pays *«travaille sur plusieurs canaux»* pour marquer son soutien à la Tunisie. En premier, il cite sa *«volonté de promouvoir les investissements italiens dans le secteur privé »*, fort de l'expérience de l'Italie dans ce domaine puisqu'en Tunisie il y a quelque 800 entreprises entièrement ou partiellement italiennes qui emploient environ 60.000 Tunisiens. A cet égard, il annonce la prochaine visite, mi-mai à Tunis, de la ministre italienne du Développement économique.

Madame Federica Guidi, qui chapeaute un super-ministère rassemblant l'industrie, l'énergie, le commerce extérieur et les télécommunications, viendra examiner avec ses homologues tunisiens mais aussi avec les opérateurs économiques les possibilités de coopération et d'investissement en Tunisie. Selon lui, il s'agit d'une visite importante qui donnera de la substance aux relations entre les deux pays. En juin prochain, la ministre de la Défense, Madame Roberta Pinotti, sera à Tunis pour examiner les voies et moyens de nature à développer la coopération bilatérale en matière de défense et de sécurité. Cette coopération qui est ancienne et traditionnellement dense a permis à l'Italie de mettre à la disposition de la Tunisie des équipements militaires et de sécurité pour un montant de 200 millions d'euros.

La reconversion de la dette

L'autre volet concerne la coopération financière qui revêt plusieurs formes. Dans ce contexte, il a indiqué que le directeur général de la Coopération au ministère italien des Affaires étrangères, M. Gianpaolo Cantini, était récemment à Tunis dans le but d'impulser la coopération à plusieurs niveaux. *«On est en train de remodeler notre aide à la Tunisie»*, affirme l'ambassadeur De Cardona dans une belle formule en ajoutant : *«A la demande des autorités tunisiennes, nous étudions aussi la possibilité de reconvertir une partie de la dette italienne à la Tunisie, par des modalités innovantes telles que nous ne l'avions jamais fait auparavant avec aucun autre pays»*. Les autres volets de la coopération financière concernent d'une part l'aide à la balance des paiements pour laquelle un montant de 95 millions d'euros a été alloué et dont la moitié a déjà été déboursée et d'autre part la ligne de crédit de 73 millions d'euros pour le financement des petites et moyennes entreprises (PME).

L'ambassadeur, qui est aussi fier de la coopération culturelle *«très intense»* entre les deux pays, se dit confiant du retour des touristes italiens en Tunisie, *«une destination appréciée»* par les Italiens.

S'agissant de l'émigration tunisienne en Italie, l'ambassadeur De Cardona estime le nombre de Tunisiens dans la péninsule à 170.000 personnes, y compris 35 000 en situation irrégulière. Les Tunisiens présents surtout en Sicile n'ont jamais constitué de problème, dit-il, en faisant l'impasse sur l'invasion de l'île de Lampedusa par plus de 25 000 Tunisiens il y a quelque trois ans.

Le lobbying indispensable

Quant à la forme que doit prendre le partenariat avec l'Union européenne, le diplomate a dit que son pays a toujours plaidé en faveur de la Tunisie dans les instances de Bruxelles. *«Nous sommes votre avocat le plus déterminé»* et nous faisons du « lobbying » à Bruxelles pour que la Tunisie ait la place qu'elle mérite dans la politique de l'Union européenne. *«La représentation européenne à Tunis est très dynamique*, indique-t-il, *mais nous soutenons activement ses efforts auprès de la complexe administration de Bruxelles»*.■

Raouf Ben Rejeb

Biographie

Né à Saint Louis (Etats-Unis), le 1er juin 1957, il est diplômé en sciences politiques de l'Université «La Sapienza» à Rome, le 2 juillet 1984.

Il est entré dans la carrière diplomatique en février 1988, et a été affecté au protocole diplomatique de la République.

En juin 1990, il a été deuxième secrétaire à Kinshasa et en septembre 1992 consul à Brisbane. En 1995, il a été consul général à Mumbai (Bombay).

De retour à Rome en 1998, il est secrétaire en chef à la direction générale des Italiens à l'étranger et des politiques migratoires

En décembre 2000, il est chef de mission adjoint à Belgrade.

De retour encore une fois à Rome, en janvier 2005, il est responsable du dossier des pays du Balkan occidental.

En juin 2009, il est nommé ambassadeur d'Italie à Sarajevo et, depuis juillet 2013, ambassadeur à Tunis.

For the third year in a row, we are chosen the best airline in Europe.

Every year, Skytrax, the world's largest airline passenger satisfaction survey asks millions of passengers around the world to choose their favourite European airline.

For the past three years, the answer has always been the same.

Turkish Airlines remains the best airline in Europe.
We would like to thank you and congratulate our employees for making this possible.

Globally Yours | TURKISH AIRLINES

Voted Europe's Best Airline at the 2013 Skytrax Passengers Choice Awards

turkishairlines.com

A STAR ALLIANCE MEMBER

Par Walid Bel Hadj Amor

Un dialogue économique, pour quoi faire ?

D'où l'idée de lancer un congrès national économique, dont l'objectif serait de définir une feuille de route économique pour le pays. Cela survient alors que la période de grâce, trop courte, est terminée, et que le gouvernement commence à faire l'objet de critiques de moins en moins voilées, y compris de ceux qui ne lui voudraient que du bien.

En politique, la fin justifie les moyens, et c'est sur les résultats de ce dialogue politico-économique que nous pourrons juger de l'issue et de la pertinence de la démarche. Le risque étant que le dialogue ne s'éternise avant de conduire à un accord a minima, dont les effets seraient proches d'un emplâtre sur une jambe de bois.

Il ne faudrait pas négliger le facteur temps, car les dispositifs de réduction des investissements publics, les restrictions à l'importation, voire demain le réenclenchement des barrières douanières, ne sont pas viables à moyen terme. Nos partenaires commerciaux du Nord risquent de ne pas beaucoup apprécier notre humour, fût-il forcé. Certaines de ces mesures auraient dû être mises en œuvre il y a trois ans lorsque nous étions en grâce auprès de nos partenaires, ils auraient compris. Aujourd'hui, les solutions sont à notre portée et nul ne comprendrait que nous n'ayons pas tous ensemble le courage de les mettre en œuvre.

La principale difficulté sera d'ordonner les rôles des différentes composantes de ce dialogue, qui sera nécessairement pollué par les nouveaux rapports de force observés depuis la désignation du nouveau gouvernement. Les organisations nationales, patronales et syndicales surtout, qui ont arbitré le dialogue politique, ne pourront pas prolonger ce rôle dans un dialogue économique dont ils seront partie prenante et cheville ouvrière dans sa mise en œuvre. C'est à eux qu'il reviendra d'accepter les concessions et non plus de les imposer. Ils ne pourront pas se contenter d'appeler à la responsabilité, ils devront en faire preuve. Ce sera l'occasion d'entendre nos deux organisations nationales principales sur le thème du pluralisme syndical et patronal, dont la consécration paraît être un préalable absolu.

L'Etat non plus ne pourra pas jouer le rôle d'arbitre dans ce dialogue, tant il aura de responsabilités en tant que régulateur, employeur ou gestionnaire, le tout à la fois. Participer à mettre en place les règles, pour se les appliquer à lui-même, en premier ressort.

On pouvait espérer d'un gouvernement de technocrates issu d'un consensus politique qu'il bénéficie d'une légitimité suffisante pour mettre en œuvre un programme de restructuration ambitieux. Or les rapports de force qui ont présidé à sa désignation ne semblent pas favoriser sa liberté d'action, et le contraignent à gouverner par le consensus.

La valeur travail doit devenir une valeur fondamentale de notre «éco-système». C'est là la principale révolution culturelle à engager dans ce pays.

La première difficulté sera donc de désigner un arbitre jouissant d'une neutralité partisane, à défaut d'être politique, mais aussi d'une neutralité sociale et économique les plus larges pour rassembler l'ensemble des intérêts et des idéologies. Cet arbitre pourrait aussi bien être une personnalité qu'une organisation nationale centrée sur les questions économiques. Un arbitre crédible capable de pousser les uns et les autres dans leurs derniers retranchements, leur faire accepter des concessions a priori inacceptables, les faire sortir d'une approche idéologiquement court-termiste, de *«un tiens vaut mieux que deux tu l'auras»*.

L'analyse de la situation économique du pays et le consensus sur un diagnostic pertinent seront là aussi une difficulté majeure. Le diagnostic fait par les différents protagonistes est profondément faussé par leur idéologie et leur positionnement sur l'échiquier national. Leurs intérêts ou leur mission servant en même temps de points d'entrée et de sortie à ce diagnostic. La faillite n'est ni de gauche ni de droite, elle est dans les valeurs perdues, celles du travail, de l'effort, du mérite et de sa récompense.

La réalité est douloureusement simple, le chef du gouvernement l'a dit, le pays a oublié de travailler durant les trois dernières années. De fourmi il s'est mué en cigale. Il a dépensé, sans compter, l'argent qu'il n'avait pas, distribué, avec largesse, les richesses qu'il n'était plus en mesure de créer. Nous devons avant tout, et toutes choses égales par ailleurs, assimiler que l'appareil productif est en panne et que le pays ne produit plus assez de valeur. Distribuer mieux, prélever plus ne sont des dispositifs durables que si nous produisons mieux et plus. Dès lors, un pacte national en faveur de la productivité est la seule issue favorable à ce dialogue.

Il permettrait de rassembler l'ensemble des composantes du dialogue autour d'un thème unique facile à appréhender pour tous, et dont la vulgarisation auprès du grand public sera directe, immédiate, et la plus large possible. La valeur travail doit devenir une valeur fondamentale de notre *«éco-système»*. C'est là la principale révolution culturelle à engager dans ce pays.

Tout le monde peut comprendre qu'avant de récolter, il faut semer, que comme on fait son lit on se couche, ou encore que la plus femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Il faudra s'accorder à améliorer la compétitivité de notre appareil productif pour espérer dégager de la valeur qui pourra être distribuée ultérieurement. Une fois produite et pas avant.

Mais les partenaires sociaux sauront-ils jouer le jeu, rechercher un accord pour le pays et pas pour asseoir un pouvoir discutable issu d'une représentation hypothétique. A quoi serviraient des salaires augmentés dans une entreprise en faillite, ou des salariés à bas coût qui ne produiraient rien ou presque ? Il faut sauvegarder l'appareil productif avant tout et quel qu'en soit le prix. L'accord doit porter sur une durée de trois à cinq ans, durant lesquels l'effort doit être porté par tous, Etat, entreprises et salariés, pour répartir ensuite équitablement les fruits de la compétitivité retrouvée. L'Etat devra être le catalyseur qui apportera les dispositifs légaux et fiscaux nécessaires pour ne pas accaparer seul ces fruits au détriment des autres.

L'Etat va jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre de cet accord, même si on peut lui prévoir une schizophrénie profonde entre Etat régulateur, Etat gestionnaire ou Etat employeur. Mais en tout état de cause, l'Etat ne doit pas se muer en père fouettard. S'il n'est pas en mesure de gérer correctement ses entreprises publiques, c'est sa responsabilité et il ne peut pas faire supporter leur indigence à la communauté nationale. L'Etat se doit d'être irréprochable dans sa gestion mais aussi juste dans la répartition des efforts qui vont être nécessaires pour sortir le pays de l'ornière. S'il faut administrer au pays un remède de cheval, alors l'Etat, l'administration et les entreprises publiques devront avoir droit à une posologie massive. L'effort de redressement nécessaire doit être équitablement réparti, et il ne saurait être question que le secteur privé productif supporte à lui seul les coûts de fonctionnement d'une administration devenue inefficace et pléthorique. Les gains de productivité au sein des entreprises publiques sont un vrai sujet pour le gouvernement, surtout dans les secteurs stratégiques où l'Etat dispose d'un monopole de fait, qui affecte directement les secteurs productifs et leur compétitivité.

C'est aujourd'hui et maintenant que le secteur privé, investisseurs et promoteurs, devra montrer qu'il est capable de se transcender en dehors des protections et des positions de rentes. Prendre plus de risques, investir dans l'avenir de nos enfants. Transformer l'économie de ce pays en une économie de production et de valeur ajoutée, en acceptant le démantèlement des avantages acquis en faveur d'un marché ouvert et régulé, où la concurrence franche deviendrait la règle pour tous, et où le respect des règles serait le fondement pour chacun. Ce gouvernement doit tout faire pour réussir dans la concrétisation de ce pacte national en faveur de la productivité, fût-il son chant des cygnes pour la Tunisie. Les organisations nationales et la société civile ont suffisamment accusé les partis politiques de ne s'être focalisés que sur leurs intérêts, à eux de profiter de cette occasion pour démontrer leur sens des responsabilités et du devoir. Gageons que ce dialogue aura au moins l'intérêt de faire sortir le loup du bois.■

W.B.H.A.

Tunisie 2014

Un plan pour notre économie

Le diagnostic financier établi très rapidement par le gouvernement a été apprécié par l'ensemble de la société tunisienne et nos partenaires étrangers, même s'il n'est ni enchanteur ni prometteur.

Par Mourad Guellaty

C'est bien pourquoi tout ce monde attend la suite logique à un tel état des lieux, à savoir l'établissement rapide d'un plan d'action pour redresser la situation financière, économique, sociale et entrepreneuriale du pays.

Un diagnostic financier donne un bilan à une date donnée, ce qui correspond en quelque sorte à la température d'un malade. Il doit être complété par l'ordonnance du médecin, à savoir les médications nécessaires à son rétablissement. C'est le plan d'action que d'autres désormais, et y compris pour les Etats, appellent «business plan»,

qui définit les grandes orientations économiques du pays pour le moyen et le long terme.

Certes, ce plan est supposé être tributaire du temps alloué aux gouvernants, de leurs doctrines et tendances politico-économiques. Ce qui, compte tenu de la nature de notre gouvernement supposé être de transition, pourrait faire penser qu'un tel exercice n'est pas opportun et ferait perdre du temps inutilement à l'immédiateté de l'action gouvernementale.

Le penser serait mal connaître la réalité actuelle de notre monde, globalisé, et où le facteur instant est essentiel. Par ailleurs, ce plan existe, il a été élaboré par les précédents gouvernements. Il y a lieu de le mettre à jour, et surtout de mettre l'action sur les projets d'infrastructure qui sont le souci essentiel de ceux qui prendront l'initiative, voire le risque entrepreneurial, d'investir dans nos régions.

De plus, quel que soit le régime politico-économique que choisiront les Tunisiens, les marges de manœuvre seront faibles et les remèdes quasiment dictés non seulement par les exigences mais aussi par les circonstances. Enfin, dans les quelques déclarations faites par les membres de l'actuel gouvernement, il apparaît que leur exercice du pouvoir, même s'il est temporaire, s'inscrit fort opportunément dans une logique de continuité.

D'où la nécessité d'établir les grandes lignes d'un plan d'action actualisé pour la décennie à venir, qui devrait avoir l'onction des organisations professionnelles et de l'ANC, ce qui lui donnera une crédibilité aux yeux de nos partenaires étrangers. Car qu'on

Quel que soit le régime politico-économique que choisiront les Tunisiens, les marges de manœuvre seront faibles et les remèdes quasiment dictés non seulement par les exigences mais aussi par les circonstances.

Le gouverneur de la Banque Centrale n'a pas cessé de tirer la sonnette d'alarme, sans grande écoute de la part de ceux qui le prenaient pour un oiseau de mauvais augure, alors que notre présent lui donne raison. Le résultat de tout cela est que notre pays ne pourra pas s'en sortir tout seul, et est plus que jamais tributaire des concours financiers extérieurs.

le veuille ou pas, le constat économique fait par le Premier ministre montre une détérioration significative de nos grands équilibres durant les trois dernières années. Le déficit budgétaire est un trou béant, alors qu'en 2010 il était de 3% seulement, le chômage culmine, en dépit des recrutements massifs, non nécessaires et contre-productifs, dans la fonction publique, et notre balance des paiements est très affaiblie par un déficit commercial record. Le gouverneur de la Banque Centrale n'a pas cessé de tirer la sonnette d'alarme, sans grande écoute de la part de ceux qui le prenaient pour un oiseau de mauvais augure, alors que notre présent lui donne raison. Le résultat de tout cela est que notre pays ne pourra pas s'en sortir tout seul, et est plus que jamais tributaire des concours financiers extérieurs.

Le business plan économique, une nécessité impérieuse

Ces derniers, qui nous sont d'une grande nécessité, ne peuvent nous parvenir que si nous montrons, justement dans le business plan que nous devons établir, les grandes lignes de notre redressement économique et de son corollaire: notre solvabilité financière.

Ce qu'il est important de savoir, c'est que ces concours ne seront pas exclusivement des prêts. Certes, de ces derniers nous avons grandement besoin pour le bon fonctionnement immédiat des structures de l'Etat. Mais plus que cela, nous nous devons, dans cette compétition mondiale effrénée, faire valoir nos compétences, notre savoir-faire, ceux de nos ouvriers et de nos cadres, afin de rassurer les potentiels investisseurs étrangers sur le niveau de notre productivité.

Car c'est de productivité qu'il est question aujourd'hui dans la compétition mondiale. A titre d'exemple, une nouvelle tendance voit le jour, qui pourrait surprendre plus d'un, et qui nous permet d'observer des relocalisations d'entreprises de Chine vers des pays européens, l'Irlande en est un, non pas parce que les salaires y sont plus bas, mais bien parce que la productivité y est plus élevée Nous pourrions, si notre productivité faible aujourd'hui se développe et monte en puissance, gagner des marges de marchés sur les continents africain et européen du fait de notre proximité, qui nous donne un avantage non négligeable dans la gestion de la chaîne logistique, la fameuse «supply chain».

Mais pour cela, nous devons, une bonne fois pour toutes, gagner la paix sociale. Combien d'entreprises sont constamment arrêtées par les revendications salariales et combien d'autres changent de points de chute devant ces spectacles répétés et peu encourageants ?

Nous sommes loin des grèves à ruban rouge sur le front de nos amis japonais, qui contestent sans ralentir le rythme de la production. Et combien de nos sociétés ont souffert des atteintes à leur outil de production ?

Il s'agit d'une déraison qui ne se comprend pas, même si pour nos ouvriers et nos employés, la vie est devenue intenable, en raison de la hausse du coût de la vie, et de la détérioration de la qualité des services publics, les transports principalement. Mais ils doivent se rendre compte qu'ajouter de l'obstruction, voire de la violence, à la situation présente, c'est manquer de discernement ■■■

■■■et rendre leur situation encore plus difficile. Les luttes sociales sont légitimes et ont permis aux ouvriers d'améliorer leurs conditions de travail et leur productivité tout au long de l'histoire. Néanmoins, nous sommes dans une situation économique très endommagée qui requiert une trêve, voire un apaisement des revendications dans l'intérêt de tous, et un intérêt particulier pour une situation financière dont on ne peut sortir que si la confiance interne et le regard externe sont de retour.

Une synthèse parlante de ce que nous sommes en mesure d'accomplir

Justement, le business plan de l'Etat devrait être le plus synthétique possible et destiné à retrouver notre détermination et confiance et celles de nos alliés dans notre volonté et notre capacité à nous redresser. Il devrait partir de quelques préalables nécessaires à sa mise en œuvre : retour au calme du pays, par la vigilance à l'encontre des tentatives violentes ou souterraines de sa déstabilisation, approfondissement et permanence du dialogue social, répression de toute atteinte aux outils de production et équipements publics, et sécurisation, autant que faire se peut, de nos frontières.

Les autres points fondamentaux seront ceux relatifs à tout ce qui porte atteinte ou menace notre faible richesse nationale, financière, productive, éducative, environnementale, et notre volonté de surmonter et de tirer la substantifique moelle de cette parenthèse de notre histoire.

Tirer parti des difficultés héritées du passé récent

Le business plan devrait surtout être imaginatif, synthétique et répondre aux défaillances structurelles héritées du passé. Il ne s'agirait point d'un plan extrêmement détaillé, qui est généralement une synthèse de discussions et dialogues menés à tous les échelons de nos structures administratives, mais bien d'un condensé de l'organisation et des objectif désormais dévolus à la direction des affaires économiques dans les prochaines années et en particulier du rôle désormais attribué à l'Etat dans la conduite des affaires publiques qui devra être reconsidéré. Ce dernier, à l'instar de ce qui se passe quasiment partout dans le monde, est en devoir de limiter son pouvoir à ses attributions régaliennes, et à la définition des grandes orientations économiques, sociales et éducatives du pays.

En clair, définir une vision, fixer des balises, et laisser aux représentants des divers secteurs de la vie active s'y déployer avec détermination et liberté d'action, c'est bien ce qui lui est demandé. L'Etat omniprésent et omnipotent, plongeant ses tentacules partout, est désormais une caricature créée par et pour l'histoire.

Nous sommes dans une situation économique très endommagée qui requiert une trêve, voire un apaisement des revendications dans l'intérêt de tous, et un intérêt particulier pour une situation financière dont on ne peut sortir que si la confiance interne et le regard externe sont de retour.

Il restera un catalyseur de l'action du secteur privé, en lui facilitant son implantation, grâce à une politique de soutien, par le développement de l'infrastructure de base et de celle indispensable au développement des nouvelles technologies. Le business plan s'inscrit dans les orientations auxquelles doivent se soumettre les grands projets d'investissement dont le pays a grandement besoin. Tirer parti des difficultés du passé, c'est faire en sorte que notre nouveau modèle de développement soit, autant que faire se peut, égalitaire entre les différentes classes sociales et régions du pays. C'est à ce drame de l'inégalité trop grande dans un pays trop petit que nous devons nous atteler, car ce sont bien les jeunes des bidonvilles aux portes des riches quartiers hyperluxueux et ceux des régions déshéritées, abandonnées et sans perspectives, qui se sont soulevés un certain mois de janvier avec l'énergie du désespoir.

Le business plan s'inscrit dans les orientations auxquelles doivent se soumettre les grands projets d'investissement dont le pays a grandement besoin. Tirer parti des difficultés du passé, c'est faire en sorte que notre nouveau modèle de développement soit, autant que faire se peut, égalitaire entre les différentes classes sociales et régions du pays.

La cartographie des investissements dans les infrastructures

C'est à ce niveau que se situe l'essentiel du business plan de l'Etat. Il s'agit de paver le chemin qui devrait nous conduire vers une société nouvelle plus juste, plus ambitieuse et certainement plus performante. Ce dont nous avons le plus besoin, nous et ceux que la Tunisie pourraient intéresser, comme destination pour le tourisme, l'industrie et les services, ce sont bien les investissements structurants : d'abord les autoroutes et les routes permettant un accès normal dans les différentes ■■■

تأمّنك وآطّمنك

Adresse : 15, Rue de Mauritanie - 1002-Tunis Belvédère
Tél : (+ 216) 71 78 45 44 / 71 78 39 95 - Fax : (+ 216) 71 78 88 10
E-mail: ami.ass@planet.tn / Site Web : www.assurancesami.com

AMI تأمينات Assurances

République Tunisienne

Ministère de l'Intérieur

Municipalité de Tunis

A V I S

Dans le cadre du mois de la propreté 10 avril – 10 mai 2014, les services municipaux ont clôturé la première phase des interventions de lutte contre les points noirs qui a concerné du 10 au 21 avril la zone de Bab Bhar, la Médina, place El Jazira, Place Maakel Ezzaim et le Belvédère.

La deuxième vague s'est déroulée du 22 au 24 avril a l'arrondissement El khadra, le 25 à El Omrane Supérieur, le 26 à Ettahrir et les 26, 27 à Sejoumi.

Les interventions se poursuivront dans tous les arrondissements de la ville par des actions, par le ramassage des accumulations d'ordures sur la voie publique, la réparation de l'éclairage public, le traçage des bordures et trottoirs, le traitement chimique contre les insectes.

■■■ régions du pays, mais aussi ceux qui permettent de fixer les habitants, les étudiants, les entrepreneurs, les cadres de toutes sortes dans leurs différents lieux d'habitation et de travail, s'ils le souhaitent. A cet égard, il y a lieu de prévoir la création, à moyen terme, d'hôpitaux, d'universités, d'écoles et d'améliorer les infrastructures intra-muros, qui feront qu'une vie normale soit possible dans ces villes et villages devenus fantômes, et dans lesquels rôdent une odeur de poudre et un sentiment de laissé-pour-compte, de frustration et d'injustice, terreau fertile à l'éclosion de la violence et du déni de l'autorité.

Que ces régions deviennent des havres de paix n'est pas illusoire quand on connaît la nature pacifique et sociable du Tunisien, tant qu'on le laisse vivre dans l'honneur et la dignité. Et vivement, que ces régions voient aussi l'éclosion des talents et le génie des adolescents férus, quand ils disposent du minimum de moyens, de sciences, d'inventivité et de technologies du futur. Elles doivent bénéficier au mieux d'une discrimination positive en termes d'investissement et au pire d'une égalité avec les grandes métropoles, car les jeunes s'y trouvent en nombre et n'attendent qu'à s'exprimer et à exploser. Cette cartographie des investissements à moyen et long terme devrait faire l'objet d'un grand débat national et obtenir l'assentiment le plus vaste possible. Cela aiderait à montrer qu'il existe une détermination pour répondre, dans un temps acceptable, aux revendications de nos compatriotes et donnerait des gages de développement de nos infrastructures nationales et régionales aux investisseurs potentiels attirés par un pays proche de l'Europe et de l'Afrique et où la vie redevenue normale offrirait des avantages comparatifs pour le déploiement de leurs activités.

Conclusion

Le pays est attendu par tous ceux qui croient en ses capacités à rebondir. Il a des atouts non encore exploités, et en dépit de ces trois dernières années tourmentées, conserve des partisans dans les instances internationales et les pays amis. Il dispose d'autres réserves humaines, telles que ses différentes communautés établies à l'étranger et qui n'ont été, pendant des décennies, ni associées ni sollicitées.

Lorsque le pays a fait appel, récemment, à ses représentants les plus éminents, ils ont répondu présent.

Nous pouvons élargir l'étendue de ces soutiens, car nous avons besoin de toutes nos forces vives, sans exclusive ni dosage. Nous avons besoin surtout de tenir parole, et d'engager résolument le pays vers les objectifs de notre plan de redressement, ce qui nous permettra de consolider nos partenariats internationaux, dont le soutien est indispensable à notre décollage.■

M.G.

STAR
ASSURANCES تأمينات
عمل علينا
دار السلامة
مع دار السّلامة،
مِتهني على داري مِتْمتّع بنهَارِي
بأقل من 1/2 دينار في النهار*
من اليوم مع دار السلامة متاع تأمينات ستار تهنّى على دارك
بأقل من نص دينار في النهار. تأمينات ستار توفرلك 3 formules
بش تختار منهم إلّي تناسبك.
لمزيد من المعلومات مرحبا بيك في أقرب فرع ستار و إلّا زورونا
على موقع الواب www.star.com.tn
* وفق الشروط المنصوص عليها بالعقد

Par Dhafer Saïdane

&

Elyès Jouini

L'Etat et le financement de l'économie

Le gouvernement souhaite replacer le problème de la restructuration/recapitalisation/privatisation des banques publiques dans un cadre plus large, celui du financement de l'économie et du rôle de l'Etat dans ce financement. A l'approche conjoncturelle, il préfère une approche stratégique. Il nous propose de replacer la nécessité dans le cadre d'une vision. On ne peut qu'applaudir.

La vision présentée s'appuie sur 5 axes:

• la rationalisation de la présence de l'Etat dans le secteur bancaire,
• une CDC forte et bras armé des grands investissements,
• un financement renforcé pour les PME,
• le développement de la microfinance,
• la mise en place d'une structure de gestion actif-passif d'assainissement.

Des mots importants ont été avancés : pragmatisme, rationalité, partenariats public-privé. Ce qui est visé en filigrane, c'est une réforme qui évite les dogmatismes, axée sur le financement global de l'économie en prenant en compte toutes ses composantes et en mobilisant tous les acteurs. La démarche et l'objectif sont plus que louables. Dans ce cadre, les quelques réflexions qui suivent n'ont d'autre ambition que de contribuer à l'élargissement de la vision pour prendre notamment en compte les interactions de l'ensemble des acteurs précités avec d'autres acteurs tels que les marchés financiers, les services, les assurances ainsi que les partenaires et bailleurs de fonds internationaux.

Dans un monde idéal, la CDC fait levier pour financer les grands projets d'infrastructure générateurs d'emplois et de développement, les marchés financiers, et notamment le marché obligataire, financent les grands groupes, les banques financent les PME et des opérateurs de terrain spécialisés financent les microprojets. Dans la réalité et jusqu'à présent, la CDC n'a pas encore pris son essor, les banques se sont concentrées sur les grands groupes, les PME sont orphelines et les agréments demandés par de nombreuses sociétés dans le champ de la microfinance risquent de conduire à l'émergence d'acteurs plus intéressés par les PME et les TPE que par la microfinance proprement dite. En effet, cette dernière nécessite une expérience et un investissement de terrain extrêmement importants, de même qu'elle suppose la prééminence de la mission sociale sur la recherche du rendement.

On peut reprocher aux banques de ne pas orienter leurs gros clients vers le financement obligataire et de ne pas financer les PME. Mais pourquoi le feraient-elles? Dans une gestion rationnelle et efficace de leurs ressources, elles préfèrent les employer dans les créneaux les plus rémunérateurs. Et aujourd'hui, financer les grands groupes est plus rémunérateur que le financement des PME ou, plus précisément, l'arbitrage risque-rendement est plus favorable aux grands groupes. Que peut faire l'Etat? Forcer les banques à financer les PME, diront certains.■■■

The Creative Life

TCL

TCL crée de la valeur pour vous

La technologie de rétro-éclairage LED offre une superbe qualité d'image tout en garantissant une faible consommation ! Les LED illuminent précisément chaque pixel pour des images plus détaillées et contrastées.

المكتروستار
ELECTROSTAR

3 GARANTIE ANS

N° Vert 80 100 500

■■■Ce serait une aberration! Rendre les marchés obligataires plus liquides et mettre en place une courbe des taux pour attirer les grands groupes vers le financement obligataire et laisser naturellement les banques porter leur intérêt sur les PME, diront d'autres. On trouve là un début de démarche de «nudging» consistant à mettre en place l'environnement propice à une évolution des acteurs, de leur propre initiative, au bénéfice de l'intérêt collectif. A ceci près que ces propositions confondent le mal et le symptôme. La liquidité ne se décrète pas, de même que la courbe des taux n'est rien d'autre qu'un ensemble de prix. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de prix qu'il n'y a pas de marché mais parce qu'il n'y a pas de marché qu'il n'y a pas de prix. Et pour faire un marché, il faut qu'il y ait des acteurs ayant besoin d'acheter et vendre et y ont intérêt.

Alors comment sortir de cette impasse? Car c'est bien d'une impasse qu'il s'agit. Une impasse correspond à une situation préoccupante mais nullement désespérée! On peut changer de direction et en sortir.

Ce qu'il faut, c'est revoir l'arbitrage risque-rendement. Et puisque l'Etat ne peut agir sur les rendements, son rôle peut et doit être de diminuer le coût du risque. Il peut le faire

1. En favorisant l'émergence d'acteurs en mesure de proposer des informations financières fiables sur les entreprises et sur les particuliers (car n'oublions pas que 80% des entreprises tunisiennes sont des entreprises unipersonnelles) à même de permettre aux institutions financières d'avoir l'estimation la plus juste possible du niveau de risque et donc de le tarifer de la manière la plus équitable possible,

2. En développant les partenariats public-privé afin de garantir de par son poids institutionnel le bon déroulement des projets et en limiter fortement le risque opérationnel,

3. En garantissant un fonctionnement efficace des marchés et une concurrence constructive et non pas destructrice de valeur et en offrant au secteur financier des possibilités de développement offshore,

4. En mobilisant les bailleurs de fonds internationaux et la coopération bilatérale pour permettre le financement de projets ambitieux et générateurs de croissance.

Mais revenons, plus précisément, sur chacun de ces points.

1. L'information financière

Une information financière fiable est indispensable à une activité de crédit efficace. En effet, le transfert et la gestion des risques sont au cœur de cette activité. La précision dans l'évaluation du risque est du même coup la pierre angulaire d'une affectation efficace des ressources. La mise en place de fournisseurs indépendants de données de crédits (Credit Bureau) permet de construire des mesures de risque fiables car s'appuyant sur l'ensemble des données disponibles sur la place (chez les opérateurs bancaires mais également les sociétés de leasing, les sociétés de factoring, les opérateurs de téléphonie, les distributeurs d'eau et d'énergie…) et non pas simplement celle de tel ou tel opérateur et le tout à un coût agrégé plus faible car mutualisé.

Ces données permettraient alors, au niveau de chaque opérateur, d'abaisser le coût du crédit par une allocation optimale des fonds propres et, au niveau macroéconomique, une réduction des créances douteuses. A chaque fois qu'un Credit Bureau est mis en place dans un pays, ces dernières baissent de manière quasi-continue sur les 5 à 10 premières années. Selon une étude récente, la mise en place d'un Credit Bureau en Tunisie pourrait contribuer, au niveau agrégé des 10 premières banques du pays, à une réduction du coût du risque de 2.5 milliards de dinars sur cinq ans soit, en moyenne, 50 millions de dinars par banque et par an ! Cette réduction du coût du risque s'accompagnerait d'un accès plus aisé au financement notamment pour les nouveaux entrepreneurs. Un Credit Bureau permettrait également un développement serein de la microfinance et donc une réduction de l'exclusion financière, en particulier pour les populations à revenu réduit ou irrégulier.

Et afin que les choses soient faites et dites en toute transparence, l'un des auteurs soutient un projet de cette nature. Il s'y est engagé parce qu'il croit que c'est un projet socialement utile et économiquement efficace et que ces deux conditions ne sont pas si souvent réunies.

2. Les partenariats public-privé (PPP)

Les PPP permettent d'allouer les risques à la partie qui est la plus en mesure de les gérer et de mettre à profit l'expertise des opérateurs privés en matière de gestion. Ils permettent aux pouvoirs publics de financer davantage de projets d'infrastructure que ne le permettent les dépenses d'investissement publiques classiques en augmentant la participation du secteur privé à un moment où les contraintes budgétaires sont fortes. Réciproquement, outre les garanties directes apportées contractuellement par l'Etat, la participation même de l'Etat dans ces opérations constitue une garantie additionnelle indirecte, garantie du soutien institutionnel indispensable pour les projets d'envergure. L'ensemble de ces garanties entraîne une réduction importante des risques.

3. Le fonctionnement des marchés

Garantir un fonctionnement efficace des marchés passe notamment par un désinvestissement de l'Etat du secteur bancaire. Désinvestissement dans un double sens : diminution de la participation financière publique et surtout diminution du poids de l'Etat dans la gouvernance. Si la première doit se faire en prenant le temps qui s'impose afin de ne pas brader les participations de l'Etat, la ■■■

la solution pour financer les projets des entrepreneurs et des professionnels

BT LEASING

www.bt.com.tn

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

■■■réforme de la gouvernance est urgente afin que les banques publiques ne soient plus utilisées pour couvrir tous les mauvais risques, à commencer par ceux inhérents aux entreprises publiques ou ceux dont personne ne veut, ou pire encore pour couvrir les turpitudes des gouvernants. Réformer la gouvernance, c'est nommer des DG pour un mandat précis, c'est avoir des administrateurs forts et indépendants, c'est s'attaquer directement aux problèmes des entreprises publiques déficitaires et non plus transférer d'autorité ces problèmes au secteur bancaire.

Sans ces réformes essentielles, le secteur bancaire connaîtra le même sort que celui des assurances. En 2000, une compagnie concentrait, à elle seule, l'essentiel des pertes du secteur. On l'a débarrassée de son lourd passif et relookée sans pour autant s'attaquer à la source du mal. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la même compagnie est aujourd'hui de nouveau déficitaire. On a bouché le trou mais on a laissé se creuser un plus grand encore.

Sur un autre plan, l'Etat peut promouvoir le développement du secteur financier et– in fine – ses capacités de financement, en lui offrant des opportunités de développement offshore. En effet, l'inflation non maîtrisée des exigences réglementaires en Europe a fait grimper les coûts de fonctionnement des sociétés de gestion de portefeuille, des sociétés de conseil financier et même des banques. L'uniformisation de l'offre commerciale a également eu pour conséquence de faire fuir les clients privés ou institutionnels vers des pays où l'innovation financière est encore permise.

La Tunisie a été la première, par le vote de la Loi n° 2009-64 du 12 août 2009, portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résident, à créer les conditions permettant de saisir cette opportunité. Le projet Tunis Finance City avait pour objet d'attirer sur le territoire national, par exemple, des sociétés de gestion offshore permettant ainsi aussi bien aux grands groupes bancaires internationaux qu'à des sociétés plus modestes de maîtriser leurs coûts et pour le pays de créer des emplois à forte valeur ajoutée et avec un important transfert d'expertise.

Cinq ans après, les décrets d'application se font encore attendre alors que Casablanca Finance City est désormais une réalité et que, par exemple, le Luxembourg pourrait perdre jusqu'à 5% de son encours financier global et plus de 2 000 emplois au profit de places émergentes.

La publication des décrets ne peut plus attendre et c'est par ce type d'action que l'Etat peut fortement contribuer au développement de l'activité financière. Il faut cependant faire attention, pour la partie offshore, à ne pas reproduire les erreurs des pays européens, leurs lourdeurs réglementaires et administratives ; car la Tunisie ne peut pas se le permettre.

4. Mobiliser les financements extérieurs

En mobilisant des ressources extérieures à grande échelle, l'Etat peut permettre aux acteurs financiers publics ou privés de s'investir sur des projets dont le risque est faible mais dont la taille est telle qu'ils seraient inaccessibles aux opérateurs bancaires nationaux s'ils devaient les financer en totalité. Ces projets eux-mêmes peuvent engendrer, à leur périphérie, un écosystème de projets de moindre envergure dont les débouchés seraient garantis, dont le risque serait faible et qui, eux, seraient accessibles à un financement 100% local. La mobilisation de telles ressources extérieures ne peut se faire que dans un cadre multilatéral impliquant l'ensemble des partenaires et bailleurs de fonds internationaux.

Nous avions appelé, en 2011, à un Plan Marshall et quel que soit le nom qu'on lui donne et même si le contexte historique, politique et économique n'a rien à voir avec celui prévalant en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce à quoi nous appelions c'était un plan d'envergure, ambitieux et concerté. Le Premier ministre a entamé une tournée internationale et les échos sont prometteurs mais la simple somme de ce qui peut être obtenu dans le cadre de la coopération bilatérale restera toujours symbolique par rapport aux besoins et aux enjeux. Il est indispensable de faire levier sur cette tournée pour mobiliser nos partenaires à nos côtés, dans la durée et à grande échelle.

Le gouvernement de BCE avait la compétence et le pouvoir (puisqu'il légiférait par décret) mais n'avait pas la légitimité pour engager le pays. Il a été aussi loin qu'il le pouvait : obtenir des soutiens de principe avec toute l'ampleur nécessaire mais restait à les faire confirmer sur des bases concrètes et avec la légitimité que ce genre d'opérations exigent. Les gouvernements de la Troïka avaient le pouvoir via la majorité à l'Assemblée et la légitimité des urnes mais n'avaient définitivement ni les compétences ni la vision.

Le gouvernement de Mehdi Jomaa a la légitimité du consensus et a toutes les compétences nécessaires. Mais c'est l'ANC, en dernier ressort, qui détient le pouvoir de décision. Le gouvernement a cependant le pouvoir, et l'on ajouterait volontiers le devoir, de construire un tel projet global, inclusif, ambitieux et de long terme. Un projet qui puisse répondre aux revendications de la révolution de la dignité : des emplois, plus de justice sociale et une réduction des inégalités régionales. Bien sûr, les résultats mettront du temps avant de se concrétiser à grande échelle mais c'est, nous semble-t-il, la seule issue, la seule trajectoire porteuse d'espoir. Une trajectoire consistant, tout simplement, à investir pour notre avenir. Le gouvernement a la possibilité de construire une telle feuille de route économique, de l'expliquer au pays et de la soumettre enfin à l'ANC. Celle-ci devra alors assumer ses responsabilités devant la Nation dont elle tient sa légitimité ! ■

E.J. & D.S.

الكرامة القابضة
AL KARAMA HOLDING

République Tunisienne
Ministère des Finances

Cession de la totalité des actions de la société Ennakl Véhicules Industriels

Avis d'appel à manifestation d'intérêt

Objet de l'appel à Manifestation d'intérêt

Suite à la déclaration de l'Appel d'Offres infructueux pour insuffisance de prix en date du 22 Novembre 2013, l'Etat Tunisien, à travers la société Al Karama Holding, (le «**Cédant**»), a décidé de relancer, sur Appel d'Offres National avec un prix minimum de transaction, la cession de sa participation directe et indirecte dans Ennakl Véhicules Industriels (la «**Société**» ou « **EVI** »). Cette cession se fera en une seule phase portant sur la vente de 100,0% des participations directes et indirectes de Al Karama Holding dans le capital de la Société représentant 99,98% du capital (le «**Bloc d'Actions »)**.

A ces fins, Attijari Finances Tunisie (La «**Banque Conseil**») a été retenue comme Conseiller Exclusif de Al Karama Holding pour la réalisation de l'ensemble de l'opération de cession (l' « **Opération** »).

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objectif d'informer les investisseurs de cette Opération et de permettre à ceux intéressés d'obtenir le dossier de pré qualification.

Considérations Clés

Créée en 2005, EVI est le concessionnaire de véhicules industriels et engins des marques Renault Trucks et TCM en Tunisie. En 2013, la Société a vendu 261 unités et se place en leader du marché de véhicules industriels au-delà de 16 tonnes de Poids Total Autorisé en Charge avec 22,7% de part de marché*.

Processus de cession du Bloc d'Actions

Dans le cadre de l'Opération, Al Karama Holding a décidé de procéder à une présélection des candidats. En tant que partenaire de référence, Volvo Group, est associé par le Cédant au processus de pré-qualification des investisseurs.

Retrait du dossier de Pré-qualification

Les investisseurs intéressés sont invités à retirer, à partir du 25 avril 2014 à 14h00 au siège de Attijari Finances Tunisie, sis Rue du Lac d'Annecy Immeuble Al Baraka Bloc B - Les Berges du Lac, Tunis, un dossier de pré qualification, qui définit le processus et les critères de pré qualification.

Le retrait est conditionné par la signature d'un engagement de confidentialité et le versement d'un chèque de deux mille dinars tunisiens (2 000 DT) libellé au profit de la société Al Karama Holding.

Processus de Pré-Qualification

Les investisseurs désirant se pré-qualifier pour participer à l'appel d'offres sont invités à manifester leur intérêt seuls ou en formant un consortium conformément aux modalités et aux délais prévus dans le Dossier de pré-qualification.

L'Investisseur devra être impérativement soit (i) une personne physique ou morale de nationalité tunisienne au sens de la réglementation en vigueur ou un groupe de sociétés, au sens du Code des Sociétés Commerciales tunisien, dont la société mère est de nationalité tunisienne ; soit (ii) un consortium (le «**Consortium**»), dirigé par un Investisseur Chef de File (le «**Chef de File**»), dont tous les membres sont de nationalité tunisienne.

Sont exclus de l'Opération, toute autre marque concurrente à celle de Volvo Group, qu'elle soit importée et/ou distribuée en Tunisie - ou susceptible de l'être – pour toute gamme de véhicules au-delà de 5 tonnes de Poids Total Autorisé en Charge.

Ne sont pas exclus les distributeurs d'engins, de matériel BTP et de machines agricoles opérant en Tunisie.

Al Karama Holding se réserve le droit, à tout moment du processus, de ne pas retenir un ou plusieurs Investisseurs à participer au processus de l'Opération, en cas de non respect par le/les Investisseur (s) intéressé (s) de la règlementation en vigueur ou des règles d'ordre public.

Travaux de Due Diligence

Les candidats pré-qualifiés seront notifiés au plus tard le 19 mai 2014 et auront à leur disposition un dossier d'appel d'offres, composé (i) du règlement de l'appel d'offres, (ii) d'un mémorandum d'information, et (iii) d'un projet de contrat de cession. Les candidats pré-qualifiés auront la possibilité d'effectuer des travaux d'audits dans le cadre d'une data room qui sera ouverte selon un calendrier et des modalités qui seront définies dans le dossier d'appel d'offres.

La finalisation de la cession est prévue pour Juin 2014.

Prix minimum de la transaction

Suite à l'ouverture des plis le 22 Novembre 2013 et à la déclaration de l'Appel d'Offres infructueux pour insuffisance de prix, Al Karama Holding a décidé de relancer l'Opération avec un prix minimum de transaction fixé à quarante trois millions de dinars (43.000.000 DT).

Les candidats intéressés peuvent prendre contact avec Attijari Finances Tunisie pour toute demande d'informations sur cette opération

Immeuble El Baraka, Bloc B, Rue du Lac d'Annecy – Les Berges du Lac, Tunis

Hédi BEN NACEUR
Téléphone : +216 31 34 13 02
E-mail : h.bennaceur@attijari.tn

Hani LAMOURI
Téléphone : +216 31 34 13 05
E-mail : h.lamouri@attijari.tn

**Source : Agence Technique des Transports Terrestres*

Par Rim Mouelhi

Rim Mouelhi est docteur en économie et professeur à l'université. Ses principaux centres d'intérêt sont la productivité et l'emploi. Elle est Senior Fellow au NABES Lab.

&

Sonia Naccache

Sonia Naccache est docteur ès-science économique, universitaire. Elle s'intéresse à l'économie politique des politiques publiques, à l'économie internationale et au marché du travail. Elle est Senior Fellow au NABES Lab.

L'emploi et la croissance

Une dynamique conjoncturelle insoutenable

Le choc de la révolution a pesé lourdement sur l'emploi : 137 000 postes perdus en 2011 ! La dynamique de reprise partielle observée depuis le deuxième trimestre de 2011 a été contrastée entre les secteurs vulnérables aux contextes sécuritaire et social, ceux gérant la crise par l'emploi informel et ceux qui y ont résisté en s'accrochant à la demande étrangère. Quant aux emplois massifs dans l'administration, ils obéissaient plutôt à des contraintes sociopolitiques. La croissance observée provenait de l'augmentation de la demande de consommation plutôt que de celle des investissements ou des exportations, avec comme conséquence une aggravation des déséquilibres extérieurs et intérieurs. Dicté par les contingences du court terme, ce schéma a tenté de répondre à la montée des tensions sociales et d'éviter l'effondrement de l'économie. La Tunisie a, cependant, besoin de s'engager progressivement dans un autre schéma de développement assurant une croissance plus rapide, des emplois qualifiés et des gains de productivité soutenus. Pour porter de telles mutations, l'investissement doit reprendre dans les secteurs les plus productifs et les plus susceptibles de porter de tels changements.

Il est alors important que nous analysions, dans une première étape, la dynamique actuelle de l'emploi en relation avec la croissance en vue de relever son caractère conjoncturel, non soutenable et inadapté aux défis de l'économie tunisienne et de repérer les pistes porteuses de changements. Dans une seconde étape, nous présenterons quelques orientations de politiques économiques en faveur de ces mutations.

Notre analyse montre que la poursuite de la dynamique observée installe l'économie dans une trajectoire de croissance quantitativement insuffisante et qualitativement inadaptée aux défis socio-économiques du pays. En effet, la productivité du travail au niveau global a augmenté, en 2012, au rythme trop modeste de 1,18% par rapport à la croissance économique de 3,6%, ce qui indique une croissance tirée par l'emploi et non par l'accumulation du capital, l'innovation ou le progrès technique. Cette tendance s'est aggravée en 2013 avec la stagnation de la productivité du travail (+0,14%). En outre, la part des emplois créés dans l'administration a dépassé celle des secteurs manufacturiers. Les emplois créés dans l'industrie manufacturière en 2012 ont été, pour une grande partie, le résultat non de l'expansion de l'activité mais de la normalisation progressive des activités les plus touchées par le choc de la révolution. La conjoncture de transition politique actuelle n'est certes pas propice aux débats sereins et approfondis sur les choix de développement, mais il n'en demeure pas moins que si l'investissement et les exportations ne prennent pas le relais, la consommation ne pourra plus soutenir la croissance. A ce propos, notre analyse permettra d'identifier les zones d'ombre et d'éclaircie dans la dynamique actuelle de l'emploi et de la croissance qui incitent à agir afin d'orienter les investissements en direction des pistes porteuses.

Une dynamique non soutenable

La croissance, en 2012, a été davantage le fait des services administratifs (6 ,4%) que des secteurs manufacturiers (3,3%). Les ■■■

Breeze Residence

Have Only Positive Expectations

La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD, Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (prés de l'ambassade de Canada)
Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

www.stke-emar.com

■■■créations totales d'emplois ont été relativement importantes (91 800) mais insuffisantes pour rattraper les pertes d'emplois en 2011. En outre, avec 25,5% des emplois de 2012 créés dans les services administratifs ou encore 38,2% dans ces mêmes secteurs au premier semestre 2013, il est difficile de soutenir une telle tendance plus longtemps. Les industries manufacturières n'ont créé que 21,7% des emplois nouveaux en 2012 et 29,5% en 2013. Cinq dynamiques de l'emploi et de la croissance apparaissent depuis 2011.

Des secteurs effondrés qui récupèrent

L'évolution de l'emploi qui apparaît en 2012 dans les secteurs sinistrés du tourisme, des mines et des industries chimiques reflète une récupération partielle d'emplois perdus et des créations d'emplois motivées par les pressions sociales sur les activités minières, le tout accompagné d'une dégradation de la productivité du travail. Mis à part le tourisme qui a connu une certaine reprise en 2013 et des créations d'emplois, les secteurs des mines et de la chimie n'ont pas pu poursuivre l'élan de 2012 et ont atteint la limite de leur potentiel de créations d'emplois. Les perspectives du secteur touristique demeurent cependant fragiles en raison de la conjoncture sécuritaire encore incertaine.

L'administration, ultime refuge

L'administration a joué le rôle de refuge particulièrement pour les diplômés du supérieur et les bénéficiaires de l'amnistie générale avec, comme conséquence, un effet considérable et non soutenable sur le budget de l'État. Désormais, les emplois à créer dans l'administration devraient cibler les services collectifs et les collectivités locales et territoriales dont les besoins en compétences particulières sont encore cruciaux (santé, éducation, recherche…) et où ces emplois pourront grandement élever la qualité du service public aux citoyens et aux entreprises.

Certains services piétinent

Les services financiers et ceux des télécommunications, qui sont les plus productifs de l'économie, ont vu leur niveau d'emploi certes augmenter mais en dessous de leur potentiel productif en raison notamment de l'étroitesse du marché intérieur.

Les secteurs à dominante informelle : le palliatif en temps de crise

Les secteurs à dominante informelle parmi lesquels les bâtiments et travaux publics, les réparations et le commerce affichent un bilan nul de créations nettes d'emploi sur les années 2011-2012. Ceci pourrait refléter une mobilité de la main-d'œuvre informelle à l'intérieur de ces secteurs qui aurait ainsi permis la flexibilité de l'emploi sans contribuer à en créer. Il est important que ces unités informelles soient incitées à intégrer le secteur structuré afin de prétendre aux financements qui leur permettront de croître, créer des emplois nets, contribuer à la fiscalité et la protection sociale et cesser de menacer le climat des affaires avec la concurrence déloyale qu'elles constituent.

Les secteurs exportateurs montrent la voie

Les industries mécaniques et électriques et celles de l'agroalimentaire ont relativement échappé à la sinistrose de 2011. Grâce, respectivement, à un contexte européen favorable et une demande libyenne soutenue, ces secteurs ont continué à créer de l'emploi en 2012. Les industries mécaniques et électriques ont même réussi, en 2012, à dépasser leurs créations d'emplois de l'année précédente et faire encore mieux en 2013 avec des créations d'emplois encore plus nombreuses. Il semble que ce secteur ait thésaurisé de la main-d'œuvre pendant la crise en raison de l'importance des apprentissages acquis en entreprise, du coût élevé de la rotation de la main-d'œuvre et des perspectives encourageantes de la demande extérieure, lesquelles ont fini par se confirmer. Il n'en fut pas de même pour les industries agroalimentaires dont la performance a pâti en 2013 de la mauvaise conjoncture agricole.

En revanche, les textiles, habillement et cuir, secteur d'exportation historique, sont devenus moins compétitifs et ont poursuivi leur déclin enclenché depuis 2009. Malgré ses performances passées, ce secteur subit les conséquences de son positionnement statique dans les produits de bas de gamme, intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée et peu productive. La montée en gamme de ce secteur demeure entravée par la prédominance des entreprises de sous-traitance et dont 85% emploient moins de 6 salariés (en 2012) et ne peuvent de ce fait pas mobiliser les ressources humaines, logistiques et financières requises pour s'agrandir et innover.

En définitive, l'accrochage des secteurs exportateurs à la demande mondiale ainsi que la dépréciation du dinar leur ont certes permis de résister à la crise et de créer des emplois nets mais ces derniers demeurent, dans une certaine mesure, vulnérables à la demande extérieure. Afin d'éviter aux fleurons de l'industrie d'exportation une perte de compétitivité désastreuse pour le pays, comme celle observée dans les textiles, il est recommandé de les inciter à entamer rapidement leur montée en gamme et leur assurer les qualifications requises de la main-d'œuvre ainsi qu'une diversification des marchés.

Des atouts à valoriser

La dynamique qui apparaît à travers notre analyse montre que la relance par la consommation a généré un emploi peu productif, essentiellement administratif, informel et de récupération de postes perdus et que les secteurs les plus productifs ont généré des emplois en nombre limité par la contrainte du marché intérieur ou extérieur. La gestion macroéconomique de court terme, visant à éviter l'effondrement de l'économie après la révolution et assurer le passage du cap ■■■

■■■ de la transition politique, a atteint ses limites. Continuer dans cette voie n'est plus possible en raison de l'aggravation des équilibres intérieurs et extérieurs et de l'érosion de la productivité des secteurs exportateurs.

Plus fondamentalement, notre économie semble s'installer dans un palier de croissance de moins de 4% porté par les secteurs les moins productifs et enclenché depuis la crise mondiale de 2009. La relance temporaire par la consommation est donc épuisée et la dynamisation de l'investissement et des exportations demeure la voie la plus soutenable vers un palier de croissance plus élevé et des emplois de qualité. Nous jugeons que pour répondre à ces défis, les investissements pourraient être encouragés opportunément en direction des atouts de notre économie que sont les fleurons de l'exportation, les entreprises de grande taille et les activités à potentiel productif.

• Les fleurons de l'exportation que sont les industries mécaniques, électriques et agroalimentaires subissent une érosion de leur compétitivité que la dépréciation du dinar ne saurait cacher. Un changement stratégique est opportun dans le sens de l'élargissement du segment produit en Tunisie pour les premières, la montée en gamme pour les secondes et la diversification des marchés pour toutes.

• Les entreprises de grande taille sont celles qui participent le plus à la création d'emplois et qui peuvent financer elles-mêmes la formation de la main-d'œuvre et les projets d'innovation dès lors que les perspectives de marché sont favorables.

Il est alors important d'aider les entreprises à grandir en identifiant les contraintes à l'augmentation de leur taille et en apportant les réponses appropriées en matière de financement, de flexibilité-sécurité de l'emploi, etc. Si le comportement de prédation a empêché l'agrandissement de la taille des entreprises dans le passé, il est important que cela ne soit pas remplacé désormais par les lourdeurs bureaucratiques et la recrudescence de la corruption largement reportées dans les rapports internationaux récents.

• Les secteurs à fort potentiel productif tels que les services financiers et les télécoms méritent une attention particulière dans le sens de l'élargissement des marchés et de la concurrence. La réallocation des ressources vers ces secteurs donnerait lieu à une augmentation de la productivité et du rythme de croissance au niveau de toute l'économie ainsi que des opportunités d'emploi pour la masse de chômeurs diplômés.■

R.M. & SN.

En Kiosque

HORS SÉRIE

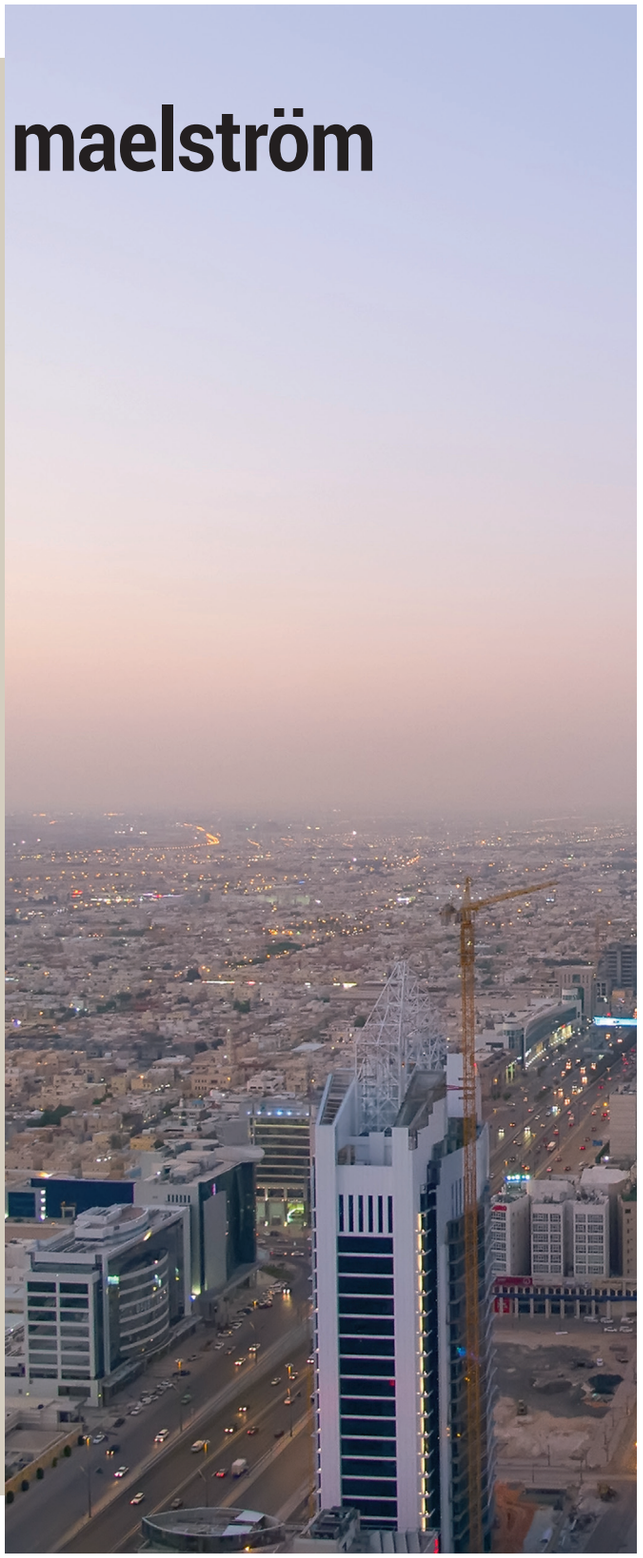
Leaders

Leaders hors série • Mai 2014 • 5 DT • www.leaders.com.tn

Washington
Quel soutien à la Tunisie?

MB Design mbdesign-tn.com

L'Arabie saoudite dans le maelström du «Printemps arabe»



Que se passe-t-il en Arabie saoudite ? Le royaume saoudien est-il stable dans un monde arabe en ébullition ? Pourquoi l'Arabie déclare-t-elle la guerre aux 'Frères musulmans' ? Pourquoi en veut-elle au Qatar ? Pourquoi soutient-elle le régime militaire au pouvoir en Egypte et veut-elle renverser celui de Bachar Al-Assad ? Pourquoi pense-t-elle que le principal danger vient de l'Iran, la *«tête du serpent»* ? Y aura-t-il un 'printemps' saoudien ? Quel avenir pour la dynastie des Al Saoud ? Quel impact sur la région en cas de crise existentielle profonde ?...

Par Habib Trabelsi

Voilà quelques questions qui méritent, sinon réponses, du moins réflexion. *Leaders*, qui a déjà donné quelques éléments de réponse, se propose de continuer sur la même lancée. Voici pour l'instant quelques repères qui seront développés ultérieurement.

D'abord, un 'tournant'

Avant les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, dont le commanditaire (Oussama Ben Laden) et les principaux acteurs sont saoudiens, l'Arabie saoudite était considérée comme l'un des pays les moins *«transparents»* au monde, parce que des plus répressifs en matière de liberté d'expression: les médias y étaient toujours soumis à une censure extrêmement

rigoureuse, doublée d'une forte autocensure. Toute contestation du pouvoir, qui puise sa légitimité dans l'application stricte de la charia (loi islamique), y était interdite. Les attentats ont provoqué un tournant significatif, marqué par des «ouvertures» forcées. Le gouvernement, bousculé par ces mêmes attentats, a dû céder un peu de terrain à la liberté de la presse. Depuis, l'Arabie saoudite, puissance pétrolière mondiale et acteur prépondérant sur l'échiquier moyen-oriental, suscite un intérêt grandissant.

Le coup d'envoi de cette transparence, somme toute relative, a été donné par le roi Abdallah dans un discours 'historique' le 15 mars 2008. *«La liberté réside dans la critique constructive et pondérée. La liberté responsable est un droit pour toutes les âmes pures et jalouses des acquis de cette nation»*, avait alors martelé le souverain saoudien. Depuis aussi, l'Arabie n'est plus *«le royaume du silence»*. Toutes les carences du système, toutes les tares de la société et toutes les formes d'abus sont étalées au grand jour. Les journalistes ne devaient toutefois pas franchir des *«lignes rouges»* imposées par le pouvoir et par les milieux religieux ultraconservateurs dominants dans le pays ...un exercice ô combien périlleux! ■■■

La 'révolution Internet'

Puis ce fut l'autorisation à la population d'accéder à internet plusieurs années après l'établissement en 1994 de la première connexion au réseau mondial en Arabie saoudite, devenue aujourd'hui l'un des pays les plus connectés de la région avec environ 5 millions d'usagers de Twitter (dont 45% de femmes) et 6 millions d'utilisateurs de Facebook. Des chiffres qui en disent long sur les transformations de la société saoudienne. A titre de comparaison, le nombre d'utilisateurs de Twitter en France s'élèverait à 2,6 millions.

Des Saoudiens recourent de plus en plus aux réseaux sociaux pour réclamer notamment des conditions de vie meilleures. Fin mars, Abdelaziz Mohamed Dosari a inauguré ce qui s'appelle désormais l'*«Intifadha sur YouTube»*, en invectivant le roi Abdallah en personne: *«Nous en avons marre ! Donnez-nous notre argent ! Nous ne voulons pas mendier. Vous et vos enfants jouez avec cet argent»*, lança-t-il, à visage découvert et en exhibant sa carte d'identité. Et *«la révolution des cartes d'identité»* enflamma YouTube, les clips vidéo se multiplièrent et les arrestations de *«net-citoyens»* et *«net-citoyennes»* aussi.

Crises profondes et existentielles

L'Arabie saoudite traverse actuellement une des plus graves crises depuis sa création, due à une inquiétude existentielle. Première productrice mondiale d'hydrocarbures, première importatrice d'armes au niveau mondial, puissance régionale tributaire de ses liens avec les États-Unis, la monarchie wahhabite voit ses relations avec Washington s'effilocher dans la tourmente déclenchée en Afrique du Nord et dans le Moyen-Orient par le «Printemps arabe». L'équation a commencé à changer de visage le jour où, profitant de la vague de changement initié par ce «Printemps», le mouvement des «Frères musulmans» a su cueillir les fruits de cette aubaine pour accéder au pouvoir, en Tunisie d'abord, puis en Egypte surtout par les urnes, et menace d'y parvenir par les armes en Syrie et par le chaos en Libye et au Yémen.

Voilà pourquoi, voyant la déferlante fériste menacer de rejaillir sur les pays du Golfe, dont elle est le chef de file, l'Arabie s'est lancée dans une croisade contre le Qatar, accusé d'être le havre et le suppôt des «Frères» qui menacent de mettre en cause son leadership de l'islam sunnite et seule force capable de défier son gouvernement théocratique.Cette menace est d'autant plus inquiétante que la dynastie saoudienne commence à douter de son protecteur américain qui commence à *«prendre langue»* avec l'Iran, *«la tête du serpent»*, selon le roi Abdallah, contre lequel Riyad mène une guerre par procuration…en Syrie pour renverser le régime de Bachar Al-Assad, le principal allié de Téhéran dans la région, qui n'en démord pas.

Quel avenir pour l'Arabie saoudite ?

Beaucoup d'analystes pensent que l'Arabie, autrement dit le Golfe, ne peut pas rester à l'abri des bouleversements que connaît le monde arabe, en arguant de la guerre de succession entre les petits-fils du fondateur du royaume, et dont les favoris semblent être le prince Meteeb, le fils du roi Abdallah, soutenu par son puissant chef de cabinet et bras droit Khaled Al-Twaijri, et le prince Mohammad Ibn Nayef, le ministre de l'Intérieur et le préféré des Américains. L'opposant chiite en exil aux Etats-Unis, Ali Al Ahmed, le directeur de 'Institute for Gulf Affairs' (Washington), estime que *«la fin du régime saoudien est proche»*.

L'opposant sunnite exilé à Londres, Saad Al Faqih, table lui sur un «Printemps saoudien», maintenant que les Saoudiens ont brisé le mur de la peur. L'exilé de Londres a contribué durant plusieurs années à la lente désintégration de *«la culture de la peur»* du *«tuteur légal»* (Wali al-Amr), en appelant via Internet les Saoudiens à occuper le pavé pour protester contre la détérioration de leurs conditions de vie, la montée du chômage, la hausse de l'inflation, la propagation de la corruption et la dilapidation des deniers publics… Bref, les mêmes ingrédients qui avaient poussé les Tunisiens à faire *«dégager»* leur ex-président Zine El-Abidine Ben Ali, aujourd'hui exilé en Arabie.■

H.T.

■ **L'homme fort, Khaled Al-Twaijri**

■ **Saad Al Faqih, l'exilé de Londres**

PACK PLATINE

NOUVEAUTÉS

- Un univers de prestige et un traitement personnalisé.
- Quatre types de Packs disponibles selon votre besoin : en Dinars, en Dinars Convertibles, en Devises et Comptes INR (Intérieurs Non Résidents).
- Des dépôts rémunérés à partir d'un certain seuil pour les comptes en Dinars.
- Une carte bancaire "PLATINUM" avec des prestations d'assistance et d'assurance en Tunisie et à l'Etranger et des plafonds confortables.
- La gestion de vos comptes bancaires à distance.
- Des tarifs préférentiels et des gratuités sur diverses opérations bancaires.

SOCIETE GENERALE
UIB
الإتحاد الدولي للبنوك
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

BIATNET MOBILE

l’agence portable

Avec BIATNET mobile, pilotez vos comptes à distance où que vous soyez, quand vous voulez, à partir de votre tablette ou smartphone, en toute sécurité.

L’application BIATNET est téléchargeable sur les plateformes App Store, Google Play Store et Windows Phone Store

Gagnons l'avenir, ensemble
www.biat.com.tn

BIAT

STRAT&GO Tél. : 71 960 205

OFFRE PROMOTIONNELLE*

A partir du 15 Mars 2014

Pour tout achat d'un KORANDO 4x4, nous vous offrons

- Kit tuning
- 10 000 KM de carburant
- Entretien complet 10 000 KM
- Entretien complet 20 000 KM

GARANTIE 2 ANS

SAV

Made in South Korea

* Offre valable dans les limites du stock disponible

Showroom Sousse : Route de ceinture, 4022 Z.I Akouda - Sousse - Tél : (+216) 73 343 333 / Fax : (+216) 73 343 233
Showroom Tunis : Tunis GP1 km 7, 2033 Megrine - Tél : (+216) 71 425 355 / Fax : (+216) 71 425 253
Showroom Sfax : Boulevard de l'environnement, Route de Gabès km 2,5 - Tél : (+216) 74 246 550 / Fax : (+216) 74 246 505

www.ssangyong-tunisie.com
e-mail : ssangyong.commercial@sotudis.com.tn

SsangYong est une marque du groupe Mahindra & Mahindra.

SOTUDIS
Chemin de réussite

La charge harassante du patriotisme

De toutes les passions humaines, celle vouée à la patrie est certainement la plus dévorante et la plus chargée de servitude et d'exigence. De nos jours, le patriotisme de beaucoup n'est qu'un patriotisme «circonstanciel» à éclipse qui ne s'exprime qu'à l'occasion d'un match de football, de manifestations sportives majeures comme les Jeux Olympiques ou pour «accompagner» des évènements politiques exceptionnels.

Il ne se traduit pas par une posture de tous les instants, ne commande pas l'itinéraire social, politique et professionnel et ne transcende en rien l'action individuelle au service du collectif. Mais pour une minorité, le patriotisme va très au-delà de l'évènementiel et du communautaire. Pour elle, le patriotisme est d'abord *«une entrée en religion»*, un sacerdoce, un mode de vie et de pensée et un engagement supplantant tous les autres engagements. Tout est vécu, rêvé, décidé et acté en fonction de ce que l'on croit être conforme à l'intérêt supérieur du pays et tout lui est sacrifié : son temps, sa santé, sa carrière, son confort matériel, ses devoirs familiaux, le repos de son âme et s'il le faut la *«considération»* de ses propres concitoyens. En cela, le patriotisme ne constitue pas une passion solidaire comme l'affirme Bakounine mais bien une passion solitaire. Il n'est pas non plus *«la plus sotte des passions et la passion des sots»* à moins de considérer la multitude comme forcément intelligente et la singularité comme obligatoirement débile.

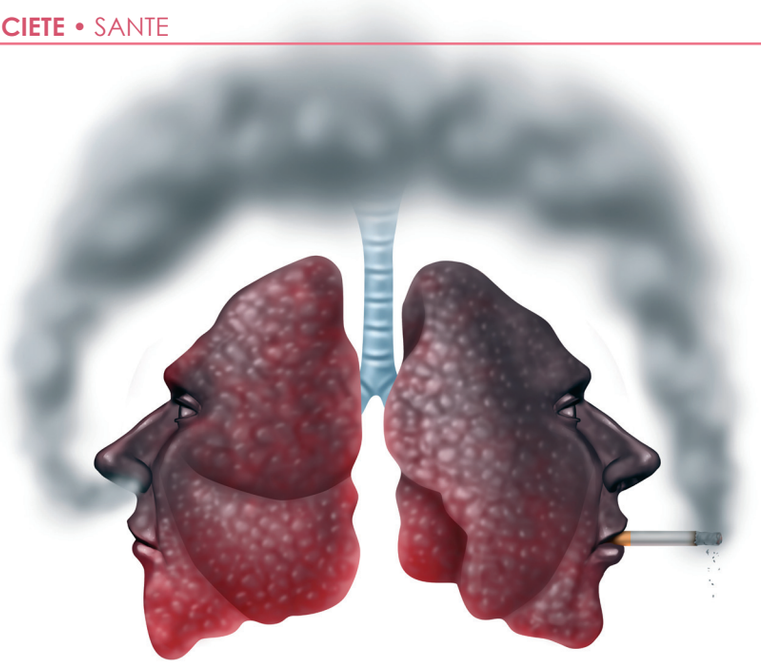
Par Habib Touhami

Les dictionnaires définissent le patriotisme (du latin pinder, parrain) comme *«un sentiment d'appartenance à un pays, la patrie, qui renforce l'alliance selon des valeurs communes»*. Mais la question est : quelles sont ces valeurs et dans quelle mesure peuvent-elles être communes? S'agit-il de valeurs *«réelles»* ou de valeurs *«sublimées»*? Et puisqu'il est question d'alliance, un terme qui évoque, peu ou prou, *«l'arche d'alliance»*, la question est aussi de savoir si cette alliance est du type *«social»*, séculier par définition, ou du type *«divin»*, régulier par nature? Dans ces conditions, le *«défaitisme»* de l'immense majorité des Français en 1940 et de ses élites tout particulièrement doit-il être interprété comme un partage de certaines valeurs communes, auquel cas la prétention du Général à incarner les vraies valeurs de la France n'a guère de sens, ou faut-il, au contraire, souscrire à l'infaillibilité d'un seul ou d'une toute petite minorité face à l'aveuglement de presque tous?

Le problème est que l'intransigeance qu'insuffle le patriotisme peut conduire à l'isolement et à la marginalisation, mais aussi au mépris de ses propres concitoyens, au motif qu'ils ne se montrent pas à la hauteur de l'idéal élevé qu'est le patriotisme. Le Général de Gaulle traitait les Français de *«veaux»*, ce qui ne l'a toutefois pas empêché de se soumettre loyalement à leur verdict électoral tout en gardant jalousement intacte *«une certaine idée de la France»*. Bourguiba, aimant sa Tunisie au-delà de toute exégèse et de toute polémique, n'hésita pas moins à parler de *«poussière d'individus»* tout en faisant continuellement fi de l'avis de ses propres concitoyens, en pratiquant un *«périalisme»* qui a fait le lit de la dictature. Dans un cas comme dans l'autre, le patriotisme a conduit à se couper, charnellement et politiquement, de ceux avec qui on est censé partager des *«valeurs communes»*.

Depuis au moins deux siècles et l'apparition des Etats-nations, le patriotisme a alimenté la guerre avec ce cynisme insupportable propre aux classes dirigeantes qui consiste à donner en pâture, sans mauvaise conscience, la vie du plus grand nombre et des plus humbles. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays défaits, l'Allemagne et le Japon, n'ont pas eu d'autre choix que de canaliser leur patriotisme d'antan en faveur de l'excellence économique, industrielle et technologique. Ce qu'on peut espérer est que la même *«transmutation»* puisse se réaliser dans notre pays faisant passer l'action déterminante du patriotisme du recouvrement de l'Indépendance vers la réalisation d'un projet et, pourquoi ne pas le dire, vers une ambition nationale enivrante et mobilisatrice.■

H.T



Tabagisme

Un milliard de morts au XXIème siècle?

Robert Proctor est un historien des sciences américain qui enseigne à la fameuse université Stanford. La traduction en français de son monumental ouvrage sur l'industrie du tabac vient de paraître (Golden Holocaust, la conspiration des industriels du tabac, Editions des Equateurs, 2014).

Par Mohamed Larbi Bouguerra

Il s'agit d'un ouvrage remarquablement bien documenté. De fait, le livre trouve son inspiration dans les 80 millions de pages saisies lors des différentes procédures judiciaires intentées aux cigarettiers au cours des trois dernières décennies. Dans cet énorme corpus, on trouve 6 110 documents, soit 611 pages, où l'on relève le nom de notre pays (voir http://legacy.library.ucsf.edu). Cette gargantuesque compilation comprend des documents aussi bien techniques, scientifiques que *«des notes internes au contenu parfois stupéfiant, des plans média, des correspondances avec des chercheurs, des avocats, des sportifs de haut vol, des artistes, des stratégies commerciales…»* . Le livre tient en fait du roman policier. Ses révélations sont si dérangeantes que l'industrie du tabac a voulu — sans succès— en faire saisir le manuscrit et que son auteur a été intimidé. Au pays du Capital-Roi et du libéralisme débridé, *«témoigner contre une industrie multimilliardaire qui a une longue histoire de harcèlement, ce n'est pas pour les âmes sensibles»*, affirme Robert Proctor qui a passé des années à éplucher ce monumental corpus. En 1998, sur plainte de 46 Etats, les industriels du tabac ont été condamnés à une amende de 188 milliards d'euros (Pour 2014, le budget de l'Etat tunisien est de l'ordre de 12,5 milliards d'euros. Cette amende équivaut à plus de 14 fois notre budget national !). Outre l'argent, la justice a contraint l'industrie à publier les comptes rendus de ses réunions, sa correspondance, des rapports plus ou moins confidentiels, des courriels… dont une partie se trouve sur le site indiqué plus haut.

Le résultat de ce déballage donne la chair de poule. Les dangers de la cigarette ne sont pas un secret pour l'industrie. Depuis

longtemps. Dès le début des années 1950, la publicité pour le tabac est omniprésente. Lors d'un séjour aux Etats-Unis au cours de l'été 1958, j'ai été témoin d'un fait stupéfiant : le discours du président Eisenhower à la télévision, lors de la crise du Liban, a été interrompu pour passer une publicité pour une marque de cigarettes. Les illuminations de Broadway étaient majoritairement au service du tabac.

On vante à qui mieux mieux les bienfaits du tabac et des officines mettent au point des stratégies pour instiller le doute sur la nocivité des goudrons, l'addiction à la nicotine, le cancer du poumon, les maladies cardiovasculaires dus au tabac. Mais comme la négation ne saurait seule convaincre, on encourage des études de diversion. L'industrie a tout fait pour véritablement installer une stratégie de l'ignorance. Depuis 1930, chimistes et médecins —notamment allemands— savaient que la cigarette et ses goudrons sont cancérigènes. A l'Institut de chimie théorique à Paris, le Pr Daudel avait montré dans les années 1950 que les goudrons du tabac étaient cancérigènes chez la souris. Mais des études anciennes financées par les cigarettiers américains attribuaient le cancer du poumon à la pollution de l'air, au radon émis par les roches, aux dispositions génétiques et, en tout dernier lieu, éventuellement *«au style de vie»*, c'est-à-dire au tabac. Désinformation à tous les étages en somme!. On allait même jusqu'à infiltrer la vénérable agence des Nations unies qu'est l'OMS à Genève. Des scientifiques au-dessus de tout soupçon (apparemment) financés et parfois grassement payés par les cigarettiers peuplaient comités et revues scientifiques pour présenter des *«travaux»* qui exonéraient le tabac.

Résultat ?

Probablement des millions de vies fauchées par le tabac après d'atroces souffrances et des familles endeuillées et détruites. Les experts sont d'avis que le tabac tuera un milliard de personnes au cours du XXIème siècle. Fabrice Nicolini (*La Croix* du 8 avril 2014, p. 16) évoquant la radioactivité du tabac écrit : *«Fumer un paquet et demi par jour équivaut à environ 300 radios du thorax en une année.»* Or, l'industrie sait que le polonium 210 est présent dans ses produits. Ce produit radiotoxique et volatil est, en effet, facilement assimilé par les cellules vivantes.

Le monde arabe, l'Afrique et la Chine sont des marchés fort prometteurs pour l'industrie du tabac. C'est ainsi que les cigarettiers n'ont pas hésité à dépêcher dans les pays du Golfe le propre fils de Margaret Thatcher —laquelle dirigeait alors le gouvernement britannique— pour les représenter et améliorer la vente de leurs nocifs produits dans la région. Fin 1996, la firme RJR International, qui vend Camel, Winston, Monte Carlo et Salem, relevait que le marché tunisien était de 10 milliards de cigarettes. Elle était *«très heureuse d'annoncer qu'elle avait signé avec le gouvernement tunisien… une alliance pour fabriquer et distribuer ses produits en Tunisie»*, notant avec satisfaction que *«la Tunisie est le sixième plus grand marché en Afrique pour les cigarettes… Cette alliance fera de RJR la compagnie de cigarettes étrangère leader en Tunisie et elle renforce notre position en Afrique du Nord.»* Aujourd'hui, Marlboro est vendue dans notre pays sans la moindre mention de nocivité alors que les produits des Monopoles portent un avertissement en arabe et français… en petits caractères. En France, aussi bien Marlboro que d'autres cigarettes sont vendues avec la mention *«le tabac tue»* en très gros caractères. S'il est indéniable que le fumeur est responsable, il faut néanmoins reconnaître que la publicité et *«les héros de cinéma»* peuvent influencer certains. Il n'en demeure pas moins que quantité d'adjuvants introduits dans la cigarette augmentent la dépendance à ce poison. Pour beaucoup d'analystes, il s'agit d' *«un crime de masse»* puisque les projections et les tendances actuelles évoquent le milliard de morts au cours du XXIème siècle.

En Tunisie, des efforts restent à faire pour juguler l'hydre du tabac mais il faut saluer les efforts des associations contre le cancer et le tabagisme qui doivent être mieux épaulées par l'Etat et par le public. Il faut interdire la vente au détail qui encourage les jeunes et les plus démunis à s'enchaîner à la nicotine. Il faut interdire la vente du tabac aux mineurs et veiller à en interdire l'usage dans les lieux publics comme les cafés, les facultés, les lycées, les administrations et les aéroports. Celui de Tunis-Carthage est emblématique à cet égard : on y fume intensément, y compris dans les salles d'embarquement, alors que les haut-parleurs rappellent sans relâche (!) l'interdiction de fumer dans l'enceinte de l'aérogare et menacent d'amendes les contrevenants. Situation aussi ridicule que kafkaïenne relevée tant par le site de *Leaders* (10 avril 2013) que par M. Khaled Choukat (*Le Maghreb*, 15 avril 2014, p. 13).

Certains argueront, en lisant ces lignes, que la vente du tabac offre un débouché aux agriculteurs de Nefza et du Nord-Ouest, d'une part, et rapporte de l'argent aux caisses de l'Etat qui en a bien besoin dans la situation actuelle, d'autre part. Il s'agit là d'une idée simpliste et fausse. Leïla El Fékih et ses collègues (voir *La Tunisie Médicale*, vol. 89, n° 11, p. 814-819, 2011) affirment que les affections dues au tabac ont coûté à la Cnam cent millions de dinars en 2008 et qu'au total, les coûts directs et indirects des pathologies dues au tabac dépassent de 40% les recettes de vente. Comme partout dans le monde, la gent féminine fume de plus en plus. Les chercheurs tunisiens notent qu'à tabagisme égal, les femmes courent des risques plus élevés que les hommes. Il ne nous échappe pas que l'industrie du tabac a une puissance apparemment plus forte que celle des Etats eux-mêmes.

Fabrice Nicolino note : *«La question du tabac est sans aucun doute la plus grande question démocratique qui soit. Et elle s'adresse à tous.»*. A l'heure où s'enfante une nouvelle Tunisie —qui compte parmi ses dirigeants d'éminents médecins— s'attaquer à la question du tabac devrait être une priorité nationale. Une priorité de santé publique. Une priorité démocratique.■

M.L.B.

Mohamed Boughalleb

Le redoutable questionneur sur Watanya TV

La dernière chose qu'il a faite mardi soir avant d'entrer au studio pour livrer en direct, sur Watanya TV, l'ingénieuse interview de grandes figures politiques, c'est de s'isoler quelques instants dans les coulisses. Le temps de passer un coup de fil à sa chère maman restée au bled, implorer sa bénédiction. De ce réconfort moral, Mohamed Boughalleb éprouve un grand besoin, surtout qu'il doit mériter sans cesse la satisfaction de son partenaire Boubaker Ben Akacha, le respect de leurs invités et l'assiduité des téléspectateurs. L'émission « Choukran ala elhoudhour » cartonne, s'imposant en grande messe cathodique hebdomadaire. Pourtant, le concept est simple : une grande interview, illustrée par des séquences « zapping ». Mais, le caractère tout particulier de Boubaker et Mohamed lui confère un goût particulier.▪▪▪

Ben Akacha est doux, courtois, mais redoutable par ses fléchettes. Il ne tend pas de piège à ses invités, sait les mettre à l'aise et leur tirer de bonnes réponses, recadrant parfois son coéquipier.

Boughalleb est cash. Respectueux, mais intraitable. Très bien informé, préparant soigneusement ses dossiers, il organise son questionnaire en investigation ordonnée, gardant toujours une ultime question en poche. Le duo fonctionne merveilleusement. C'est Boubaker qui tient le fil de la conversation, relançant l'invité, lâchant Mohamed, le retenant, lui laissant la voie libre, puis arbitrant. Un vrai spectacle qui se distingue de tant d'autres plateaux, même si des *«incidents»* sont impossibles à éviter. C'est souvent Boughalleb qui en fait les frais. Avec Omar S'Habou, Mehrezia Laabidi ou encore Béji Caïd Essebsi, des écarts de langage, des gestes, des incriminations viennent en fausses notes. Il se retient, se défend mais ne verse guère dans l'invective. Ce plateau relève d'une autre éthique.Ce qu'invités et téléspectateurs aiment le plus chez Boughalleb, c'est son tempérament, son caractère, son accent, ses référentiels. Ils y retrouvent un mélange qui ressemble le plus au Tunisien moyen. Mohamed, qui étrennera ce 26 mai sa 44ème année, a tout hérité de son enfance à Ouerdanine, ce fief nationaliste au cœur du Sahel,connu par tant d'illustres fils donnés à la Tunisie, Hssan Ben Abdelaziz, Mohamed et Abdallah Farhat, Ahmed Mennai, et autres. Un caractère patriotique, rebelle et très dévoué à la nation, avec des gènes arabo-musulmans bien affirmés. Et un grand franc-parler.

Ouerdanine, un vrai moulage

Son père, maçon, était obligé d'aller chercher de quoi nourrir ses six enfants sur des chantiers partout en Tunisie, mais aussi en France, en Libye et en Algérie. Son sacrifice ne sera pas vain, deux de ses fils seront avocats, Mohamed, journaliste-vedette et trois filles bien installées avec leurs familles en Italie.

L'absence du père posera sur les épaules du tout jeune Mohamed la lourde responsabilité d'une bonne conduite dans la société et réussite dans les études. Au lieu de flâner dans les rues de Ouerdanine, il plongera à fond dans les activités culturelles. A l'école primaire, il était déjà l'un des meilleurs psalmistes du Coran. Au lycée, la Jeunesse scolaire et autres clubs de la maison de la culture feront éclore ses talents de poète, comédien et animateur. Le pli est pris. Un petit détail mérite mention : parmi ses professeurs, Boughalleb aura Awatef Ben Hmida, celle qui deviendra plus tard directrice de Radio-Monastir, puis de Radio Jeunes à Tunis… Le destin est scellé. D'un activisme débordant, il s'invite dans le débat public, s'investit dans *«la dynamique militante»*, soutient la liste indépendante lors des élections législatives de 1999 et attirera alors l'attention de la police… Il en payera le prix pendant 18 ans, sa demande de passeport restera ainsi sa réponse. Une véritable angoisse qui l'empêchera longtemps de répondre à des invitations à l'étranger et de briguer un poste dans la fonction publique.

En préparant son bac, Mohamed Boughalleb ne pensait qu'à faire des études de cinéma,

lorgnant une bourse en Urss. *«Gorbatech était impatient et aurait dû attendre encore une année avant de faire éclater l'Union soviétique,* nous dit-il avec humour. *Du coup, mon rêve s'était brisé et j'ai dû me résigner à faire des études de lettres à Sousse.»* Encore de belles années et d'intenses activités culturelles.

Un parcours du combattant médiatique

Pour poursuivre ses études de troisième cycle, il monte à Tunis en 1995. Pour Mohamed Ghalleb, c'est comme pour un footballeur qui accède à la Division nationale : de grandes opportunités lui sont offertes, à lui d'en saisir les meilleures. Il commencera par renforcer sa collaboration avec la presse, commencée en tant que correspondant au Sahel. Mais, sa véritable chance, c'est Awatef Ben Hmida qui va la lui offrir en l'appelant à ses côtés à Radio Jeunes. La voie est alors ouverte. Bosseur, dévoué, passionné, il alternera tout son temps entre les studios, le bureau et les manifestations culturelles. Animateur, producteur d'émissions, attaché de presse et conseiller, il deviendra incontournable, rendant service, se rendant indispensable.

Quand on a une lourde et délicate tâche, c'est à lui qu'on la confie, sachant qu'il s'en acquittera à merveille. Surtout lorsqu'il s'agit d'un festival comme celui de l'Union des radiotélévisions arabes (Asbu), ou du cinéma et autres. Boughalleb y fera la connaissance de grandes stars, critiques et organisateurs de festivals et se liera d'amitié avec eux. Ils l'apprécient tellement qu'ils l'invitent à participer en tant que journaliste ou membre du jury de grandes manifestations cinématographiques et musicales un peu partout dans le monde, Le Caire, Dubaï, Marrakech, Cannes... Mohamed s'arrangera alors pour se mettre en smoking-nœud papillon, foulant en toute splendeur le tapis rouge et montant les marches comme les grandes vedettes.

Touche-à-tout, il assurera la rédaction en chef de la revue de la Radio, tâtera de la télévision… en esquivant les coups bas. Ce qui ne l'épargnera pas de faire par deux fois sa traversée du désert. La première avant la révolution, *«pour rébellion»*. Aujourd'hui, il ne s'en vantera guère. Vendredi 14 janvier 2011, un ami le prévient par SMS d'une manifestation de solidarité avec des intellectuels à midi devant le Théâtre municipal. Il y retrouvera quelques dizaines d'autres amis. Mais rapidement, la foule enflera sur l'Avenue. Il vivra alors la révolution en direct. Puis, rentrant à pied jusqu'à chez lui, quartier Lafayette, il sera comme sur un nuage. Rapidement, il ouvrira son téléviseur et se connectera sur internet…pour partager. Frénétiquement.

Sans déchanter de la révolution, il vivra bientôt sa deuxième traversée du désert. Son indépendance et son professionnalisme ne seront pas du goût d'un collègue technicien promu par son parti président de la Radio. La sanction inique tombe tel un couperet: au frigo! Mohamed Boughalleb ne s'avoue pas pour autant vaincu. Il fera de la télé sur TWT, sur le même élan qu'il avait initié avec Dhafer Neji en 2010 sur Canal 21, la révolution en plus, en attendant son heure.

Mai 2013, il reçoit un coup de fil qui le comblera de joie. Boubaker Ben Akacha lui propose de se joindre à lui sur Watanya II dans une nouvelle émission «Choukran ala elhoudhour». Le duo se met sur orbite. L'assassinat de Mohamed Brahmi, jeudi 25 juillet 2013, leur offrira une grande chance. L'émission est transférée sur la première chaîne publique, avec en baptême du feu un plateau exceptionnel dédié, samedi 27 juillet. La saga commence.

Du fond de son bled, sa maman, comme des millions de téléspectateurs, se délecte de cette performance. Une lourde responsabilité à honorer encore plus et mieux à chaque émission.■

Le patrimoine de « Bled Frigua »
À l'épreuve du développement

Fidèle à ses traditions d'immersion dans le terrain, le laboratoire du patrimoine de la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de Manouba a choisi cette année de remettre sur la table la question du patrimoine à l'épreuve du développement dans le Nord-Ouest tunisien.

Par Abdelhamid Larguèche

En collaboration avec l'Institut des sciences humaines de Jendouba et en partenariat avec La Hans Seidel Stiftung, une vingtaine d'historiens, géographes, archéologues et experts accompagnés de jeunes chercheurs et étudiants se sont consacrés trois jours durant à débattre du devenir d'une région dont le potentiel patrimonial tant naturel que culturel attend ses promoteurs.

De Jendouba au Kef, de Bulla Regia à Althiburos et Chemtou, de la Côte du Corail aux vallées de la Mejerda, de Béja à Makthar et Thala, alliant exposés scientifiques et conférences sur sites, l'équipe pluridisciplinaire a établi un véritable diagnostic de l'état du patrimoine dans une région où le patrimoine risque de devenir *«une malédiction»* pour l'homme qui l'observe sans pouvoir en tirer bénéfice, selon l'expression du chercheur Fathi Abed.

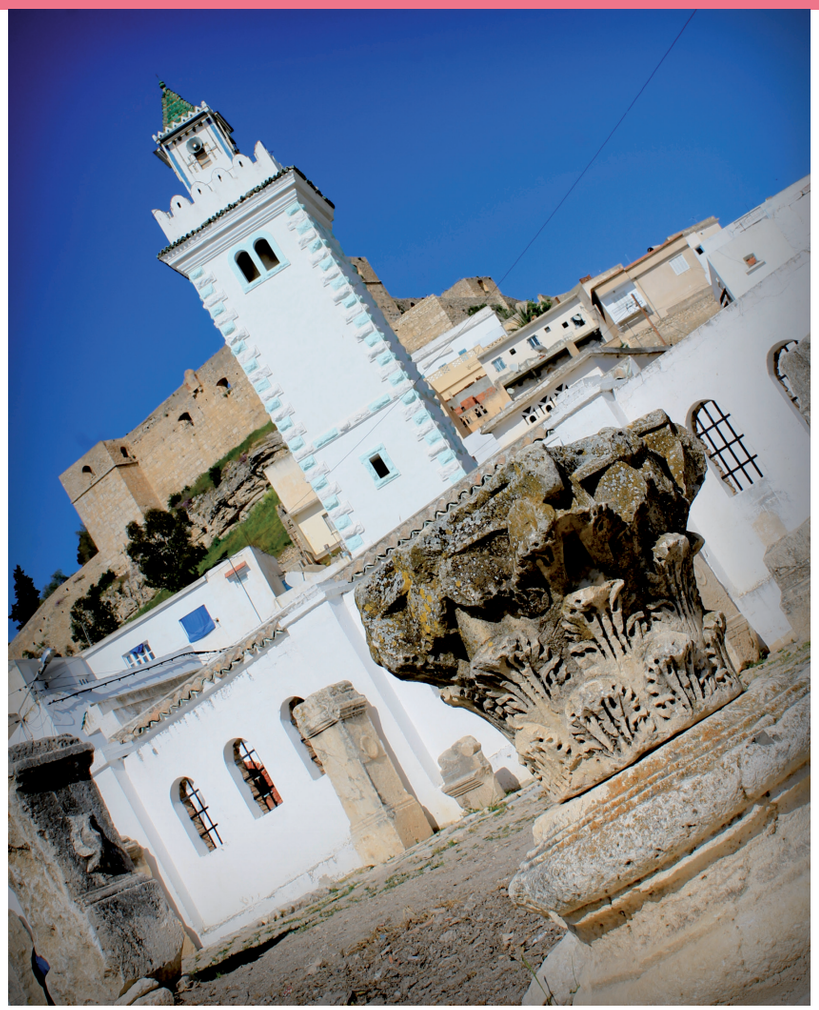
L'immense richesse visible ou encore enfouie sous terre fut montrée, non seulement à travers les exposés scientifiques des chercheurs, mais aussi grâce à l'exposition photographique de la

talentueuse Cyrine Ben Ghachem qui a su animer la place Sidi-Boumakhlouf au bonheur des visiteurs et des jeunes du Kef. Le Nord-Ouest tunisien, rebaptisé « Bled Frigua » par les chercheurs qui ont tenu à réconcilier ce territoire avec son histoire et sa vocation agricole de toujours, a vu se succéder des civilisations et des puissances dominatrices sur plusieurs millénaires.

Douloureusement exploité et mis aux rudes épreuves de l'urbanisation massive depuis la haute antiquité, les carrières de Chemtou, admirablement valorisées par le musée du site, fruit de la coopération tuniso-allemande, témoignent encore de cette mise au travail de l'homme africain pour les fastes des notabilités urbaines et de l'évergétisme d'époque romaine.

Sites culturels, villes historiques, monuments, lieux de mémoire, forêts et paysages : une densité inégalée ailleurs fait du vieux pays numide le bassin le plus riche et le plus diversifié de notre territoire, mais qui souffre d'un sous-traitement patrimonial à tel point que nous sommes tentés d'affirmer sans grand risque d'erreur que nous sommes face à un patrimoine en péril. L'état de délabrement des sites visités en témoigne. Rachid Bouallègue, mémoire vivante des lieux, homme des grandes restaurations, a parfaitement raison lorsqu'il évoque avec nous et devant les jeunes chercheurs les graves altérations dont souffre aujourd'hui le patrimoine.

Le constat est évident : l'incapacité de l'Etat et de ses institutions à prendre en charge à lui seul le patrimoine, surtout dans un contexte marqué par le désengagement de l'Etat, sauf bien sûr en matière de production et de contrôle des cadres juridiques et de leur application. C'est vers la société même qu'il faut se tourner. Responsabiliser la société, ses élites et ses acteurs, c'est en des termes nouveaux que la question de la responsabilité face au patrimoine se pose aujourd'hui. Une responsabilité citoyenne que la Charte civile du patrimoine, proposée par le laboratoire et signée par plusieurs



associations, rappelle dans ses articles en affirmant que la gestion du patrimoine en tant qu'héritage commun et en tant qu'ensemble de ressources pour un développement durable doit obéir aux principes de la bonne gouvernance et de la responsabilité partagée vis-à-vis du patrimoine. Mais au-delà des principes généraux, c'est l'homme et son imagination féconde qui sont interpellés. Le patrimoine a besoin d'idées nouvelles et d'acteurs nouveaux. Ce ne sont heureusement pas les idées et propositions qui manquent. Le territoire de «Frigua» appelle à un véritable aménagement culturel respectueux des héritages, des paysages et de l'environnement. Du musée ouvert des techniques et savoir-faire agricoles, aux routes de la côte du Corail, à celle historique de Saint Augustin, les propositions étudiées et documentées sont multiples, variées et attractives, mais où sont les capitaux, où trouver les promoteurs et comment mettre en synergie, experts, promoteurs et jeunesse de la région?

Les cadres associatifs paraissent être les plus interpellés par ces questions face aux carences durables de l'Etat. Leur nombre a augmenté ces dernières années, ainsi que leurs compétences et domaines d'intervention. Mais elles ont besoin de fédérer leurs actions et d'élaborer ensemble des stratégies d'action commune. Sortir de l'amateurisme associatif, certes bénéfique, pour s'engager sur le terrain du développement, de la contractualisation et du partenariat, seules conditions de maturation de la société face à son patrimoine. Le véritable enjeu de ce patrimoine est l'Homme de la région. C'est de lui que doit jaillir l'initiative patrimoniale, et c'est à lui que revient le premier bénéfice de ce patrimoine s'il sait le conserver et s'en servir avec intelligence.■

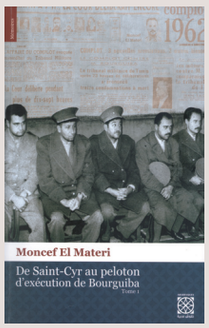
A.L.

De Saint-Cyr au peloton d'exécution de Bourguiba
Un nouvel éclairage sur le complot de 1962

Ancien chef de corps de l'artillerie tunisienne, diplômé de l'école militaire française de Saint- Cyr, Moncef El Materi faisait partie du groupe de jeunes officiers qui avaient trempé dans le complot de 1962, ourdi contre Bourguiba. Condamné à la peine capitale, il a échappé in extremis au peloton d'exécution, suite à l'intercession de son oncle, Mahmoud El Materi, et Wassila Bourguiba auprès de Bourguiba. Il sera libéré en 1973.Une vie suffisamment mouvementée pour qu'il se décide, à 80 ans, à publier ses mémoires. Un pavé de 660 pages dont la moitié est réservée aux annexes où il est surtout question de deux évènements majeurs dans l'histoire de la Tunisie : «la guerre» de Bizerte et le complot de l'hiver 1962. On l'attendait aussi sur ses relations avec son beau-frère, le président déchu, sur son fils Sakhr. Sur son départ précipité à l'étranger. Ce sera le thème central du tome II où il nous dira«sa part de vérité» sur les années Ben Ali, *«Je me rappelle tout, je n'ai rien oublié»*, nous assure-t-il.

Le tome I se présente comme un plaidoyer *pro domo*. On aurait mauvaise grâce de le lui reprocher car c'est la loi du genre, même si son argumentation, notamment quand il essaie de justifier sa participation à la tentative du coup d'Etat, est trop bancale pour emporter la conviction. Il y a bien eu une tentative de coup d'Etat et si le terme a été utilisé, ce n'était pas *«par commodité de langage»*, ni par *«paresse intellectuelle ou ignorance»*, comme il l'écrit, mais parce qu'il exprimait bien une réalité incontestable. Mais tout compte fait, Moncef Materi a eu bien raison de se rendre aux arguments de ceux qui le pressaient d'apporter son propre témoignage sur ce pan si méconnu de notre histoire :*«Tu es le dernier survivant de l'affaire de décembre 62, tu dois témoigner»*. Il s'est bien acquitté de cette tâche. En juillet 1961, Moncef El Materi avait 27 ans. Lorsque les hostilités ont commencé aux abords de la base de Sidi Ahmed, le jeune officier se trouvait au Congo dans le cadre d'une mission de l'ONU. A la tête de sa compagnie qui comptait deux cents soldats, il rentre à Tunis, le 22 juillet. Trop tard, car le cessez-le-feu est déjà en vigueur. Pourtant, il y aura pour lui un avant et un après-Bizerte. Il se souvient : *«Je n'étais plus le même (...) Le bilan de cette bataille a été très coûteux en vies humaines pour les Tunisiens alors que l'armée française n'eut que 21 morts et une centaine de blessés (...) Cette guerre a laissé un arrière-goût amer, car elle fut un acte gratuit, un caprice que Bourguiba aurait pu éviter s'il y avait eu plus de démocratie (...) Cela a provoqué chez moi une rupture avec le régime. Un fort mouvement de mécontentement au sein de l'armée a vu le jour»*,
14 mois plus tard, en septembre 62, sa rencontre avec un personnage haut en couleur, le lieutenant Amor Bembli, marquera un tournant dans sa vie. Avant de rentrer à Tunis, Bembli a fait ses études à l'académie militaire de Damas, pris part à la première guerre arabo-israélienne en 1948 dans les rangs de l'armée syrienne, puis au coup d'Etat du colonel Hosni Zaim à Damas en 1949, avant de s'engager dans l'armée libanaise. Il jouera un rôle déterminant dans le complot contre Bourguiba L'auteur revient par le menu détail sur les péripéties de cette affaire tout en y apportant de nouveaux éclairages. Il nous fait revivre les temps forts du procès des conjurés ainsi que les heures qui ont précédé les exécutions des 13 condamnés à mort. Bien écrit, le livre est une nouvelle pièce à verser au dossier de cette pénible affaire.■

H.B



Moncef El Materi : De Saint-Cyr au peloton d'exécution de Bourguiba, 660 pages, éditions Arabesques Tunis 25 dinars.

Automobile Club d'Egypte de Alaa El Aswany

La vie urbaine est un sujet favori du roman égyptien. Cela est bien connu. Le peintre inégalé de la vie cairote est certes Naguib Mahfouz, lauréat du prix Nobel en 1988 avec sa trilogie *(Impasse des deux palais, Le palais du désir et Le Jardin du passé)*, parue à partir de 1956, c'est-à-dire à un moment où en Occident le réalisme était en voie de disparition.

La relève est aujourd'hui assurée par une pléiade de voix nouvelles et d'intellectuels de gauche comme Mohamed El-Bisatie, Nabil Naoum, Ibrahim Aslân, Mahmoud Wardany ou encore Alaa El Aswany. Ce dernier, proche du regretté Sonallah Ibrahim, est la nouvelle étoile du firmament égyptien. Son premier roman, *L'Immeuble Yacoubian*, paru en 2002, connut un succès fulgurant dans le monde arabe. Traduit dans plusieurs langues, il relate la trajectoire dramatique des occupants d'un immeuble décati du centre-ville du Caire. Il fut suivi par un autre roman à succès, *Chicago*, paru en 2006. Alaa El Aswany qui fit des études en chirurgie dentaire à Chicago, y décrit la vie sur la corde raide des étudiants arabes aux États-Unis après l'attentat du 11 septembre 2001.

Son nouvel ouvrage, *Automobile Club d'Egypte*, que les éditions Actes Sud viennent tout juste de publier, est appelé probablement à connaître, lui aussi, le même succès. On peut dire, d'ores et déjà, sans trop se tromper, que Alaa El Aswany s'est surpassé dans ce nouveau roman. Paru au Caire l'année dernière, volumineux (544 pages), d'une structure originale qui rappelle le suspense du roman noir, d'un style limpide, sans digressions fastidieuses, *Automobile Club d'Egypte* est réellement captivant. Comme *L'Immeuble Yacoubian*, aussi foisonnant, il donne lui aussi la parole à des personnages issus du peuple. C'est un microcosme grouillant de désillusions et de frustrations, à l'image de l'Egypte, celle des années quarante, mais aussi celle d'aujourd'hui, fracturée en deux mondes distincts. Le monde des nantis, c'est celui de l'Automobile Club d'Egypte. Ouvert officiellement en 1924, d'une architecture imposante rappelant le Carlton de Londres, il est dirigé d'une main de fer par James Wright, un Anglais imbu de sa personne, foncièrement ■■■

UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحـــاد البنكي للتجـــارة والصناعـة

La banque d'un monde qui change

www.ubci.tn

HAVAS

GRAND JEU EPARGNE UBCI 2014

du 20 Février au 20 Juin

Participez et Gagnez!

Rendez-vous à l'agence UBCI la plus proche

Chaque mois,

10 Gagnants...

..Et 1 Voiture à Gagner au Tirage Final!

Centre Relations Clients
Appelez-nous au :
70 000 050

Jeu sans obligation d'achat ouvert au public âgé de plus de 18 ans. Règlement déposé chez Maître Ikbel El Menchari - 26 rue Sidi Djeballi - Ariana

Calcium
Magnésium
أكثر

أكثر كلسيوم و أكثر منيزيوم

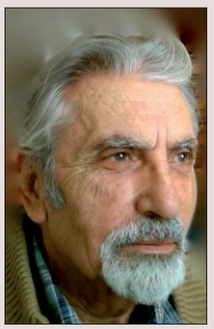
raciste, et peu scrupuleux. Ce club, parrainé par le roi, devient, dans le roman, un haut lieu de plaisirs et de débauche des étrangers et des Cairotes aisés. Comme le roi y passe ses 'nuits rouges', son fidèle chambellan, El-Kwo, un redoutable Nubien, règne en maître sur tous les serviteurs de ce club.

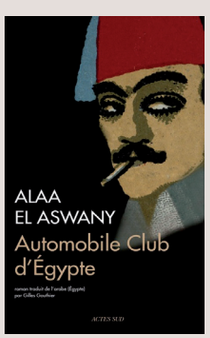
«Seul maître à bord après Dieu. C'est lui seul qui tient entre ses mains leurs vies, leurs gains et leurs destinées.» (p.62)

Recrutés par ses soins et originaires, comme lui, de la Haute-Egypte, ils lui obéissent au doigt et à l'œil. L'un d'eux, Abdelaziz Hamam, issu d'une famille noble, mais ruiné, meurt à la suite d'une punition corporelle que le cruel chambellan lui a injustement infligée, laissant derrière lui, dans le besoin, quatre enfants, dont les deux personnages centraux, Kamel et sa sœur Saliha, habilement présentés dès le début du roman. Bien que l'Automobile Club soit au cœur de l'histoire, c'est la trajectoire de ces quatre enfants qui en constitue la clef de voûte.

En fait, ce qui frappe en premier lieu dans ce livre, ce n'est pas tant le monde des pauvres, l'ébullition du Caire, les soucis et les menus plaisirs de la vie quotidienne, comme chez Naguib Mahfouz ou Sonallah Ibrahim, par exemple. C'est surtout la technique narrative, la description subtile, indirecte, des personnages, les rapports humains, ceux par exemple du chambellan El-Kwo avec son roi, avec James Wright ou encore avec les serviteurs du club, les rapports de James Wright avec le roi, avec les serviteurs et avec sa fille; l'attachement de cette dernière au jeune Kemal, ou encore l'engagement politique de ce dernier et ses rapports avec les membres de sa famille. Souvent hypocrites, parfois sincères, mais toujours révélateurs, ils sous-tendent l'attitude générale dictée par les conventions sociales, le contrôle des coutumes sexuelles et la réalité sociopolitique de l'Egypte des années quarante. Bref, ce n'est pas seulement au spectaculaire et au sensationnel que l'auteur vise; il y a de tout dans son livre, mais force est de constater qu'il tient à démontrer, comme il l'a fait déjà dans L'Immeuble Yacoubian, que le caractère de violence qui imprègne son œuvre n'est pas inhérent uniquement à celui de l'occupant britannique et à la haute aristocratie égyptienne de l'époque, mais également à l'esprit de ces domestiques et de ces pauvres gens en général.

Décrits avec verve, les serviteurs de l'Automobile Club apparaissent toujours plongés dans des discussions sans fin. Souvent empêtrés dans de méchantes querelles, ils s'épient les uns les autres, n'hésitant pas à se livrer à de basses mesquineries chaque fois que l'occasion se présente. Bien que l'auteur ne manque pas de souligner les valeurs morales de ces personnages venus du fin fond de l'Egypte, qui restent, même dans l'adversité et le dénuement le plus atroce, fiers et dignes, il fait comprendre, indirectement, que si en Occident le phénomène de la misère a perdu, depuis longtemps, la connotation religieuse qui le rendait supportable,





Alaa El Aswany, Automobile Club d'Egypte, roman traduit de l'arabe (Egypte) par Gilles Gauthier, Actes Sud, 544 pages.

c'est-à-dire qu'il y avait quelque chose de plus important que la pauvreté, qu'elle était justifiée et compensée par le salut de l'âme, la vie éternelle, dans l'au-delà, il n'en est pas de même en Egypte et, par extension, dans les pays musulmans. Ce thème et ces connotations religieuses demeurent saillants dans le nouveau roman égyptien. Un des personnages de *Taxi*, le roman de Khaled El Khamissi, proclame fièrement:

«Le pain quotidien ne t'appartient pas, et l'argent ne t'appartient pas: tout appartient à Dieu. C'est la seule leçon que j'ai apprise dans ma vie» (p. 12).

Alaa El Asswany, comme El-Khamissi, montre dans son roman le même humanisme et le même engagement en faveur d'une justice sociale, mais cet esprit de renoncement et ce désintéressement n'occultent nullement la triste réalité. Rares sont les personnages qui trouvent, en fin de compte, leur accomplissement. De sorte que l'entreprise prend l'allure finalement d'un réquisitoire étayé par ce qui se trouve dans ce récit, et par ce qui est glissé dans l'interstice. Habilement, le romancier égyptien déplace le pouvoir cathartique. En consacrant toute leur vie à protéger le symbole de l'occupation, les responsables du club ne font en fait que prouver leur complexe de supériorité et assouvir leur bas instinct de vengeance. Ils croient ainsi se libérer du mal ; en fait ils le renforcent et le consolident. Par conséquent, la violence, telle qu'elle se reflète à l'intérieur du club, dépasse le rôle structurel qui lui est habituellement assigné tant elle s'intègre et fait corps avec l'imaginaire, préfigurant, on ne peut mieux, la chute de la royauté et l'avènement du nassérisme.

«Monsieur Wright prit une photographie sur le bureau et la tendit à El-Kwo en disant:

- Prenez, regardez et dites-moi ce que vous en pensez. El-Kwo examina la photographie et fut frappé de stupeur. On y voyait le roi portant sur la tête un bonnet pointu rouge d'où pendaient des pompons multicolores, assis devant le tapis vert en train de jouer au poker avec à ses côtés la danseuse française Charlotte. Au-dessous de la photographie était écrit: *"A bas le roi décadent et corrompu".»* (p.428)

Pour celui qui sait lire entre les lignes, les conversations et les réflexions dans ce beau roman n'ont rien d'anodin. Elles prennent vite d'autres tournures, et plus d'une fois, sans crier gare, elles passent de l'anecdotique au religieux ou au politique, pour devenir hautement prémonitoires. Compte tenu des tristes réalités sociales, politiques et religieuses qui y figurent, compte tenu également de l'engagement personnel d'El Aswany sur la scène politique, déjà auteur en 2010 du recueil *Chroniques de la révolution* et aujourd'hui membre fondateur du mouvement d'opposition «Kifaya» (Ça suffit), il est possible d'affirmer que ce roman préfigure le récent soulèvement du peuple égyptien.■

Rafik Darragi

Un Tunisien en Arménie

La saga initiée depuis Dubai par Jalel Ghayaza se poursuit. Delice, la marque désormais icône des pâtisseries tunisiennes développées et de chocolat, connaît un franc succès qui déborde de la région du Golfe. Avec une ouverture imminente à Bahreïn et un lancement avant l'été à Londres dans le prestigieux Harrod's, elle vient de s'implanter en franchise en Arménie. La boutique, soigneusement décorée, vient d'ouvrir ses portes, mi-avril, au cœur de la capitale arménienne, Erevan.

La décoration inspirée des lignes de Sidi Bou Saïd et des portes d'Hammamet, avec beaucoup de transparence et de fluidité, a fait un tabac. Encore plus, les savoureux gâteaux et chocolats, installés dans des écrins très attractifs. D'où une affluence record■

Délice

Habib Boularès
Le militant

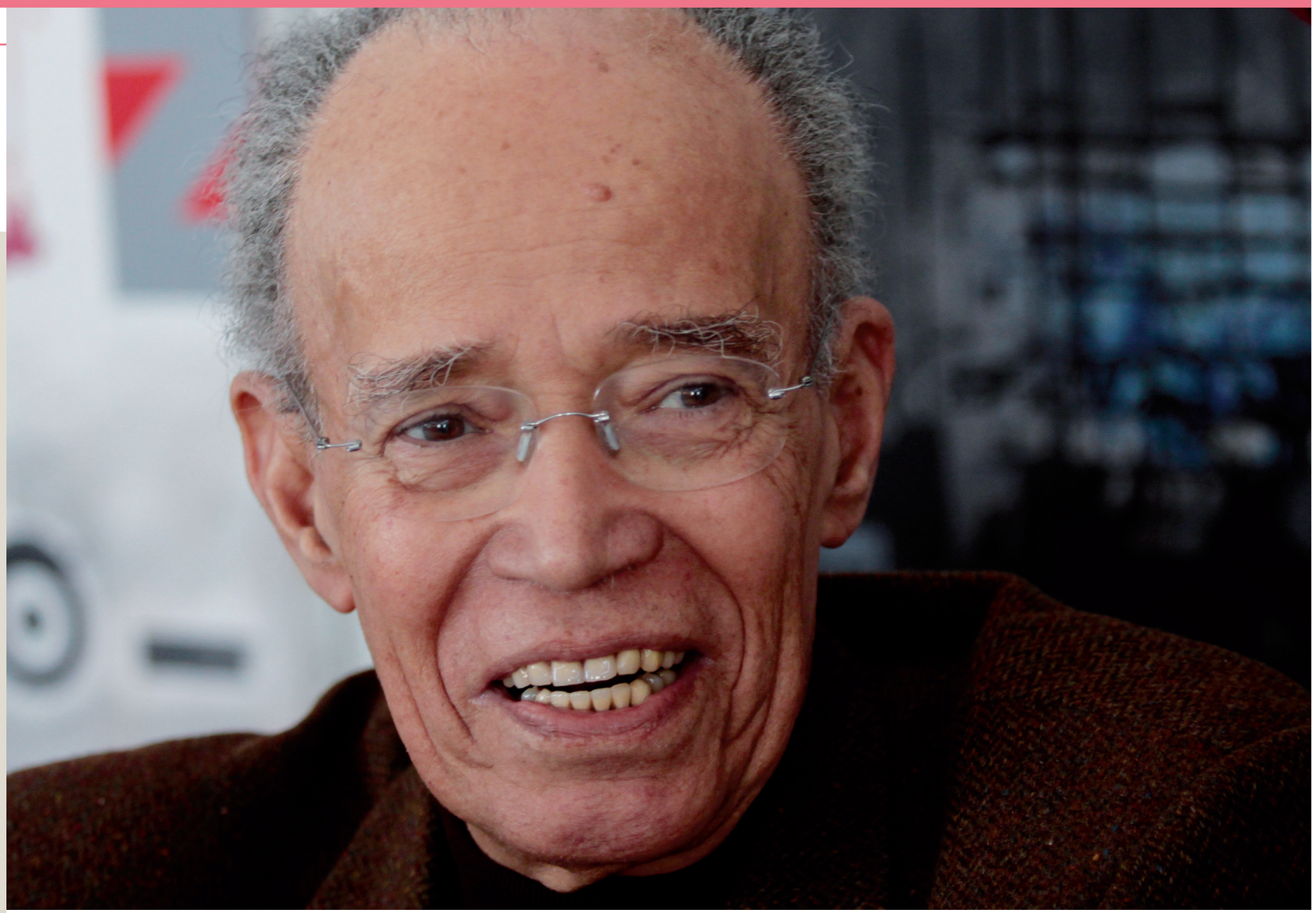
La Tunisie a perdu en Habib Boularès un grand militant. Militant pour l'indépendance de son pays et l'édification du jeune Etat tunisien.

Jeune élève au Collège Sadiki, il adhère à la jeunesse scolaire, et consacre ses temps libres à assister aux réunions néo-destouriennes ou à vendre dans la ville «européenne» le journal *Mission* du Néo-Destour. A la suite de l'arrestation de Bourguiba le 18 janvier 1952, le jeune Boularès se distingue dans les manifestations en tant que meneur parmi ses camarades sadikiens, alors qu'il n'en est pas l'aîné ni élève des classes terminales. Il participe à la grande réunion nationale des lycéens et des étudiants, tenue le 26 février 1952 à la mosquée Saheb Ettabaa, et se porte volontaire pour assumer le secrétariat du groupement qui préfigurera l'Union générale des étudiants tunisiens. Recherché par la police coloniale, il quitte clandestinement le pays et se joint aux réfugiés tunisiens en Libye d'abord puis en Egypte où il assure pour un temps le secrétariat de la section tunisienne du Maghreb arabe .

Il revient au pays à la suite de la décision du gouvernement français de reconnaître l'autonomie de la Tunisie. Après un court passage au journal *Assabah*, il rejoint le Département de l'information où j'exerce depuis une année environ. Nous ne nous connaissions pas auparavant. Mais en travaillant ensemble à des postes et à des niveaux différents, et tout en développant en commun le secteur de l'information, nous devenons très vite de grands amis. Je découvre en lui un grand travailleur, une plume alerte, un esprit clair et une vaste culture.

Il a mis ses qualités au service de la consolidation de l'Etat d'abord, puis au service de la démocratie. Il l'a fait sans calcul, et sans se soucier de ce que ses positions entraînent des sacrifices. Que Dieu ait son âme.■

Hamed Zeghal



Habib Boularès

L'hommage de son éditeur, Karim Ben Smaïl

Habib Boularès est mort le 18 avril à Paris. J'ai appris la nouvelle avec beaucoup de tristesse. Tout au long de ces dernières années, j'ai eu le privilège de le rencontrer régulièrement pour son livre «Histoire de la Tunisie». Ces longues séances de travail m'ont permis de mieux connaître un homme qui était un des personnages de mon enfance, ami de mes parents.

Quand mon père était directeur de la RTT dans les années 60, Boularès était ministre de l'Information, «son» ministre. Quand il lui a remis sa démission après une mésentente passagère avec Hédi Nouira, Boularès, au lieu d'en prendre ombrage, a eu la classe d'organiser une cérémonie de départ aussi amicale qu'officielle. Ce n'était pas dans les habitudes de l'époque.■■■

■■■Cette anecdote dépeint assez bien la personnalité de Habib Boularès. Il savait reconnaître la valeur des hommes et saluer avec générosité et panache la qualité de leur travail. C'est ainsi que des décennies plus tard, à l'occasion de la parution de son livre *Histoire de la Tunisie*, il multiplia, publiquement et en privé, les remerciements et les témoignages de reconnaissance pour le travail éditorial qui a été effectué sur son texte. Un geste plus rare qu'on ne le pense.

Quand j'ai proposé à Habib Boularès le projet de rédiger un ouvrage de vulgarisation sur l'histoire de la Tunisie, le défi avait déjà intimidé plusieurs auteurs potentiels. Malgré de pénibles ennuis de santé (il était dialysé depuis des années), il s'y attacha corps et âme avec rigueur et énergie. Il était souvent au bord de l'épuisement physique et quand vous demandiez des nouvelles de sa santé, il éludait la question avec une pirouette. Dignité est le mot qui me vient à l'esprit. Erudition et intelligence aussi. Il avait une vision très objective et personnelle de l'Histoire, qu'il avait déjà exprimée dans sa biographie de Hannibal. Il la résume en introduction de son *Histoire de la Tunisie* :

«Il faut se demander comment un territoire à partir duquel des métropoles comme Carthage, Kairouan, Mahdia, Tunis ont étendu leur pouvoir jusqu'au bout du Maghreb, jusqu'à l'Andalousie, à l'Ouest, et jusqu'au golfe de Syrte, à l'Est, se retrouve ramené aux dimensions de la Tunisie actuelle ? Comment un territoire qui a marqué l'histoire des Baléares, de la Corse, de la Sardaigne, de Malte et, surtout, de la Sicile, un territoire qui a entretenu des rapports suivis avec la mer, cette mer Méditerranée qui a tellement influencé sa civilisation et sa culture, est devenu un pays terrien replié sur ses oasis, ses oliveraies et ses plaines céréalières ? Comment un territoire qui s'appelait Africa a perdu son nom au profit du continent tout entier ? Il n'y a là aucune nostalgie, mais le désir de comprendre l'enfantement de l'Histoire. Et puis, sur un autre registre, ce pays était-il prédisposé à la radicalisation au point de se jeter dans le christianisme donatiste, le christianisme arianiste, l'islamisme kharijite, parfois, dans toutes ses outrances? Ou bien est-il naturellement modéré au point de faire triompher le catholicisme au temps d'Augustin, et le sunnisme contre le chîsme, le malékisme contre toute autre obédience dans l'islam?… Aujourd'hui, on n'a pas le droit de faire l'histoire des phases glorieuses uniquement. Les pages sombres ne doivent pas être tournées. Elles sont pleines d'enseignements. Elles ont déterminé des évolutions. Elles nous disent comment nous sommes devenus ce que nous sommes.»

En février 2012, je lui ai demandé d'écrire une lettre à mon père, lui-même souffrant, il me l'envoya de Paris où il résidait, accompagnée d'une carte de bristol jaunie. En voici un extrait (inédit) qui décrit assez bien le cheminement des intellectuels tunisiens de l'après-indépendance. «Mon cher Si Mohamed, figure-toi que je suis conservateur de documents de notre vie qui pouvaient nous rappeler des moments à ne pas oublier. L'autre jour en passant en revue le contenu d'un carton d'archives, je suis tombé en arrêt devant un bristol bien évocateur. C'était du temps où le centre politique de Tunis se situait à la Rotonde, ce café du Colisée au milieu des galeries marchandes et où nous nous trouvions de temps en temps pour parler du présent (jamais satisfaisant), de l'avenir (plein d'espérance), de nos concitoyens (non encore conscients de leur rôle) et des reliquats d'une colonisation qui tarde à se conjuguer au passé. Notre souci était beaucoup culturel : la radio était notre passion.

Nous venions d'y prendre en charge le secteur de l'information, toi et moi ; toi en français, moi en arabe. Mais nous débordions ce secteur, car, en arabe, c'est toute la section qui était nationalisée, donc avec ses ramifications musicale, théâtrale, littéraire…Il fallait combler le vide, émettre de longues heures, donc créer, écrire, trouver des talents nouveaux.

Un jour donc, à la rotonde du Colisée, nous étions quatre amis attablés au centre de la terrasse: toi, moi, Hamadi Bahri et Ali Issaoui. Et de fil en aiguille, nous en étions venus à nous lamenter sur le niveau quelconque, très quelconque des paroles des chansons que les musiciens et paroliers d'alors produisaient. Nous étions d'accord pour dire qu'elles sont composées par un assemblage de clichés éculés. ■■■

Desjoyaux PISCINES

Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...

- Piscine privée
- Piscine publique
- Rénovation des piscines
- Vente et installation SPA

- Structure en Béton Armé
- Filtration sans Local Technique
- Toutes Formes, toutes Dimensions

GARANTIE 10 ans

Optimuz

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie

Filiale du groupe TTS

102.5 MHz
Sousse, Hammamet, Nabeul & Zaghouan.

104.4 MHz
Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine, Sud de Seliana & Ouest de Sfax.

89.4 MHz
Monastir, Mahdia & Nord de Sfax.

Jawhara FM

Sur le net...

nous sommes là où vous êtes

Accédez & téléchargez gratuitement

nos applications gratuites depuis votre:
Iphone, Android, Windows 8 & Blackberry

/jawhara_fm
/Radio.jawharafm
/Jawharafm1
/+jawhara.fm

www.jawharafm.net

Français / عربية

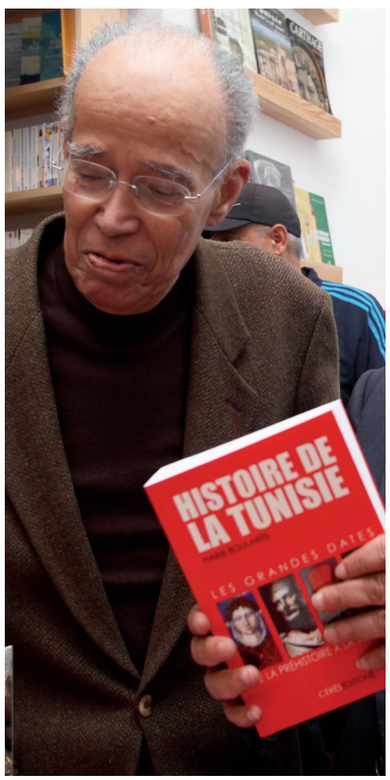
picandcom

■■■ L'un d'entre nous — je ne me souviens pas qui—avait dit que même nous, sans être poètes attitrés, pouvions composer illico une chanson de cette manière. Aussitôt dit, aussitôt fait : j'ai sorti un bristol de ma poche (cela explique pourquoi c'est moi qui l'ai conservé)— et chacun de suggérer une phrase ou un vers que je notais immédiatement après une courte discussion. Et, nous l'avions signé dans cet ordre : Ben Smaïl, Issaoui, Bahri et Boularès. C'était le 27 décembre 1958.

Décembre, c'est le dernier mois d'une année de grandes agitations : rappelons-nous Sakiet-Sidi-Youssef, bombardée par l'armée française le 8 février et les mois de face-à-face entre armée française et manifestants tunisiens qui se sont conclus, après la médiation des Américains et des Britanniques, par le retrait des troupes coloniales de tout le territoire à l'exception de Bizerte et du Sud. C'était d'ailleurs dans ce cadre qu'il y eut la nationalisation de Radio Tunis. Je me souviens encore du jour où, à cause de ce qui se passait dans la rue, l'équipe des Français du journal radiophonique a décidé de se retirer, estimant que le prestige de la France était bafoué ! Toi, Mohamed, avec ton équipe de Tunisiens, avais relevé le défi avec Ali Issaoui, Hamadi Bahri et Latifa Zouhir. Et vous avez présenté à l'heure habituelle un «journal parlé» tunisien! C'est d'ailleurs dans ce cadre que nous allions tous nous retrouver dans le même avion pour nous rendre au Sud, plus exactement à Remada. Tous ? Oui, l'histoire a de ces surprises: Béji Caïd Essebsi, en tant que représentant du gouvernement, feu Mohamed Salah Belhaj, en tant que représentant du Néo-Destour, toi Mohamed Ben Smaïl et moi-même en tant que représentants de Radio-Tunis et quelques journalistes de la presse locale qui avaient accepté de suivre le mouvement.

Il s'agissait d'aller voir ce qui se passait à Remada où le commandant militaire français, le colonel Mollot, refusant de reconnaître l'indépendance de la Tunisie, avait fait arrêter le sous-préfet —le Mo'tamad— et imposé sa loi. C'était hallucinant : l'avion ne pouvait qu'atterrir à l'intérieur de la base militaire, les passagers étaient «invités» à se rendre chez le colonel pour une revue de presse impromptue, Béji Caïd Essebsi, Mohamed Salah Belhaj et moi-même quittâmes la caserne pour rejoindre le Mo'tamad qui, libéré entretemps, nous attendait à la porte de l'établissement militaire. Nous nous sommes alors rendus au siège de la sous-préfecture, sur la grande place et, pendant que Béji Caïd Essebsi écoutait le compte rendu du Mo'tamad, Mohamed Salah Belhaj a réalisé une performance en allant sortir de leurs boutiques et maisons les gens de Remada qui sont venus manifester devant le siège de l'autorité tunisienne leur attachement à l'indépendance et à Bourguiba ! Quelques moments après, nous fûmes rejoints par les autres journalistes conduits par toi, venus, après la conférence de presse du colonel, écouter le compte rendu tunisien de l'incident. Et après avoir affirmé publiquement la présence de l'autorité nationale sur ce territoire, nous sommes allés reprendre l'avion…à l'intérieur de la base militaire !■

Karim Ben Smail
Editeur



NOUVELLES APPLIS

MOBILES

IPHONE ET ANDROÏD

EXPRESS FM

Podcasts

News

Live Streaming

Programmes

Caricatures

Economie

DISPONIBLES SUR

Available on the App Store

Get it on Google play

Mohamed Fredj Chedly

L'éducateur, le nouvelliste

Par Béchir Ben Slama

Mohamed Fredj Chedly, ancien ministre de l'Éducation dans le gouvernement de Mohamed Mzali, est décédé dimanche 13 avril 2014 à l'âge de 87 ans. Né en 1927 à Kairouan où son père, originaire de Monastir, est affecté en tant que fonctionnaire, il avait étudié à l'École Normale avant d'entamer une longue carrière dans l'enseignement. Hommage de son compagnon de route, Béchir Ben Slama, ancien ministre de la Culture.

Les Tunisiens ont connu en lui l'éducateur. Il avait en effet longtemps été enseignant de langue et littérature arabes dans plusieurs établissements avant d'assumer de hautes fonctions au ministère de l'Education, du temps de Mahmoud Messadi. Ce dernier, l'appréciant hautement, lui avait confié la direction de son cabinet lorsqu'il a été nommé ministre de la Culture. Il sera alors encore plus proche des intellectuels et hommes de culture et plus engagé en faveur de l'action culturelle.

Mohamed Mzali l'appellera à ses côtés en tant que chef de cabinet, lorsqu'il a pris en charge le ministère de l'Education, à la fin des années soixante-dix, poste où il a fait montre d'une haute compétence, tant il connaît bien le secteur, le primaire, comme le secondaire. Sa réussite incitera Mzali, une fois nommé Premier ministre en 1980, à le proposer au président Bourguiba, en tant que ministre de l'Education. Il y restera six ans, jusqu'à son limogeage à la fin du gouvernement Mzali.

Mais, ce que les Tunisiens ne savent pas, c'est que Mohamed Fredj Chedly était un nouvelliste talentueux. Il avait commencé à publier se écrits dans la revue *Al Fikr*, dès 1955. Ses nouvelles puisent leurs thèmes dans la réalité tunisienne, dans une ■■■

■ Mohamed Fredj Chedly avec Jacques Chirac

شمس FM

تونس الكبرى
101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

قفصة
88.7 FM

صفاقس
96.2 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

المنستير
90.6 FM

القيروان
107.0 FM

سوسة
93.7 FM

شمس FM، وين إنت، وين أحنا

www.shemsfm.net

■ **Fredj Chedly et Mustapha Masmoudi** entourant Yasser Arafat à Tunis

■ **Avec Mohieddine Saber,** ancien directeur général de l'Alecso, au centre Mahmoud Messadi

■■■ langue raffinée, comme si elle émergeait du style de Mahmoud Messaadi. Chedly était en effet un grand lecteur et admirateur de l'œuvre de ce grand écrivain, procédant souvent dans ses cours et conférences à l'analyse de ses textes.

Il a attiré l'attention des dirigeants de la revue *Al Fikr* par ses écrits sur Taha Hussein et Mahmoud Messaadi, publiés dans des journaux égyptiens. Et c'est grâce à lui que nous avons pu publier dans la revue un texte inédit dans lequel Taha Hussein avait souligné l'originalité du style de Messaadi, la modernité de sa pensée et sa voie exceptionnelle dans la littérature arabe.

Si Mohamed Fredj Chedly a consacré la plus grande partie de ses efforts à l'exercice de hautes fonctions qui l'avaient tenu éloigné de sa passion d'écrivain, il parvenait cependant à nous gratifier de temps à autre de traductions de poèmes et de prose, à partir de l'œuvre de grandes figures occidentales telles que Kipling. J'ose espérer qu'une institution intéressée par les auteurs tunisiens puisse publier l'œuvre de Mohamed Fredj Chedly, en collaboration avec sa famille, surtout pour ce qui est des textes non encore édités.■

B.B.S.

■ **Fredj Chedlye et Bourguiba,** une admiration réciproque

■ **Avec Amadou Mokhtar Mbow,** directeur général de l'Unesco, lors d'une audience avec Mohamed Mzali

Par Hédi Béhi

Les islamistes et le monde arabe

Après l'effet domino, l'effet repoussoir

Souvenez-vous. Il y a deux ans à peine, on parlait de déferlante verte qui s'abattait sur le monde arabe. A quelques mois d'intervalle, la Tunisie et l'Egypte tombaient dans l'escarcelle des islamistes à l'issue d'élections *«libres et transparentes»*, alors qu'au Maroc, ils étaient chargés pour la première fois de former le nouveau gouvernement après la nette victoire du PJD aux législatives. C'était l'effet domino.

Aujourd'hui, on évoque un effet repoussoir. Les islamistes tunisiens ont dû quitter le gouvernement tout en se mettant en embuscade, en attendant des jours meilleurs, alors qu'en Egypte, leurs alliés, les Frères musulmans, moins retors, étaient carrément chassés du pouvoir par l'armée, le jour où ils s'étaient crus suffisamment forts pour la mettre au pas. Dans les deux pays, le legs laissé par les islamistes a été tout simplement catastrophique : une économie exsangue, un Etat en pleine déliquescence, ce qui est le comble pour des pays où les traditions étatiques sont ancestrales, une société clivée, déchirée comme elle ne l'a jamais été et en prime la menace croissante du terrorisme. Si l'on y ajoute la guerre civile en Syrie, l'anarchie au Yémen et en Libye, le tableau qu'offre aujourd'hui le monde arabe n'est pas très reluisant. Seuls le Maroc et l'Algérie s'en sont sortis, le premier pour avoir su anticiper sur les évènements en procédant aux réformes nécessaires et la seconde, parce qu'elle est vaccinée contre l'islamisme depuis la décennie noire, comme les Tunisiens le sont contre les coopératives depuis les années 60.

Quand on parle aujourd'hui de l'Algérie, il faut toujours avoir à l'esprit cet épisode qui a laissé des traces indélébiles dans la conscience collective des Algériens. Pour employer un terme à la mode, il faut contextualiser. J'entends bien que certains puissent être choqués par *«les scores soviétiques»* qui leur rappellent de mauvais souvenirs. Mais on n'a rien dit si on n'a pas souligné les sentiments qui habitent la plupart des Algériens. Voilà un pays qui a cru aux promesses des islamistes, mais qui a dû déchanter très vite devant leur incompétence à gérer le pays et leur prétention à instaurer un régime théocratique d'un autre âge. Déjà traumatisés par la guerre d'indépendance, ils ont dû subir pendant une décennie les affres du terrorisme le plus abject, car il se pare des oripeaux de la religion. Aujourd'hui, ils sont convaincus à tort ou à raison que le retour des islamistes serait synonyme de violence et d'instabilité. Goethe préférait *«commettre une injustice que tolérer un désordre»*. Car la sécurité, c'est la première des libertés alors que le désordre est le terreau de tous les fascismes, qu'ils soient rouge, brun ou vert. C'est aussi la chose du monde la mieux partagée par nos voisins. Bouteflika apparaît comme l'homme idoine pour cette étape. Dans les périodes d'incertitude, les peuples ont besoin de figures tutélaires, de fédérateurs dont la seule présence rassure lorsque la cohésion sociale est menacée. Ils sont aussi les mieux indiqués pour mener à bien l'oeuvre de redressement. Comme Adenauer, en Allemagne, au lendemain du second conflit mondial ou de Gaulle, en 1958, en France.

En tout état de cause, les trois ans de pratique démocratique laborieuse n'autorisent pas certains Tunisiens à se poser en parangons en matière de gouvernance vertueuse.Trop souvent taxés d'indolence par le passé, ils croient prendre leur revanche aujourd'hui, en se posant en donneurs de leçons, distribuant des certificats de bonne conduite démocratique par-ci, des bonnets d'âne par-là. La chaise roulante de Bouteflika les a profondément choqués, alors qu'ils se sont accommodés pendant un demi-siècle d'un président autocrate et souvent malade, puis d'un président mafieux. Au fait, que je sache, la chaise roulante n'a pas empêché l'Américain Franklin Roosevelt d'être élu président des Etats-Unis puis réélu exceptionnellement à trois reprises, ni de rétablir l'économie du pays et de gagner la guerre.■

H.B.